

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

# ***Bulletin officiel***

TEXTES ÉMIS EN MAI ET JUIN 2007

Directrice de la publication : Martine Marigeaud  
Rédactrice en chef : Marie-Liesse Baudrez  
Secrétariat de rédaction : Centre de documentation juridique et administrative  
Mission de la coordination documentaire  
Contact : Véronique Van Temsche  
Contact abonnement : Ernestine Gomis

Imprimerie du ministère de la Culture  
et de la Communication

Ministère de la Culture et de la Communication  
Direction de l'administration générale  
Sous-direction des affaires financières et générales  
Centre de documentation juridique et administrative  
182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : 50 €

ISSN : 1295-8670

# SOMMAIRE

## Mesures de publication et de signalisation

### **Direction de l'architecture et du patrimoine**

- Page 7 Arrêté du 20 avril 2007 portant nomination de la présidente du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier.
- Page 7 Décision du 24 avril 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.
- Page 7 Décision du 24 avril 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.
- Page 8 Décision du 24 avril 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.
- Page 8 Décision du 24 avril 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.
- Page 8 Décision du 24 avril 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.
- Page 8 Décision du 24 avril 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.
- Page 9 Décision du 24 avril 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.
- Page 9 Décision du 24 avril 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.
- Page 9 Arrêté du 3 mai 2007 portant nomination des personnalités extérieures, membres du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville.
- Page 10 Arrêté du 3 mai 2007 portant nomination des personnalités extérieures, membres du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Nantes.
- Page 10 Arrêté du 3 mai 2007 portant nomination des personnalités extérieures, membres du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg.
- Page 11 Arrêté du 4 mai 2007 portant autorisation de réaliser en France un projet d'architecture.
- Page 11 Arrêté du 4 mai 2007 portant nomination du président du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Nantes.

Page 11	Circulaire n° 2007/008 du 4 mai 2007 relative à l'application du décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager.
Page 32	Circulaire interministérielle du 10 mai 2007 relative à l'évolution de la politique des sites inscrits.
Page 46	Arrêté du 15 mai 2007 portant nomination du président du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Saint-Étienne.
Page 47	Circulaire n° 2007/009 du 12 juin 2007 relative à la publication et l'entrée en vigueur du décret n° 2007-823 du 11 mai 2007 relatif au Conseil national et aux commissions interrégionales de la recherche archéologique (CNRA et CIRA).
Page 51	Arrêté n° 016 du 22 juin 2007 portant classement parmi les monuments historiques de la citadelle du Palais à Belle-Île-en-Mer (Morbihan).
Page 51	Arrêté n° 017 du 26 juin 2007 portant classement au titre des monuments historiques du château de Fléville-devant-Nancy (Meurthe-et-Moselle).
Page 52	Arrêté n° 018 du 26 juin 2007 portant extension d'inscription au titre des monuments historiques pour l'ensemble immobilier du château du Verger à Seiches-sur-le-Loir (Maine-et-Loire).
Page 55	Arrêté n° 019 du 26 juin 2007 portant classement au titre des monuments historiques de la grotte de la Coscia à Rogliano (Haute-Corse).
Page 55	Arrêté n° 020 du 26 juin 2007 portant classement au titre des monuments historiques du site archéologique antique de Piantarella à Bonifacio (Corse-du-Sud).
Page 56	Arrêté n° 021 du 26 juin 2007 portant classement au titre des monuments historiques de l'oratoire Saint-Roch de Bastia (Haute-Corse).
Page 57	Arrêté n° 022 du 27 juin 2007 portant classement au titre des monuments historiques de l'église Saint-Julien à Caen (Calvados).

#### **Centre des monuments nationaux**

Page 57	Décision n° DDC/DA/RL/2007-0305 du 2 mai 2007 portant délégation de signature.
Page 58	Décision n° 1303-2007-IG du 3 mai 2007 portant délégation de signature.
Page 59	Décision n° DAF/SJ/2007-3-VL du 15 mai 2007 portant délégation de signature.
Page 59	Décision du 5 juin 2007 portant délégation de signature pour les aménagements de la maison des mégalithes à Carnac.
Page 61	Décision n° 06-2007/DAF1 du 28 juin 2007 portant délégation de signature.
Page 63	Décision n° DAF/SJ/NG-152-2007 du 28 juin 2007 portant délégation de signature.

### **Centre national de la cinématographie**

- Page 63 Extrait de la décision du 1<sup>er</sup> février 2007 portant nomination du président de la commission prévue à l'article 57 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 modifié relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique ainsi que des vice-présidents et des membres du premier et du deuxième collège de ladite commission.
- Page 64 Extrait de la décision du 9 février 2007 portant nomination des membres de la commission prévue au paragraphe v de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 95-110 du 2 février 1995 modifié relatif au soutien financier à la production, à la préparation et à la distribution d'œuvres audiovisuelles.
- Page 64 Extrait de la décision du 24 avril 2007 portant nomination à la commission prévue au paragraphe I (1°) de l'article 5 du décret n° 95-110 du 2 février 1995 modifié relatif au soutien financier à la production, à la préparation et à la distribution d'œuvres audiovisuelles.
- Page 64 Décision du 5 juin 2007 portant habilitation des agents du Centre national de la cinématographie pour effectuer des contrôles sur les déclarations prévues à l'article 47 du Code de l'industrie cinématographique.

### **Institut national de recherches archéologiques préventives**

- Page 65 Décision n° 2007/DG-022 du 15 mai 2007 portant délégation de signature au directeur interrégional Centre Île-de-France de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) et à ses adjoints.
- Page 66 Décision n° 2007-027 du 12 juin 2007 portant délégation de signature à la directrice de l'administration et des finances de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) et ses principaux collaborateurs.

### **Musée du Louvre**

- Page 67 Décision du 4 mai 2007 du président-directeur de l'établissement public du musée du Louvre portant renouvellement des membres de la section « histoire du Louvre » pour la commission des acquisitions de l'établissement.
- Page 68 Décision DFJ/2007/05bis du 21 mai 2007 portant intérim du responsable administratif et financier du département des peintures du musée du Louvre.
- Page 68 Décision DFJ/2007/06 du 4 juin 2007 portant intérim du chef de l'unité des marchés publics au sein de la direction financière et juridique.

### **Musée et domaine national de Versailles**

- Page 69 Décision du 23 mai 2007 portant désignation du représentant du président par intérim de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles à l'occasion des commissions d'appel d'offres organisées par le service des marchés du département des affaires financières et des services généraux.
- Page 69 Décision du 23 mai 2007 portant désignation de la représentante du président par intérim de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles à l'occasion de la commission d'appel d'offres fixée le jeudi 24 mai 2007.

- Page 70 Décision du 25 mai 2007 portant désignation du représentant du président par intérim de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles à l'occasion des commissions d'appel d'offres organisées par la direction du patrimoine.
- Page 70 Décision du 6 juin 2007 portant création et organisation des commissions d'appel d'offres pour les marchés publics et les accords-cadres passés par l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles et relevant de la direction du patrimoine.
- Page 71 Décision n° 2007-4 du 6 juin portant délégation de signature.
- Page 72 Décision du 6 juin 2007 portant désignation du représentant du président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles à l'occasion des commissions d'appel d'offres organisées par la direction du patrimoine.
- Page 73 Décision n° 2007-5 du 7 juin 2007 portant délégation de signature.
- Page 74 Décision du 14 juin 2007 portant création et organisation des commissions d'appel d'offres pour les marchés publics et les accords-cadres passés par l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles et relevant du département des affaires financières et des services généraux.
- Page 75 Décision du 14 juin 2004 portant désignation du représentant du président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles à l'occasion des commissions d'appel d'offres organisées par le service des marchés du département des affaires financières et des services généraux.
- Page 75 Décision n° 2007-6 du 18 juin 2007 portant délégation de signature.

### **Documents signalés**

- Page 77 Direction des Archives de France

## **Mesures d'information**

- Page 78 **Relevé de textes parus au *Journal officiel***
- Page 91 **Réponses aux questions écrites**  
(Assemblée nationale et Sénat)

### **Divers**

- Page 92 Annexe de l'arrêté du 27 avril 2007 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *J.O. n° 115* du 19 mai 2007) (Bayonne) (Cette nouvelle annexe annule et remplace l'annexe publiée au *Bulletin officiel n° 160*).
- Page 93 Dérogations au délai vidéo.
- Page 95 Bulletin d'abonnement.

# Mesures de publication et de signalisation

## DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

### Arrêté du 20 avril 2007 portant nomination de la présidente du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 78-266 du 8 mars 1978 fixant le régime administratif et financier des unités pédagogiques d'architecture, modifié par le décret n° 97-1096 du 27 novembre 1997 relatif aux études d'architecture et par le décret n° 2005-1113 du 30 août 2005, et notamment son article 4,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M<sup>me</sup> Élodie Nourrigat est nommée présidente du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier.

**Art. 2.** - Le directeur adjoint au directeur de l'architecture et du patrimoine, chargé de l'architecture, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier

### Décision du 24 avril 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M<sup>me</sup> Zohra Amalou, diplômée architecte DPLG, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 19 février 2007,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture :

M<sup>me</sup> Zohra Amalou, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 6 février 1977 à Tizi-Ouzou (Algérie).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier

### Décision du 24 avril 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Farid Azib, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 19 février 2007,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture :

M. Farid Azib, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 24 juin 1970 à Tabount (Algérie).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier

**Décision du 24 avril 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Moulay Abdallah El Ouadghiri, diplômé architecte, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 13 mars 2007,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture :

M. Moulay Abdallah El Ouadghiri, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 10 octobre 1971 à Aït El Farsi (Maroc).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier

**Décision du 24 avril 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Amine Ghaiti, diplômé architecte DESA, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 13 mars 2007,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture :

M. Amine Ghaiti, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 9 octobre 1982 à Casablanca (Maroc).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier

**Décision du 24 avril 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Maxim Julian, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 19 février 2007,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture :

M. Maxim Julian, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 12 août 1975 à Kliiaa (Liban).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier

**Décision du 24 avril 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;



Vu la demande présentée par M<sup>me</sup> Fabienne Maman, diplômée architecte DPLG, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 19 février 2007,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture :

M<sup>me</sup> Fabienne Maman, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 24 mai 1978 à Fès (Maroc).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier

#### **Décision du 24 avril 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Mohamed Charif Mana, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 19 février 2007,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture :

M. Mohamed Charif Mana, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 19 juin 1976 à Alger (Algérie).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier

#### **Décision du 24 avril 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M. Wei Wang, diplômé architecte DESA, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis émis par le ministre des Affaires étrangères en date du 19 février 2007,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture :

M. Wei Wang, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 20 novembre 1976 à Pékin (Chine).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier

#### **Arrêté du 3 mai 2007 portant nomination des personnalités extérieures, membres du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville.**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 78-266 du 8 mars 1978 fixant le régime administratif et financier des unités pédagogiques d'architecture, modifié par le décret n° 97-1096 du 27 novembre 1997 relatif aux études d'architecture et par le décret n° 2005-1113 du 30 août 2005, et notamment son article 7,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont nommées membres du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville, en tant que personnalités extérieures, les personnes ci-après désignées :

- M<sup>me</sup> Catherine Barbé, architecte DPLG, administratrice civile de la ville de Paris, directrice de l'urbanisme de la ville de Paris ;

- M. Dominique Boudet, journaliste, critique d'architecture ;
- M. Charles Goldbum, architecte DPLG, professeur à l'université de Paris VIII, docteur en urbanisme et aménagement, urbaniste DIUUP ;
- M. André Guillerme, professeur, titulaire de la chaire d'histoire des techniques au Conservatoire national des arts et métiers, directeur du Centre d'histoire des techniques et de l'environnement, ingénieur génie urbain et historien d'art, docteur en histoire médiévale et docteur ès lettres ;
- M<sup>me</sup> Brigitte Loye Deroubaix, architecte urbaniste de l'État ;
- M. André Pény, architecte DPLG, chargé de mission de la recherche et de l'innovation dans les transports au ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer.

**Art. 2.** - Le directeur adjoint au directeur de l'architecture et du patrimoine, chargé de l'architecture, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier

**Arrêté du 3 mai 2007 portant nomination des personnalités extérieures, membres du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Nantes.**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 78-266 du 8 mars 1978 fixant le régime administratif et financier des unités pédagogiques d'architecture, modifié par le décret n° 97-1096 du 27 novembre 1997 relatif aux études d'architecture et par le décret n° 2005-1113 du 30 août 2005, et notamment son article 7,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont nommées membres du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Nantes, en tant que personnalités extérieures, les personnes ci-après désignées :

- M. Bernard Bourges, professeur à l'école des mines de Nantes ;
- M. Claude Figureau, chef du service botanique de la ville de Nantes ;
- M<sup>me</sup> Chantal Hascoët, directrice de l'agence de voyages « Voyageurs du monde », agence de Nantes ;
- M<sup>me</sup> Gaëlle Péneau, vice-présidente du conseil régional de l'ordre des architectes des Pays de la Loire ;

- M. Jean-Noël Retière, maître de conférences à l'UFR de sociologie de Nantes ;
- M. René-Pierre Saint-M'Leux, responsable de la coopération franco-britannique au sein de la société Akeryards.

**Art. 2.** - Le directeur adjoint au directeur de l'architecture et du patrimoine, chargé de l'architecture, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier

**Arrêté du 3 mai 2007 portant nomination des personnalités extérieures, membres du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg.**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 78-266 du 8 mars 1978 fixant le régime administratif et financier des unités pédagogiques d'architecture, modifié par le décret n° 97-1096 du 27 novembre 1997 relatif aux études d'architecture et par le décret n° 2005-1113 du 30 août 2005, et notamment son article 7,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont nommées membres du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg, en tant que personnalités extérieures, les personnes ci-après désignées :

- M<sup>me</sup> Marie-Christine Creton, directrice de l'Institut national des sciences appliquées de Strasbourg (INSA) ;
- M. François Laquière, directeur régional des affaires culturelles d'Alsace ;
- M. Diego Peverelli, enseignant retraité de l'école d'architecture de Strasbourg, membre du Conseil scientifique supérieur de l'enseignement de l'architecture ;
- M<sup>me</sup> Sophie Rohfritsch, vice-présidente du conseil régional d'Alsace ;
- M<sup>me</sup> Geneviève Werle, adjointe au maire de Strasbourg, chargée de l'urbanisme.

**Art. 2.** - Le directeur adjoint au directeur de l'architecture et du patrimoine, chargé de l'architecture, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier

### **Arrêté du 4 mai 2007 portant autorisation de réaliser en France un projet d'architecture.**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour l'application des articles 10 et 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, modifié par le décret n° 87-640 du 4 août 1987, et notamment son article 7 ;

Vu la demande d'autorisation de réaliser un projet déterminé en France de M. Ammar Bounaira, ressortissant algérien, diplômé architecte DESA,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M. Ammar Bounaira, de nationalité algérienne, diplômé architecte DESA, est autorisé à réaliser, en France, une maison individuelle à Haucourt-Moulaine (Lorraine) pour le compte de la M. Sofiane Beldjoud, maître d'ouvrage privé.

**Art. 2.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier

### **Arrêté du 4 mai 2007 portant nomination du président du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Nantes.**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 78-266 du 8 mars 1978 fixant le régime administratif et financier des unités pédagogiques d'architecture, modifié par le décret n° 97-1096 du 27 novembre 1997 relatif aux études d'architecture et par le décret n° 2005-1113 du 30 août 2005, et notamment son article 4,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M. Gilles Bienvenu est nommé président du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Nantes.

**Art. 2.** - Le directeur adjoint au directeur de l'architecture et du patrimoine, chargé de l'architecture, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier

### **Circulaire n° 2007/008 du 4 mai 2007 relative à l'application du décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager.**

Le ministre de la Culture et de la Communication  
à

Messieurs les préfets de région (direction régionale des affaires culturelles)

Mesdames et messieurs les préfets de département (service départemental de l'architecture et du patrimoine, conservation départementale des antiquités et des objets d'art)

#### **Pièces jointes :**

- circulaires restant en vigueur sous réserve des modifications intervenues,

- modèles qui seront intégrés dans AGREGEE :

1) modèles des arrêtés de protection d'immeubles et d'objets mobiliers,

2) modèles des autorisations de travaux sur immeubles classés et sur immeubles adossés à des immeubles classés (jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 2007),

3) modèles des autorisations de travaux sur objets et orgues classés.

Le décret cité en objet, qui abroge notamment le décret du 18 mars 1924 pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques, fixe un nouveau cadre réglementaire au régime des monuments historiques. Ce cadre préfigure les futurs chapitres qui seront intégrés dans la partie réglementaire du livre VI du Code du patrimoine. Les dispositions antérieures ont été revues pour être actualisées et modernisées et celles qui étaient devenues obsolètes ont été supprimées. Certaines lacunes anciennes, principalement dans le domaine des objets mobiliers, ont été comblées et les modifications rendues nécessaires par les dispositions de l'ordonnance n° 2005-1128 du 8 septembre 2005 relative aux monuments historiques et aux espaces protégés ont été introduites.

L'ensemble de ces mesures réglementaires sont applicables immédiatement, à l'exception de celles relatives aux procédures d'autorisation des travaux immobiliers dont l'application est différée au 1<sup>er</sup> octobre 2007, date à laquelle entrera en vigueur le Code de l'urbanisme modifié. Une circulaire particulière sera préparée dans le courant du premier semestre 2007 pour traiter de toutes les questions relatives aux autorisations de travaux sur les immeubles protégés et à leur articulation avec les nouvelles dispositions du Code de l'urbanisme. Celle-ci sera accompagnée de formulaires-types et de recommandations sur

l'archivage des dossiers documentaires des ouvrages exécutés.

La présente circulaire vise à préciser la mise en œuvre des dispositions nouvelles mais je souligne que l'essentiel du cadre général réglementaire précédent demeure et que la réforme intervenue constitue une actualisation et une adaptation et non un bouleversement. Par ailleurs, de nombreux formulaires-types sont en cours de rédaction afin de faciliter la tâche des services. Ces formulaires seront intégrés dans le programme AGREGEE qui doit être déployé prochainement. En outre ces formulaires et des fiches de procédure tant sur la protection que sur les travaux seront mis progressivement en ligne sur le site Internet du ministère.

Voici les principales dispositions du décret applicables immédiatement sur lesquelles il me semble nécessaire d'appeler votre attention :

### **I. La composition et le fonctionnement des commissions consultatives**

Les modifications retenues dans la composition de la commission régionale du patrimoine et des sites (CRPS) et dans celle de la commission départementale des objets mobiliers (CDOM) ne nécessitent pas de procéder à un renouvellement général de ces commissions dont le mandat en cours peut aller à son terme. Il suffit de compléter leur composition.

#### **1. La CRPS**

- Dans la CRPS, deux nouveaux représentants d'associations ou fondations et leurs suppléants doivent être désignés. Le choix de ceux-ci doit permettre, dans la mesure du possible, que le milieu associatif soit désormais représenté dans la commission par deux membres d'associations de sauvegarde du patrimoine, deux membres d'associations de propriétaires privés et un délégué de la Fondation du patrimoine.

- Dans la section de la CRPS, deux nouvelles personnalités qualifiées doivent être désignées dans les conditions fixées à l'article 4 du décret. Celles-ci peuvent être des représentants d'associations ou de fondations.

Le directeur régional des affaires culturelles peut désormais se faire représenter pour présider la délégation permanente de la CRPS.

#### **2. La CDOM**

Le délégué du conservateur des antiquités et des objets d'art (CAOA) devient membre de droit. Lorsque ce conservateur a plusieurs délégués, il revient au préfet

de nommer l'un d'eux à la commission.

La CDOM ne compte plus que cinq personnalités au lieu de sept mais désormais deux représentants d'associations ou fondations ou leurs suppléants. Bien souvent les personnalités sont en même temps membres d'associations. Après vérification par le préfet de la qualité des membres qui peuvent être maintenus, celui-ci procède si nécessaire à de nouvelles nominations.

Dans les deux commissions des départements corses, le président du conseil général est consulté pour confirmer le nom de l'unique conseiller général qui est maintenu avec son suppléant. De même, l'Assemblée de Corse est consultée pour désigner les trois représentants de la collectivité territoriale de Corse et leurs suppléants qui siègent désormais à la commission.

### **II. Dispositions relatives à la protection des immeubles au titre des monuments historiques**

L'instruction des demandes de protection, et notamment le recueil des différents avis motivés des services intéressés, y compris celui du service chargé des opérations d'inventaire du patrimoine culturel, n'est pas modifiée. Toutefois les demandes de protection présentées de façon manifestement insuffisante peuvent désormais être rejetées par le préfet à défaut de production par le demandeur de pièces complémentaires. Seules les demandes accompagnées d'un dossier sommaire, mais significatif pour permettre une appréciation de l'intérêt de l'immeuble, doivent être présentées à la délégation permanente de la CRPS ou, après instruction, à la formation plénière de la CRPS.

La compétence de la CRPS pour examiner l'ensemble des propositions d'inscription et de classement d'immeubles est confirmée. Toutefois, lorsque l'initiative du classement est prise par le ministre, seule la consultation de la Commission nationale des monuments historiques est désormais obligatoire. Toutefois, la saisine par le préfet de région de la CRPS reste dans ce cas bien entendu possible et souhaitable.

La radiation d'un immeuble de l'inscription au titre des monuments historiques est désormais explicitement prévue. La demande est instruite selon la même procédure et dans les mêmes formes que l'inscription. La proposition de radiation doit donc être argumentée et présentée à la CRPS.

Les décisions de classement ou de déclassement sont publiées par le ministre au *Bulletin officiel* du ministère, les arrêtés d'inscription ou de radiation d'inscription au recueil des actes administratifs de la

préfecture de région. Cette dernière publication est particulièrement importante au fur et à mesure que les arrêtés d'inscription seront signés pour permettre l'opposabilité aux tiers de la servitude d'abord sans attendre la publication au *Journal officiel* puisque cette publication par liste n'intervient qu'à la fin du premier semestre de l'année suivante.

### **III. Dispositions relatives aux périmètres de protection des immeubles classés ou inscrits**

#### **1. Les périmètres de protection**

Dans le cas général, la règle du périmètre de protection de 500 mètres entre en vigueur dès que la mesure de protection de l'immeuble est intervenue. Les dispositions nouvelles concernent la possibilité de créer des périmètres adaptés lorsque des protections d'immeubles nouvelles sont retenues et l'extension de la possibilité de modifier des périmètres existants.

Ces périmètres adaptés ou modifiés peuvent désormais s'appliquer à la protection de l'environnement des parcs et jardins historiques ne comportant aucune construction, alors que le périmètre de 500 mètres ne s'applique qu'à la protection de l'environnement des édifices.

Sous réserves des précisions suivantes, je souligne que les principales recommandations pour la délimitation des périmètres, figurant dans la circulaire du 9 août 2004 restent applicables.

##### **a) le périmètre de protection adapté :**

Lorsque des propositions nouvelles de protection d'immeubles sont instruites, il est désormais possible à l'architecte des Bâtiments de France de proposer des périmètres de protection adaptés à la nature et à l'environnement de ces immeubles en réduction ou en extension du périmètre de 500 mètres de droit commun. Cette procédure est particulièrement appropriée lorsque la définition du tracé est aisée ou lorsque la protection des abords des immeubles considérés ne nécessite qu'un périmètre réduit (bâtiments industriels, édifices ruraux...) ou très spécifique (cône de vue, perspective monumentale). Cette possibilité suppose que l'ABF soit informé systématiquement des nouvelles demandes de protection et associé à leur instruction.

Les deux propositions doivent être présentées conjointement à la même séance de la CRPS par le préfet de région ou son représentant et celle-ci rend deux avis distincts. Si l'avis de la CRPS sur la mesure de protection de l'immeuble est favorable, le préfet de région prend un arrêté d'inscription et transmet l'avis sur le périmètre de protection adapté au préfet de département.

Si l'avis de la CRPS sur le périmètre adapté est également favorable, le périmètre de 500 mètres s'applique provisoirement jusqu'à ce que le préfet de département crée, après enquête publique, ce périmètre adapté par arrêté. L'accord de la commune n'est pas indispensable s'il s'agit d'un périmètre réduit puisqu'en l'absence de périmètre adapté, c'est le périmètre automatique de 500 mètres qui s'appliquerait.

En revanche, si le périmètre dépasse 500 mètres en l'un de ses points, l'accord de la commune est obligatoire. À défaut d'accord, le périmètre de 500 mètres s'applique jusqu'à ce que le projet de périmètre adapté, tel qu'il résulte de l'enquête publique, soit créé par décret en Conseil d'État après avis de la Commission nationale des monuments historiques, s'il est décidé de maintenir le projet et de poursuivre la procédure de création du périmètre. Il semble cependant préférable de chercher alors un accord de la commune sur un périmètre modifié et de soumettre ce projet de périmètre modifié à une nouvelle enquête publique.

Si l'avis de la CRPS sur le périmètre adapté est défavorable, c'est le périmètre de 500 mètres qui s'applique de façon définitive.

J'attire l'attention des architectes des Bâtiments de France sur la prudence à avoir pour émettre des accords avec prescriptions ou des refus sur les travaux envisagés dans les périmètres de protection de 500 mètres qui accompagnent les nouveaux monuments historiques si les immeubles sur lesquels portent ces travaux sont situés dans des secteurs qui seront retirés de ce périmètre dès la publication de l'arrêté créant le périmètre de protection adapté.

##### **b) le périmètre de protection modifié :**

La modification d'un périmètre de protection existant, sur proposition de l'architecte des Bâtiments de France, n'était jusqu'alors possible, après enquête publique, que lors de l'élaboration ou de la révision d'un plan local d'urbanisme pour les communes dotées d'un tel document d'urbanisme. L'ordonnance du 8 septembre 2005 a étendu cette possibilité de modification à tout moment et pour l'ensemble des communes.

L'objectif des périmètres de protection modifiés est maintenu : lorsque la nature du monument ou de son environnement ne justifie pas un périmètre de 500 mètres, il s'agit de réduire le périmètre existant. Cette réduction doit viser à mieux répartir territorialement la mission de contrôle des ABF en l'allégeant dans les lieux où ce contrôle n'est pas indispensable.

Cet objectif ne peut cependant s'accorder à la préservation pertinente de l'environnement de tous les

monuments. Ainsi, à l'inverse, une proposition d'augmentation du périmètre est justifiée lorsque la composition historique ou paysagère lie de façon indissociable au monument des espaces dont l'étendue ou la configuration excède le périmètre existant. Tel est le cas de très grands monuments (Versailles, Chartres, Chambord, Le Mont-Saint-Michel, Vézelay, etc...) ou de monuments inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO, dont la perception à grande échelle doit être préservée. Tel est aussi le cas de monuments associés, au-delà du périmètre existant, à une perspective ordonnancée, par exemple une allée d'accès à un château, ou à un paysage écrin entretenant une relation visuelle forte avec eux. Cependant, si un contrôle au delà du périmètre existant de 500 mètres semble souhaitable, il convient, avant de lancer une procédure de périmètre de protection modifié, de se poser la question de savoir si une ZPPAUP ne serait pas plus adaptée. La création de celle-ci doit alors être engagée prioritairement.

L'avis de la CRPS sur le périmètre modifié proposé est facultatif mais je recommande que cet avis soit recueilli par le préfet de région avant l'enquête publique, sur demande du préfet de département, lorsque la définition du tracé présente des difficultés particulières ou lorsqu'il est prévisible que la commune ou les communes concernées ne donneront pas leur accord.

La modification du périmètre de protection est prononcée, après enquête publique, par arrêté du préfet de département si la ou les communes concernées ont donné leur accord. Toutefois, si la modification du périmètre est effectuée à l'occasion de l'élaboration, de la modification ou de la révision d'un PLU ou d'une carte communale, l'approbation du plan ou de la carte emporte modification du périmètre. Si la ou les communes concernées n'ont pas donné leur accord, la modification du périmètre peut être prononcée par décret en Conseil d'État après avis de la Commission nationale des monuments historiques.

Il convient de préciser que, lorsque plusieurs monuments historiques se trouvent à proximité les uns des autres, la proposition de modification de chacun des périmètres peut être faite simultanément. L'enquête publique peut être conjointe et l'arrêté préfectoral de modification peut être unique à condition qu'il comporte un article pour chaque périmètre attaché à un monument.

Les arrêtés portant modification de périmètres sont publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture. Les décrets de modification de périmètres sont publiés au *Journal officiel*. Ces publications sont importantes pour rendre ces périmètres opposables.

Enfin, afin de prévenir les contentieux éventuels, il est indispensable que les périmètres ainsi modifiés conservent une certaine pérennité. Même si l'on ne peut exclure qu'un périmètre adapté ou modifié soit ultérieurement encore modifié, l'esprit de cette disposition est que le nouveau périmètre reste stable.

#### **IV. Dispositions relatives aux monuments historiques mobiliers**

##### **1. La protection des objets mobiliers**

En matière de protection, la CDOM n'était jusqu'alors compétente que pour examiner les propositions d'inscription d'objets appartenant à des collectivités publiques. L'ordonnance du 8 septembre 2005 a étendu la possibilité d'inscription aux objets appartenant à des propriétaires privés, sous réserve de l'accord de ceux-ci, et le décret précise que la CDOM est désormais compétente pour examiner l'ensemble des propositions de classement ou d'inscription d'objets mobiliers. Toutefois, lorsque l'initiative du classement est prise par le ministre, il est seulement tenu de consulter la Commission nationale des monuments historiques. Je souhaite cependant que la dispense de consultation de la CDOM reste tout à fait exceptionnelle pour les cas d'urgence.

S'agissant des orgues, la consultation de la CDOM est facultative, à l'initiative du préfet de département, mais la consultation de la Commission nationale des monuments historiques reste obligatoire tant pour les propositions d'inscription que pour les propositions de classement. Si la présentation de l'orgue devant la CDOM est demandée par le préfet du département, celle-ci est assurée par le technicien-conseil en orgues protégés territorialement compétent. Cette présentation est notamment recommandée lorsque tout le patrimoine mobilier d'un édifice est présenté en même temps à la CDOM.

De façon générale, lorsque la spécificité de l'objet requiert une présentation par un expert extérieur à l'administration, par exemple dans le domaine du patrimoine instrumental ou du patrimoine scientifique ou technique, cet expert est rémunéré pour sa présentation (rapport et frais de déplacement) sur les crédits de fonctionnement déconcentrés de la DRAC. Une circulaire relative aux missions de ces experts est en préparation et sera diffusée prochainement.

Les arrêtés d'inscription d'objets mobiliers ou d'orgues sont pris par le préfet de département. La radiation de l'inscription d'un objet ou d'un orgue inscrit est désormais explicitement prévue. La procédure a lieu selon la même procédure et dans les mêmes formes que l'inscription. La proposition de radiation doit donc

être argumentée et présentée à la CDOM s'il s'agit d'un objet, à la Commission nationale des monuments historiques s'il s'agit d'un orgue.

## 2. Les travaux sur les objets classés ou inscrits

Malgré la déconcentration des procédures d'autorisation de travaux sur monuments classés intervenue en 1996, la formalisation de l'autorisation de travaux sur objets mobiliers classés n'a pas été généralisée sur le territoire national. Cette formalisation est maintenant indispensable et doit être mise en œuvre immédiatement : la maîtrise d'ouvrage des travaux est de la responsabilité du propriétaire et l'État doit en assurer le contrôle scientifique et technique.

Le décret prévoit qu'un arrêté ministériel fixe les modèles nationaux de demandes d'autorisations de travaux sur les objets et les orgues classés et précise la liste des pièces à fournir selon la nature des travaux. Cet arrêté est actuellement en préparation.

J'insiste sur le fait que, pour les objets classés, il s'agit bien d'une autorisation de travaux délivrée par le préfet de région (DRAC) mais je rappelle que les objets inscrits sont seulement soumis à une déclaration préalable adressée par le propriétaire au préfet de département (CAOA).

Des prescriptions obligatoires peuvent être formulées par le service régional chargé des monuments historiques dans une autorisation de travaux sur objets classés (modalités de suivi des travaux dans le cadre du contrôle scientifique et technique, modalités de choix des prestataires...).

En revanche, pour les travaux sur objets inscrits, le conservateur des antiquités et objets d'art ne peut émettre que des observations ou des recommandations. Si l'administration estime que l'intégrité d'un objet inscrit est menacée, seul l'engagement d'une procédure de classement peut permettre d'arrêter les travaux envisagés. Cette procédure doit cependant rester exceptionnelle afin de conserver tout son sens aux deux niveaux de protection du patrimoine national.

Les demandes d'autorisations de travaux sont adressées en deux exemplaires par le pétitionnaire soit au CAO A s'il s'agit d'un objet classé, soit au SDAP s'il s'agit d'un orgue classé, qui transmet immédiatement l'un de ces exemplaires au préfet de région (direction régionale des affaires culturelles) et conserve l'autre pour communiquer à celui-ci ses observations pendant le délai de l'instruction. En cas de vacance du poste de CAO A, les demandes doivent être transmises sans délai par le préfet du département au préfet de région (direction régionale des affaires culturelles).

Pour les objets classés, les observations du CAO A portent sur l'intérêt de l'opération, son opportunité et les conditions de réalisation envisagées par le propriétaire. Pour les orgues classées, le SDAP émet des observations sur l'état de l'édifice et les travaux prévus ou à prévoir autour de l'orgue et sur sa tribune.

Après vérification que le dossier est complet, le DRAC communique au demandeur la date d'enregistrement de la demande et lui indique la date avant laquelle la décision du préfet de région lui sera notifiée. Si le dossier n'est pas complet, il lui communique dans le délai d'un mois la liste des pièces complémentaires à fournir. Si aucune pièce complémentaire n'est réclamée dans ce délai, le dossier est réputé complet. La demande de pièces complémentaires au-delà de ce délai reste possible mais elle ne peut alors avoir pour effet de suspendre le délai de l'instruction.

Ce délai d'instruction est de six mois suivant la date d'enregistrement de la demande dans le cas des objets classés, de douze mois suivant cette date dans le cas des orgues classées. En cas d'absence de réponse du préfet de région dans ce délai, l'autorisation est réputée accordée tacitement. Lorsque le ministre chargé de la culture souhaite évoquer une demande portant sur des travaux relatifs à un objet ou un orgue classé, l'autorisation est délivrée par lui dans les douze mois suivant la date d'enregistrement et il informe le demandeur de sa décision d'évocation. À défaut de réponse dans ce délai, l'autorisation est réputée accordée tacitement.

La réponse de l'administration à la demande d'autorisation doit être apportée le plus rapidement possible et, notamment pour les travaux les plus simples, il est très souhaitable que cette réponse soit donnée bien avant la date limite.

L'autorisation de travaux dont vous trouverez ci-joint le modèle-type doit donner des prescriptions précises, motivées, et vérifiables par les agents en charge du contrôle de l'exécution. Il est recommandé d'accompagner l'autorisation de travaux d'une lettre de notification indiquant la personne chargée de suivre le dossier et celle chargée du contrôle de l'exécution des interventions.

La qualité du dialogue préalable entre le propriétaire et l'administration, la relation de confiance dans la capacité d'expertise et de conseil doivent faciliter la procédure d'autorisation. Si le propriétaire sollicite en outre l'aide des services de l'État dans le cadre de l'assistance à maîtrise d'ouvrage, cette procédure mieux formalisée ne devrait rencontrer aucun obstacle particulier.

Je vous rappelle toute l'attention qu'il convient de porter à l'archivage des interventions de restauration :

pour permettre la diffusion du dossier documentaire des travaux exécutés au propriétaire, au conservateur des antiquités et objets d'art, à la direction régionale des affaires culturelles et à l'administration centrale (médiathèque de l'architecture et du patrimoine pour les objets mobiliers, sous-direction des monuments historiques et espaces protégés pour les orgues), il convient de préciser suffisamment en amont le nombre d'exemplaires requis, à prévoir dans les estimations de travaux.

Dans l'état actuel, ce dossier documentaire devrait être remis sous forme papier. S'il vous est proposé sous forme électronique, le format recommandé est le format PDF avec les images intégrées dans le corps du document.

En ce qui concerne les objets inscrits, la déclaration préalable de travaux est faite par le pétitionnaire deux mois à l'avance et adressée au CAO pour les objets inscrits et au SDAP pour les orgues inscrites qui communique ses observations au préfet de région et peut lui proposer, en cas de menace grave sur la conservation de l'objet ou de l'orgue, d'engager une procédure de classement.

Enfin, l'instruction d'une demande de subvention auprès des services de l'État ou d'une collectivité territoriale (conseil général ou conseil régional) ne doit pas être confondue avec la procédure d'autorisation de travaux et encore moins avec les observations de l'administration qui peuvent faire suite à la déclaration préalable.

Lorsqu'une demande de subvention est présentée pour la réalisation de projets de travaux tant sur des objets classés que sur des objets inscrits, le ministère ou la collectivité sollicitée peuvent faire part, dans l'arrêté de subvention, de conditions particulières de sa mise en œuvre (précisions sur les personnes responsables du contrôle de la subvention, de l'établissement du certificat de fin de travaux...). Ces précisions sont indispensables pour pouvoir exiger, si nécessaire, le reversement total ou partiel de la subvention dans l'hypothèse où les modalités fixées dans l'arrêté ne seraient pas respectées.

### **3. L'aliénation des objets classés ou inscrits**

En ce qui concerne les objets classés ou inscrits appartenant à l'État, aux collectivités territoriales ou aux établissements publics, les dispositions relevant du Code du patrimoine se combinent avec celles figurant au nouveau Code général de la propriété des propriétés publiques, publié au *Journal officiel* le 22 avril 2006. L'article L. 2112-1 de ce code précise l'étendue du domaine public mobilier culturel. Les

objets mobiliers y figurant sont inaliénables et imprescriptibles en application de l'article L. 3111-1. Par les dérogations mentionnées aux articles L. 3112-1 et L. 3112-2, ils peuvent toutefois être cédés à l'amiable ou échangés entre personnes publiques sans déclassement préalable lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public.

Le décret maintient le régime antérieur pour les objets mobiliers classés appartenant à une collectivité territoriale ou à un établissement public ou d'utilité publique en prévoyant qu'ils ne peuvent être aliénés qu'avec l'accord du préfet de région (DRAC) auquel la déclaration d'intention d'aliéner est transmise deux mois à l'avance. Celui-ci ne peut donner son accord que si le projet d'aliénation prévoit un transfert de propriété à l'État, à une personne publique ou à un établissement d'utilité publique.

Pour les objets inscrits appartenant à une collectivité territoriale ou à un établissement public, le décret prévoit seulement une information du préfet de département deux mois à l'avance. Il reviendra à celui-ci de vérifier dans ce délai que le projet d'aliénation entre bien dans l'un des cas des dérogations précitées. En l'absence de déclaration ou si l'aliénation n'est pas faite dans les conditions de la dérogation, cette aliénation est considérée comme nulle. Dans l'hypothèse où, pour un motif d'intérêt général, le préfet serait favorable à l'aliénation de l'objet inscrit alors que le projet d'aliénation ne relève pas d'un cas dérogatoire, la seule solution serait de procéder à la radiation de l'inscription de celui-ci selon la procédure désormais prévue. Je souhaite cependant qu'une telle hypothèse reste tout à fait exceptionnelle.

### **4. Le déplacement des objets classés ou inscrits**

Le déplacement des objets classés ou inscrits d'un lieu dans un autre est soumis à une déclaration préalable deux mois à l'avance du propriétaire, affectataire ou dépositaire après du préfet de département. Ce délai est porté à quatre mois si la déclaration est faite à l'occasion d'une demande de prêt pour une exposition temporaire. Si le prêt porte sur un objet classé, la demande est transmise par le préfet de département au préfet de région (DRAC) avec les observations du conservateur des antiquités et objets d'art.

D'une façon générale, l'instruction des demandes de prêts pour l'ensemble des objets classés ou inscrits est instruite selon les conditions recommandées par la circulaire n° 2005/006 du 5 avril 2005 relative au prêt des objets classés ou propriété de l'État affectés à la direction de l'architecture et du patrimoine.



Je rappelle que, pour les objets n'appartenant pas à l'État, le propriétaire ou l'emprunteur saisissent pour avis l'administration. Le préfet de département par l'intermédiaire du CAO A transmet la demande au préfet de région (DRAC).

Après constat d'état préalable de l'objet sollicité, sur le rapport du service régional chargé des monuments historiques, l'avis de la DRAC est diffusé au propriétaire et au demandeur. Il doit préciser, en cas d'avis favorable, les interventions nécessaires (refixage ou nettoyage, restauration...), les conditions de transport (type d'emballage, mode de convoiement, présence d'un restaurateur ou d'un conservateur...) et de présentation (vitrines, éclairage, soclage...) accompagné d'une proposition de valeur d'assurance.

Dans le cas des objets affectés au culte, c'est au propriétaire ou à l'emprunteur de s'enquérir de l'accord préalable de l'affectataire.

Les avis défavorables au prêt pour une exposition doivent être précisément motivés selon les recommandations de la circulaire précitée.

Si un déplacement est envisagé pour un autre motif qu'une exposition, cette procédure doit être adaptée à la circonstance mais je vous demande d'être tout aussi vigilant sur les conseils à donner en terme d'interventions préalables au transport et aux conditions de ce transport.

Je souhaite par ailleurs, à des fins d'évaluation et d'établissement du bilan national et de vérification de la mise à jour de la base de données Palissy, disposer d'une copie de la demande de prêt ou de déplacement et de votre réponse motivée.

## **5. Le récolement des objets classés en main privée**

Afin d'éviter des déplacements ou des aliénations sans information préalable, il est particulièrement recommandé de lancer dans chaque département un récolement général des objets en main privée. Le dernier récolement général effectué en 1992 et 1993 au moment de la mise en place de la législation européenne sur les trésors nationaux n'avait pas été exhaustif et de nombreux objets ont changé depuis de propriétaire ou de localisation.

Les extraits de la base de données Palissy (à solliciter auprès des centres de documentation des DRAC ou auprès de la documentation des objets classés de la médiathèque de l'architecture et du patrimoine) doivent vous permettre d'éditer les listes d'objets privés (sans données nominatives). Je vous remercie de bien vouloir apporter les compléments nécessaires,

les informations récentes sur des changements de propriétaires et/ou de localisation des objets et enfin, votre appréciation sur d'éventuels risques de dispersion ou de vente.

Ce récolement doit être l'occasion de rappeler au propriétaire les différentes conséquences du classement d'un objet et en particulier l'obligation de vous tenir informé de tout déplacement même temporaire (fiche signalétique à faire signer accompagné d'un aide-mémoire sur la législation).

## **V. Les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP)**

Lorsque la décision de mettre à l'étude une ZPPAUP relève d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI), la publicité de l'acte doit se faire non pas au siège de cet établissement mais, au plus près du terrain, dans la ou les mairies concernées par l'aire d'étude.

L'initiative de la mise à l'étude d'une ZPPAUP appartient, selon les cas, soit au conseil municipal de la commune ou de chacune des communes concernées lorsqu'il n'existe pas d'établissement public de coopération intercommunal compétent en matière de plan local d'urbanisme couvrant l'aire d'étude, soit à l'organe délibérant d'un tel établissement, même si la ZPPAUP ne porte que sur une seule commune.

La possibilité d'une mise à l'étude par décision de l'État, en l'occurrence le préfet de département, a été conservée. L'usage de cette possibilité devra cependant demeurer exceptionnel au regard de l'objectif visé d'un accroissement des responsabilités des collectivités, puisqu'il est notamment précisé que la conduite de l'étude est placée sous l'autorité du maire ou du président de l'établissement public.

Dans tous les cas, comme antérieurement, cette étude devra être conduite avec l'étroite assistance de l'architecte des Bâtiments de France pour garantir la bonne qualité des propositions et la pertinence des dispositions de la ZPPAUP. Il appartiendra au préfet de département d'y veiller tout particulièrement.

La procédure d'instruction du projet de ZPPAUP évolue pour tenir compte de la décentralisation de la décision de création opérée. Le projet doit d'abord recueillir l'accord des conseils municipaux ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale. À la suite de l'enquête publique menée par le préfet de département, le projet est communiqué par celui-ci au préfet de région qui le présente, accompagné des pièces de ladite enquête, à la CRPS. Il revient ensuite au préfet de département de donner l'accord obligatoire de l'État, préalable à la création de

la ZPPAUP, mais il peut apporter, en relation avec les résultats de l'enquête publique ou avec l'avis de la CRPS, des modifications au projet. Si les modifications apportées sont de nature à bouleverser l'économie générale du dossier soumis à l'enquête, il y a lieu de procéder à un complément de procédure et de soumettre le nouveau projet à une nouvelle enquête. En fin de procédure, le maire ou le président de l'EPCI ne peut prendre l'arrêté de création de la ZPPAUP qu'après accord du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'EPCI. Cet arrêté doit viser l'accord du préfet, ou du ministre en cas d'évocation.

L'ordonnance précise la procédure de révision et la procédure de modification d'une ZPPAUP. La procédure de révision suit, par parallélisme des formes, celle de l'élaboration. En revanche, la procédure de modification, possible lorsque les mesures envisagées ne portent pas atteinte à l'économie générale de la ZPPAUP en vigueur, dispense de l'examen du projet par la CRPS après l'enquête publique. Cet examen pourra cependant être proposé en tant que de besoin au préfet de région par le préfet de département avant que celui-ci ne donne son accord à la modification de la ZPPAUP.

Je vous remercie de bien vouloir me faire part des difficultés que vous rencontreriez dans l'application de ces dispositions.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

## Annexes

### Liste des circulaires applicables (sous réserve des modifications intervenues et à l'exclusion des circulaires relatives aux travaux immobiliers) :

- Circulaire n° 85-45 du 1<sup>er</sup> juillet 1985 relative aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager
- Circulaire du 31 mai 2000 sur la protection des tombes et cimetières au titre des monuments historiques et gestion des tombes et cimetières protégés
- Circulaire du 18 mai 2004 sur les conditions d'application du décret n° 99-78 du 5 février 1999

relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux modifié par le décret n° 2004-142 du 12 février 2004 portant application de l'article 112 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité

- Circulaire du 9 août 2004 sur les périmètres de protection modifiés autour des monuments historiques
- Circulaire n° 2005/006 du 5 avril 2005 relative au prêt d'objets classés au titre des monuments historiques ou propriété de l'État (affectés à la direction de l'architecture et du patrimoine) pour des expositions temporaires

### Fiches pratiques :

#### Diffusables sur demande à la SDMHEP par courrier électronique :

- Le statut juridique de l'objet d'art selon le Code civil et le livre VI du Code du patrimoine
- Meubles et immeubles
- L'apport de la jurisprudence : les arrêts Bauffremont, Casenoves et Transurba
- Fiche signalétique pour les objets classés en mains privées
- Aide-mémoire sur la législation relative aux monuments historiques, à l'attention des détenteurs d'objets classés au titre des monuments historiques, particuliers et professionnels du marché de l'art

#### En cours d'actualisation ou de préparation :

- La notion de domanialité publique et ses conséquences
- Procédures à suivre en cas d'aliénation d'objets d'art protégés au titre des monuments historiques
- La notion d'affectation au culte et ses conséquences

#### Modèles intégrés dans AGREGEE :

- Modèles des arrêtés de protection d'immeubles et d'objets mobiliers
- Modèles des autorisations de travaux sur immeubles classés et sur immeubles adossés à des immeubles classés (jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 2007)
- Modèles des autorisations de travaux sur objets et orgues classés

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

**Arrêté n° « n° d'arrêté » portant classement au titre des monuments historiques de « nom de l'édifice »**

**Le ministre de la Culture et de la Communication,**

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres I et II ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du « jour mois année » portant « protection » de « nom de l'édifice » ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du « jour mois année » ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du « jour mois année » ;

Vu la lettre d'adhésion au classement de « Civilité » « Prénom » « Nom », propriétaire, en date du « jour mois année » ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de « nom de l'édifice » présente au point de vue de l'histoire ou/et de l'art <sup>(1)</sup> un intérêt public en raison de « arguments »,

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Est classé(e), le « nom de l'édifice » situé(e) « adresse » sur la (les) parcelles n° « n° parcelle » d'une contenance [respective] de « surface » figurant au cadastre section « section » et appartenant à « Civilité » « Prénom » « Nom » par acte du « jour mois année » publié le « jour mois année ».

**Article 2**

<sup>(1)</sup> Le présent arrêté se substitue (complète le ou les) (en ce qui concerne les parties classées) à(aux) l'(les) arrêté(s) d'inscription au titre des monuments historiques (de classement) du « jour mois année » susvisé(s).

**Article 3**

Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Article 4**

Il sera notifié au préfet du département, au(x) maire(s) et au(x) propriétaire(s), intéressés, qui seront responsables chacun en ce qui le concerne de son exécution.

<sup>(1)</sup> à adapter selon les cas d'espèces.

Fait à « Ville », le « jour mois année ».

« signataire » :  
« fonction »,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

**Arrêté n° « n° d'arrêté » portant classement au titre des monuments historiques de « nom de l'édifice » (classement conjoint)**

**Le ministre de la Culture et de la Communication,**

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres I et II ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du « jour mois année » portant « protection » de « nom de l'édifice » ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du « jour mois année » ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du « jour mois année » ;

Vu la lettre d'adhésion au classement de « Civilité » « Prénom » « Nom », propriétaire, en date du « jour mois année » ;

Vu l'arrêté en date du « jour mois année » (même date) portant inscription au titre des monuments historiques de « nom de l'édifice » ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de « nom de l'édifice » présente au point de vue de l'histoire ou/et de l'art <sup>(1)</sup> un intérêt public en raison de « arguments »,

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Est classé(e) le « nom de l'édifice » situé(e) « adresse » sur la (les) parcelle(s) n° « n° parcelle » d'une contenance [respective] de « surface » figurant au cadastre section « section » et appartenant à « Civilité » « Prénom » « Nom » par acte du « jour mois année » publié le « jour mois année ».

**Article 2**

<sup>(1)</sup> Le présent arrêté se substitue (en ce qui concerne les parties classées) à(aux) l'(les) arrêté(s) d'inscription au titre des monuments historiques (de classement) du « jj mmm aaaa » susvisé(s).

**Article 3**

Le présent arrêté complète l'arrêté d'inscription du (même date) « jour mois année » susvisé.

**Article 4**

Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Article 5**

Il sera notifié au préfet du département, au(x) maire(s) et au(x) propriétaire(s), intéressés, qui seront responsables chacun en ce qui le concerne de son exécution.

<sup>(1)</sup> à adapter selon les cas d'espèces.

Fait à « Ville », le « jour mois année ».

« signataire » :  
« fonction »,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

**Arrêté n° « n° d'arrêté » portant inscription au titre des monuments historiques de « nom de l'édifice » (inscription conjointe)**

**Le ministre de la Culture et de la Communication,**

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres I et II ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du « jour mois année » portant « protection » de « nom de l'édifice » ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du « jour mois année » ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du « jour mois année » ;

Vu l'arrêté en date du « jj mmm aaaa » (même date) portant classement au titre des monuments historiques de « nom de l'édifice » ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de « nom de l'édifice » présente au point de vue de l'histoire ou/et de l'art <sup>(1)</sup> un intérêt suffisant en raison de « arguments »,

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Est inscrit(e) au titre des monuments historiques le « nom de l'édifice » situé(e) « adresse » sur la (les) parcelle(s) n° « n° parcelle » d'une contenance [respective] de « surface » figurant au cadastre section « section » et appartenant à « Civilité » « Prénom » « Nom » par acte du « jour mois année » publié le « jour mois année ».

**Article 2**

<sup>(1)</sup> Le présent arrêté se substitue à (aux) l'(les) arrêté(s) du « jour mois année » susvisé(s).

**Article 3**

Le présent arrêté complète l'arrêté de classement du (même date) « jour mois année » susvisé.

**Article 4**

Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Article 5**

Il sera notifié au préfet du département, au(x) maire(s) et au(x) propriétaire(s), intéressés, qui seront responsables chacun en ce qui le concerne de son exécution.

<sup>(1)</sup> à adapter selon les cas d'espèces.

Fait à « Ville », le « jour mois année ».

« signataire » :  
« fonction »,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

**Arrêté n° « n° d'arrêté » portant inscription au titre des monuments historiques de « nom de l'édifice »**

**Le préfet de la région « région »,  
préfet du département de « département »,**

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres I et II ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'( les ) arrêté(s) en date du ( des ) « jour mois année »<sup>(1)</sup> ;

La commission régionale du patrimoine et des sites entendue en sa séance du « jour mois année » ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de « nom de l'édifice » présente au point de vue de l'histoire ou/et de l'art <sup>(1)</sup> un intérêt suffisant en raison de « arguments »,

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Est inscrit(e) au titre des monuments historiques le « nom de l'édifice » situé(e) « adresse » sur la (les) parcelle(s) n° « n° parcelle » d'une contenance [respective] de « surface » figurant au cadastre section « section » et appartenant à « Civilité » « Prénom » « Nom » par acte du « jour mois année » publié le « jour mois année ».

**Article 2**

<sup>(1)</sup> Le présent arrêté se substitue à (aux) l'(les) arrêté(s) du « jour mois année » susvisé(s).

**Article 3**

Le présent arrêté, dont une ampliation sera adressée sans délai au ministre de la Culture et de la Communication, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de(s) l'immeuble(s) inscrit(s) et au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

**Article 4**

Il sera notifié au préfet du département, au(x) maire(s) de la (des) commune(s) et au(x) propriétaire(s), intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

<sup>(1)</sup> à adapter selon les cas d'espèces.

Fait à « Ville », le « jour mois année ».

« signataire » :  
« fonction »,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

**Arrêté n° « n° d'arrêté » portant classement au titre des monuments historiques de « nom de l'objet » « nom de l'orgue »**

**Le ministre de la Culture et de la Communication,**

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres I et II ;

Vu le décret n° 71-858 du 19 octobre 1971 pris pour l'application de la loi n° 70-1219 du 23 décembre 1970 modifiant et complétant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques ; (visa pas indispensable pour les orgues et buffets d'orgue)

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'avis de la commission départementale des objets mobiliers en date du « jour mois année » ; (visa pas indispensable pour les orgues et buffets d'orgue)

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du « jour mois année » ;

Vu la *lettre d'adhésion (délibération portant adhésion)* au classement de « Civilité » « Prénom » « Nom » *propriétaire* », en date du « jour mois année » ; (pour les objets ou les orgues n'appartenant pas à l'État)

Considérant que la conservation de *l'objet mobilier (orgue)* désigné(e) ci-après présente au point de vue de l'histoire ou/et de l'art, de la science, de la technique <sup>(1)</sup> un intérêt public.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Est classé(e) au titre des monuments historiques « *description* ».

**Article 2**

Il sera notifié au préfet du département, *au propriétaire (au clergé affectataire, au dépositaire)*, qui seront responsables chacun en ce qui le concerne de son exécution.

<sup>(1)</sup> à adapter selon les cas d'espèces.

Fait à « *Ville* », le « jour mois année ».

« *signataire* » :  
« *fonction* »,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

**Arrêté n° « n° d'arrêté » portant inscription au titre des monuments historiques de « nom objet »  
« orgue »**

**Le préfet du département de « département »,**

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres I et II ;

Vu le décret n° 71-858 du 19 octobre 1971 pris pour l'application de la loi n° 70-1219 du 23 décembre 1970 modifiant et complétant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques ; (visa pas indispensable pour les orgues et buffets d'orgue)

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'avis de la commission départementale des objets mobiliers en date du « jour mois année » ; (visa pas indispensable pour les orgues et buffets d'orgue)

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du « jour mois année » ; (seulement pour les orgues et buffets d'orgue)

Vu la lettre d'adhésion à l'inscription de « Civilité » « Prénom » « Nom » propriétaire, en date du « jour mois année » ; (seulement pour les objets ou les orgues appartenant à des propriétaires privés)

Considérant que la conservation de l'objet mobilier (orgue) désigné(e) ci-après présente au point de vue de l'histoire ou/et de l'art, de la science, de la technique <sup>(1)</sup> un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation,

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Est inscrit(e) au titre des monuments historiques, « description ».

**Article 2**

Le présent arrêté, dont une ampliation sera adressée sans délai au ministre de la Culture et de la Communication, sera notifié au propriétaire (au clergé affectataire, au dépositaire), qui sera (seront) responsable(s) (chacun en ce qui le concerne) de son exécution.

<sup>(1)</sup> à adapter selon les cas d'espèces.

Fait à « Ville », le « jour mois année ».

« signataire » :  
« fonction »,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

**Autorisation de travaux sur un immeuble classé au titre des monuments historiques (régime général)**

Référence : « *références* »

**Le préfet de la région « *région* »,  
préfet du département de « *département* »,**

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 621-9 ;

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 422-1 alinéa 1, L. 422-2 alinéa 1 et L. 422-4 alinéas 2 et 3 ;

Vu la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques, et notamment son article 9, alinéa 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924, pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et notamment son article 10 ;

Vu l'arrêté du « *jour mois année* » portant classement au titre des monuments historiques de « *nom de l'édifice* », situé(e) « *adresse* » ;

Vu la demande déposée par « *civilité* » « *nom du pétitionnaire* », demeurant « *adresse* », reçue le « *jour mois année* » ;

Considérant « *motivation* »,

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>**

**L'autorisation** sollicitée par le pétitionnaire susvisé, dans la demande relative à « *objet de la demande* » de « *nom de l'édifice* », sis(e) « *adresse* », classé(e) monument historique, établie en « *jour mois année* », par « *civilité* » « *nom personne* », « *titre* » est :

« *accordée* »

(ou) « *accordée sous réserve du respect des prescriptions suivantes* : »

« *prescriptions* ».

(ou) « *refusée pour les raisons suivantes* : »

« *raisons* »

**Article 2**

Le directeur régional des affaires culturelles de « *région* » est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au pétitionnaire.

Fait à « *Ville* », le « *jour mois année* ».

« *signataire* » :  
« *fonction* »,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

**Autorisation de travaux sur un immeuble classé au titre des monuments historiques (évocation)**

Référence : « *références* »

**Le préfet de la région « *région* »,  
préfet du département de « *département* »,**

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 621-9 ;

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 422-1 alinéa 1, L. 422-2 alinéa 1 et L. 422-4 alinéas 2 et 3 ;

Vu la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques, et notamment son article 9, alinéa 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924, pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et notamment son article 10 ;

Vu le décret n° 94-87 du 28 janvier 1994, relatif à la Commission supérieure des monuments historiques ;

Vu l'arrêté du « *jour mois année* » portant classement au titre des monuments historiques de « *nom de l'édifice* », situé(e) « *adresse* » ;

Vu la demande déposée par « *civilité* » « *nom du pétitionnaire* », demeurant « *adresse* », reçue le « *jour mois année* » ;

Vu la décision d'évocation ministérielle en date du « *jour mois année* » ;

Vu l'avis de la Commission nationale des monuments historiques, en date du « *jour mois année* » ;

Considérant « *motivation* »,

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>**

**L'autorisation** sollicitée par le pétitionnaire susvisé, dans la demande relative à « *objet de la demande* » de « *nom de l'édifice* », sis(e) « *adresse* », classé(e) monument historique, établie en « *jour mois année* », par « *civilité* » « *nom personne* », « *titre* » est :

« *accordée* »

(ou) « *accordée sous réserve du respect des prescriptions suivantes* : »

« *prescriptions* ».

(ou) « *refusée pour les raisons suivantes* : »

« *raisons* »

**Article 2**

Le directeur régional des affaires culturelles de « *région* » est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au pétitionnaire.

Fait à « *Ville* », le « *jour mois année* ».

« *signataire* » :

« *fonction* »,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

**Autorisation de travaux sur un immeuble adossé à un immeuble classé au titre des monuments historiques**

Référence : « *références* »

**Le ministre de la Culture et de la Communication,**

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 621-30 ;

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles R. 421-38-3 et R. 421-38-8 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et notamment son article 10 ;

Vu l'arrêté en date du « *jour mois année* », portant classement au titre des monuments historiques de « *édifice* » situé(e) à « *commune* » (« *Département* ») ;

Vu la demande de permis de construire n° « *numéro* », déposée par « *civilité* » « *prénom* » « *nom du pétitionnaire* », demeurant à « *adresse* », reçue le « *jour mois année* » à la direction régionale des affaires culturelles de « *région* » ;

Considérant « *motivation* »,

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>**

**L'autorisation** sollicitée par le pétitionnaire susvisé, dans la demande relative à « *objet de la demande* » de « *nature de l'édifice* », sis(e) « *adresse* », adossé(e) à « *nom de l'édifice* » classé(e) monument historique, établie en « *jour mois année* », par « *civilité* » « *nom personne* », « *titre* » est :

« *accordée* »

(ou) « *accordée sous réserve du respect des prescriptions suivantes* : »

« *prescriptions* ».

(ou) « *refusée pour les raisons suivantes* : »

« *raisons* »

**Article 2**

Le directeur régional des affaires culturelles de « *région* » est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au pétitionnaire.

Fait à « *Ville* », le « *jour mois année* ».

« *signataire* » :

« *fonction* »,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

**Autorisation de travaux sur un objet mobilier classé au titre des monuments historiques (accord)**

Référence : « *références* »

**Le préfet de la région « *région* »,  
préfet du département « *département* »,**

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 622-7 ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du « *jour mois année* » portant classement au titre des monuments historiques de « *objet mobilier* » et conservé(e) dans le « *localisation* » ;

*Vu la demande déposée par « toute autre personne publique pétitionnaire » (ou) Vu la demande déposée par « civilité » « nom propriétaire », « adresse du propriétaire privé », établie le « jour mois année » et reçue le « jour mois année » ;*

Vu le descriptif détaillé des interventions en date du « *jour mois année* » pour la restauration du « *objet* », objet de la présente autorisation de travaux, établie par l'entreprise « *raison sociale* », « *adresse* » ;

Considérant « *motivation* »,

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>**

**L'autorisation** de travaux, sollicitée par « *civilité* » « *nom pétitionnaire* » pour la restauration de « *objet* » est :

« *accordée* »

(ou) « *accordée sous réserve du respect des prescriptions suivantes* : »

« *prescriptions* ».

**Article 2**

Les travaux seront exécutés conformément au descriptif détaillé des interventions visé ci-dessus, sous le contrôle de la direction régionale des affaires culturelles.

Il appartiendra au maître d'ouvrage, à l'achèvement des travaux, de remettre à la direction régionale des affaires culturelles (conservation régionale des monuments historiques) trois exemplaires du dossier documentaire des travaux exécutés.

Ce dossier comprend une copie des protocoles d'intervention des restaurateurs mentionnant les produits utilisés et des documents figurés présentant l'œuvre avant, pendant et après restauration, une copie des mémoires réglés aux entreprises. Les documents préparatoires, études scientifiques ou techniques, diagnostics, sont joints au dossier s'ils éclairent utilement sur les travaux réalisés.

**Article 3**

Le directeur régional des affaires culturelles de « *région* » est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au pétitionnaire.

Fait à « *Ville* », le « *jour mois année* ».

« *signataire* » :  
« *fonction* »,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

**Autorisation de travaux sur un objet mobilier classé au titre des monuments historiques (refus)**

Référence : « *références* »

**Le préfet de la région « *région* »,  
préfet du département « *département* »,**

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 622-7 ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du « *jour mois année* » portant classement au titre des monuments historiques de « *objet mobilier* » et conservé(e) dans le « *localisation* » ;

*Vu la demande déposée par « toute autre personne publique pétitionnaire »  
ou Vu la demande déposée par « civilité » « nom propriétaire », « adresse du propriétaire privé », établie  
le « jour mois année » et reçue le « jour mois année » ;*

Vu le descriptif détaillé de l'intervention, en date du « *jour mois année* » pour la restauration du « *objet* », objet de la présente autorisation de travaux, établie par l'entreprise « *raison sociale* », « *adresse* » ;

Considérant « *motivation* »,

**Décide :**

**Article 1**

**L'autorisation** de travaux, sollicitée par « *civilité* » « *nom pétitionnaire* » pour la restauration de « *objet* » est :

**refusée** pour les raisons suivantes :  
« *raisons* ».

**Article 2**

Le directeur régional des affaires culturelles de « *région* » est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au pétitionnaire.

Fait à « *Ville* », le « *jour mois année* ».

« *signataire* » :  
« *fonction* »,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

**Autorisation de travaux sur un orgue classé au titre des monuments historiques (accord)**

Référence : « *références* »

**Le préfet de la région « *région* »,**

**préfet du département « *département* »,**

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 622-7 ;

Vu le décret n° 94-87 du 28 janvier 1994 relatif à la commission nationale des monuments historiques ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du « *jour mois année* » portant classement au titre des monuments historiques de « *orgue* » et conservé(es) dans le « *localisation* » ;

Vu l'avis de la Commission nationale des monuments historiques du « *jour mois année* » ;

*Vu la délibération du conseil municipal de la « commune »,*

*(ou) Vu la demande déposée par « toute autre personne publique pétitionnaire »,*

*(ou) Vu la demande déposée par « civilité Abg » « nom propriétaire », « adresse du propriétaire privé », établie le « jour mois année » et reçue le « jour mois année » ;*

Vu le projet technique en date du « *jour mois année* » pour la restauration de « *orgue* », objet de la présente autorisation de travaux, établi par le technicien-conseil « *technicien-conseil* », « *adresse* » ;

Considérant « *motivation* »,

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>**

**L'autorisation** de travaux, sollicitée par « *civilité* » « *nom pétitionnaire* » pour la restauration de « *orgue* » est :

« *accordée* »

*(ou) « accordée sous réserve du respect des prescriptions suivantes : »*

« *prescriptions* ».

**Article 2**

Les travaux seront exécutés conformément au projet technique visé ci-dessus, sous le contrôle de la direction régionale des affaires culturelles.

Il appartiendra au maître d'ouvrage, à l'achèvement des travaux, de remettre à la direction régionale des affaires culturelles (conservation régionale des monuments historiques) trois exemplaires du dossier documentaire des travaux exécutés par le technicien-conseil, maître d'œuvre de l'opération. Ce dossier comprend une copie des mémoires réglés aux entreprises et une copie des protocoles d'intervention des entreprises mentionnant les produits utilisés et des documents figurés présentant l'orgue avant, pendant et après restauration.

Les documents préparatoires, études scientifiques ou techniques, diagnostics, sont joints au dossier s'ils éclairent utilement sur les travaux réalisés.

**Article 3**

Le directeur régional des affaires culturelles de « *région* » est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au pétitionnaire.

Fait à « *Ville* », le « *jour mois année* ».

« *signataire* » :

« *fonction* »,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

**Autorisation de travaux sur un orgue classé au titre des monuments historiques (refus)**

Référence : « *références* »

**Le préfet de la région « *région* »,  
préfet du département « *département* »,**

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 622-7 ;

Vu le décret n° 94-87 du 28 janvier 1994 relatif à la commission nationale des monuments historiques ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du « *jour mois année* » portant classement au titre des monuments historiques de « *orgue* » et conservé(es) dans le « *localisation* » ;

Vu l'avis de la Commission nationale des monuments historiques du « *jour mois année* » ;

*Vu la délibération du conseil municipal de la « commune »*

*(ou) Vu la demande déposée par « toute autre personne publique pétitionnaire »*

*(ou) Vu la demande déposée par « civilité » « nom propriétaire », « adresse du propriétaire privé », établie le « jour mois année » et reçue le « jour mois année » ;*

Vu le projet technique en date du « *jour mois année* » pour la restauration de « *orgue* », objet de la présente autorisation de travaux, établi par le technicien-conseil « *technicien-conseil* », « *adresse* » ;

Considérant « *motivation* »,

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>**

**L'autorisation** de travaux, sollicitée par « *civilité* » « *nom pétitionnaire* » pour la restauration de « *orgue* » est :

**refusée** pour les raisons suivantes :

« *raisons* ».

**Article 2**

Le directeur régional des affaires culturelles de « *région* » est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au pétitionnaire.

Fait à « *Ville* », le « *jour mois année* ».

« *signataire* » :  
« *fonction* »,

**Circulaire interministérielle du 10 mai 2007 relative à l'évolution de la politique des sites inscrits.**

La ministre de l'Écologie et du Développement durable,  
Le ministre de la Culture et de la Communication  
à

Madame et messieurs les préfets de région

Mesdames et messieurs les préfets de département

À l'attention de :

Mesdames et messieurs les directeurs régionaux de l'environnement

Mesdames et messieurs les chefs des services départementaux de l'architecture et du patrimoine

Pour information :

Mesdames et messieurs les directeurs régionaux des affaires culturelles

Mesdames et messieurs les directeurs régionaux et départementaux de l'équipement

Mesdames et messieurs les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt

MEDD-IGE

Ministère de l'Équipement - DGUHC

Ministère de l'Équipement - CGPC

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche - DGFAR

**Réf. :**

- Code de l'environnement : articles L. 341-1 et R. 341-1 à R. 341-3 et R.341-8 ;

- Circulaire du 30 octobre 2000 relative aux orientations pour la politique des sites.

La loi du 2 mai 1930, codifiée aux articles L. 341-1 et suivants du Code de l'environnement, protège les espaces naturels ou bâtis les plus remarquables et d'un intérêt national et patrimonial manifeste.

La circulaire du 30 octobre 2000 avait permis de réaffirmer les orientations à donner à la politique des sites mise en œuvre par les directions régionales de l'environnement (DIREN). Cette circulaire, complétée par une annexe technique, portait, pour l'essentiel, sur l'analyse et le bilan des protections établies et sur la nécessité d'une poursuite active de cette politique. Elle demandait notamment que soit établie une programmation pluriannuelle des protections à mettre en place en veillant à leur articulation avec les autres outils de protection de la nature. L'année 2006, année du centenaire de la politique des sites, a été l'occasion d'enrichir ces constats et propositions grâce notamment au travail de mobilisation conduit tant au niveau national qu'au niveau territorial. Enfin, la circulaire du 1<sup>er</sup> mars 2007 sur la politique des paysages précise les conditions dans lesquelles les débats sur les enjeux paysagers doivent être menés localement et annuellement. Dans ce cadre, les enjeux relatifs aux sites inscrits pourront également être examinés.

En revanche, la question relative à la coordination des tâches entre les services locaux, directions régionales de l'environnement (DIREN) et services départementaux de l'architecture et du patrimoine (SDAP), n'avait pas été traitée dans cette circulaire. Aussi, un groupe de travail, associant vos services, avait été mis en place dès la fin 2002 par les deux directions d'administrations centrales : direction de la nature et des paysages (DNP) et direction de l'architecture et du patrimoine (DAPA). Le diagnostic établi et le plan d'action proposé avaient été diffusés le 16 février 2005 par le ministère de l'Écologie et du Développement durable.

Il est notamment apparu que la gestion des sites inscrits reposait essentiellement sur l'expertise et les capacités de conviction des architectes des Bâtiments de France (ABF) et que le nombre d'avis qu'ils émettaient, très variable selon les départements, n'était pas corrélé à la superficie des sites mais à la proportion de leur caractère naturel ou bâti. D'une manière générale, il a été constaté que les DIREN étaient peu associées à la gestion quotidienne des sites inscrits qui représente une charge importante dans certains SDAP en terme de nombre d'avis émis dans les secteurs les plus urbanisés.

Sur la base de ce constat, nous avons souhaité clarifier et réorienter la politique des sites inscrits, renforcer la coordination des services au plan local et donner une meilleure efficacité aux avis obligatoires, à travers notamment la modification réglementaire des procédures de consultation.

La présente circulaire a pour objet de vous préciser les orientations à même d'accompagner la politique des sites inscrits, notamment pour promouvoir le classement de grands ensembles paysagers restant à protéger, la transformation en zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) de sites urbains, bourgs et villages et la radiation de l'inscription de secteurs trop dégradés. Ces orientations techniques s'inscrivent dans une volonté réaffirmée de poursuivre l'identification du patrimoine paysager d'intérêt national conduite par le ministère de l'Écologie et du Développement durable. C'est dans ce cadre qu'une liste indicative des sites restant à classer a été établie et qu'une première couverture nationale des atlas du paysage est en voie d'achèvement.

Elle ne remplace aucune circulaire en vigueur mais s'inscrit dans le prolongement de la circulaire du 30 octobre 2000.

**1. Orientations pour l'inscription de nouveaux sites**

Cet outil de protection conserve aujourd'hui tout son intérêt pour reconnaître et préserver des paysages remarquables qui n'auraient pas encore été identifiés.



En outre, ces protections doivent permettre d'achever un réseau de sites inscrits et classés cohérent au niveau national. En effet, l'inscription d'un site permet d'une part d'inventorier des sites restant à classer et d'autre part de disposer d'une protection plus souple, souvent complémentaire au classement et parfois suffisante pour garantir l'intégrité de lieux peu soumis à des pressions foncières.

Vous envisagerez plus particulièrement l'utilisation de cet outil dans les cas suivants :

a) Pour assurer la protection de certains territoires n'ayant pas vocation à être classés ou protégés de manière prioritaire par des ZPPAUP.

Il s'agit d'assurer la surveillance et la sauvegarde du site, notamment à travers l'avis conforme de l'ABF sur les permis de démolir.

Vous veillerez dans ce cas aux points suivants :

- ce patrimoine paysager devra avoir un intérêt suffisant pour justifier un contrôle accru de son évolution ;
- cette protection devra revêtir un caractère durable, notamment par une adhésion des élus à un contrôle renforcé de ces espaces.

b) Pour inventorier à titre conservatoire les territoires qui auraient vocation à faire l'objet de protections, notamment au titre des législations sur l'urbanisme ou les ZPPAUP, y compris dans leurs dimensions paysagères.

Il reviendra aux SDAP de faire des propositions en la matière.

c) Dans les cas d'urgence, pour inventorier des sites majeurs restant à classer sur le territoire national, en particulier ceux identifiés en liste indicative en particulier dans le périmètre de biens inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco qui doivent bénéficier en priorité de protections renforcées.

Les propositions d'inscription seront examinées conjointement par le SDAP et la DIREN afin que puissent être évaluées les priorités et la charge qui pèsera sur les services du fait de ce contrôle accru.

## **2. Orientations pour la radiation de l'inscription des sites les plus dégradés**

L'avis simple de l'architecte des Bâtiments de France (ABF) est actuellement requis pour tous travaux projetés dans tous les sites inscrits, à l'exception des travaux d'exploitation courante des fonds ruraux et des travaux d'entretien des constructions préexistantes. Les permis de démolir en site inscrit font quant à eux l'objet d'un avis conforme de l'ABF.

Dans ce cadre, les SDAP sont obligatoirement saisis chaque année de plusieurs milliers de dossiers de demandes d'avis sur des projets de travaux qu'ils doivent nécessairement instruire alors même que l'objectif de protection qui a pu prévaloir au moment de l'inscription à l'inventaire des sites et monuments naturels ne peut plus être atteint en raison de la dégradation irréversible du site.

C'est pourquoi, dans un souci de redonner toute sa valeur à la politique de protection des sites et d'en assurer la crédibilité, il apparaît indispensable, ainsi que cela avait déjà été demandé dans la circulaire du 30 octobre 2000 relative aux orientations pour la politique des sites, d'envisager la radiation de tout ou partie de l'inscription lorsque celle-ci s'est révélée inopérante et que le site ne justifie plus des qualités suffisantes pour cette protection ou ne peut plus les reconquérir facilement.

Il en résultera une amélioration de l'efficacité du travail des services de l'État et des collectivités locales. La mise en œuvre de cette procédure de radiation (appelée usuellement désinscription) aura pour effet de soulager les services instructeurs de l'État et des collectivités locales et de diminuer, par voie de conséquence, les délais d'instruction des demandes de permis de construire et d'autorisations d'urbanisme.

Elle participera ainsi de l'objectif de modernisation de l'État et d'adaptation du service à la réalité du terrain poursuivi par le Gouvernement.

Les procédures de désinscription des sites dégradés que vous vous êtes engagés à mettre en œuvre par application des règles du Code de l'environnement et selon le principe du parallélisme des formes pourront être, au besoin, précédées d'une étude préalable spécifique visant à repérer les sites-cibles, et plus particulièrement les zones ou parties de ces derniers susceptibles de faire l'objet d'une opération de désinscription, les situations sur le terrain présentant un degré de complexité plus ou moins important. Un premier diagnostic de l'état du terrain déterminera selon les cas la nécessité de procéder à de telles études préalables.

### **2.1. Diagnostic des sites dégradés**

#### **2.1.1. Diagnostic connu**

Dans les cas les plus simples où les SDAP disposent déjà d'une connaissance suffisante du terrain et de l'état de dégradation des différents sites gérés par eux et où ils sont donc en mesure de déterminer aisément les sites ou parties de sites susceptibles d'être concernées par une éventuelle procédure de désinscription, vous les encouragerez à proposer aux

DIREN d'engager sans attendre la procédure de désinscription dans les conditions définies au 2.2. ci-dessous.

Plusieurs sondages effectués ces derniers mois auprès des SDAP permettent d'affirmer qu'il est d'ores et déjà possible à travers le traitement de ces cas simples de soustraire une surface significative au contrôle des ABF.

### 2.1.2. Nécessité de réaliser une étude préalable

En ce qui concerne les sites qui se présenteraient *a priori* sous un jour plus complexe, une étude préalable à une éventuelle désinscription totale ou partielle pourra être entreprise sur l'initiative de l'un ou l'autre des services. Il appartiendra aux DIREN de mobiliser les crédits d'études correspondants.

### **2.2. Procédure**

La désinscription totale ou partielle d'un site inscrit dégradé ne pose pas de problème particulier en termes de procédure dans la mesure où, contrairement au déclassement des sites pour lequel le législateur a prévu une procédure spéciale par décret en Conseil d'État, il est possible de lever une inscription par application de la règle du parallélisme des formes.

En application de cette règle, vous procéderez à la désinscription d'un site en respectant les étapes suivantes :

- l'initiative de la demande de désinscription d'un site relève de l'un des services de l'État en charge des sites (SDAP ou DIREN) ;
- la constitution du dossier et son instruction sont assurés par les services de la DIREN en étroite collaboration avec les SDAP ;
- le préfet de département consulte la (ou les) commune(s) concernée(s) qui ont trois mois pour délibérer. Passé ce délai, leur avis est réputé favorable ;
- le projet de désinscription, accompagné des avis des communes, est présenté par la DIREN devant la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) ;
- le préfet transmet le dossier avec l'avis de la CDNPS et accompagné des avis du SDAP et de la DIREN, au ministre chargé des sites pour décision.

La décision de désinscription est prise par arrêté du ministre chargé des sites.

Après que cette décision vous aura été transmise, vous procéderez aux modalités de notification et de publicité dans les conditions prévues par les articles R. 341-2 et R. 341-3 du Code de l'environnement et vous veillerez à ce que l'arrêté soit pris en compte dans les plans locaux d'urbanisme ou les plans d'occupation des sols.

Vous voudrez bien nous faire part de toute difficulté dans la mise en œuvre de ces instructions.

La ministre de l'Écologie et du Développement durable,  
Nelly Olin  
Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Renaud Donnedieu de Vabres

### **Annexe**

#### **Circulaire DNP / SP n° 2000-1 du 30 octobre 2000 relative aux orientations pour la politique des sites.**

La ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement

à

Mesdames et messieurs les préfets (directions régionales de l'environnement - services départementaux de l'architecture et du patrimoine)

#### **Référence :**

Code de l'environnement : articles L. 341-1 à L. 341-22

#### **Pièces jointes :**

1 annexe technique

**Circulaires abrogées par la présente circulaire :**  
néant.

#### **Orientations pour la politique des sites**

La France jouit d'une renommée internationale pour la qualité et la diversité de ses paysages, fruits de la combinaison d'une grande richesse en milieux naturels et de leur lent façonnage par l'action de l'homme. Ce patrimoine, qui contribue à une qualité de vie toute particulière, est aussi aujourd'hui le support d'une importante activité touristique, dont le champ s'est élargi au fil des années de quelques perspectives et localisations remarquables à une prise en compte plus large valorisant la notion d'ambiance.

Organisée par la loi du 21 avril 1906 et renforcée par la loi du 2 mai 1930, maintenant intégrée dans le Code de l'environnement (Livre III, titre IV, chapitre 1<sup>er</sup>, articles L. 341-1 à L. 341-22), l'action de l'État dans le domaine de la protection des monuments naturels et des sites a permis de contrôler les modifications des espaces protégés à ce titre, tandis qu'étaient engagées en partenariat des opérations de réhabilitation ou de mise en valeur.

L'évolution des pratiques agricoles et forestières, le développement de l'urbanisation, mais aussi l'élargissement de la perception sociale du paysage donnent à cette politique une actualité renouvelée. Pourtant certains sites majeurs restent sans protection, des paysages de grand caractère sont en voie de

disparition, des mesures de protection anciennes se révèlent trop ponctuelles ou partielles. D'autres protections ont été mises en place, en particulier au titre de la sauvegarde des milieux naturels, sans que la lisibilité des enjeux soit assurée et donc que ces outils de protection soient toujours utilisés à bon escient.

La mise en œuvre de la législation sur la protection des monuments naturels et des sites relève de mes compétences, et j'entends qu'elle soit adaptée et activement poursuivie sous tous ses aspects. Une programmation pluriannuelle sera donc établie, et je veillerai à ce qu'elle soit plus articulée avec les autres politiques de protection et de gestion de l'environnement, et prise en compte dans toutes les réflexions relatives à l'aménagement du territoire, qui doivent attribuer à la préservation de notre patrimoine paysager sa juste place.

En conséquence, je vous adresse ci-joint, pour instructions aux services concernés, une note annexe technique vous permettant de conduire dans votre département une politique des sites s'inscrivant dans le cadre d'orientations nationales. J'appelle votre attention sur quatre axes majeurs auxquels j'attache une particulière importance.

L'analyse et le bilan des sites protégés : parmi les sites protégés en France depuis 1906, certains n'ont pas fait l'objet d'une délimitation précise ; d'autres ont physiquement disparu, par exemple suite à des faits de guerre ou à des catastrophes naturelles. Nombre de périmètres par ailleurs se révèlent trop réduits en comparaison des enjeux paysagers réels à prendre en compte de nos jours. Enfin, des sites de la plus haute valeur ont été seulement inscrits, alors que leur classement paraît s'imposer d'évidence.

Il convient de valider, mettre à jour ou dresser dans chaque département un inventaire des sites protégés, accompagné d'un état des lieux, et permettant de définir ou redéfinir si nécessaire des périmètres faisant la part de l'intérêt général de conservation ou de préservation visé par la loi. Il s'agira souvent d'une démarche de longue haleine, mais vous veillerez à ce qu'elle soit mise en œuvre sur la base d'un programme précis assorti d'un échéancier.

La protection des sites : les dispositions de la loi du 2 mai 1930, modifiées à plusieurs reprises et maintenant codifiées, ont fait la preuve de leur efficacité dans la protection des monuments naturels et des sites. Leur application doit être étendue à tous les sites qui le méritent, pour affirmer la reconnaissance de leur qualité exceptionnelle, pour assurer la pérennité de celle-ci au profit des générations futures, et pour permettre éventuellement des actions de sauvegarde

et le cas échéant de mise en valeur, menées sous la responsabilité de l'État.

Préalablement à toute proposition de protection doit être étudiée son opportunité et en particulier l'adéquation du moyen choisi au regard de la nature et de la valeur de l'espace considéré ainsi que des enjeux de son évolution. D'autres législations en effet permettent des mesures de protection, chacune doit être proposée à bon escient pour que l'intérêt des éventuelles superpositions soit reconnu et partagé. En tout état de cause, la loi prévoit l'inscription ou le classement de sites « ... dont la conservation ou la préservation présente, au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général. » L'exposé des motifs de toute nouvelle proposition de protection, et tout particulièrement lorsqu'il s'agit d'un classement, doit reprendre une ou plusieurs de ces catégories et en démontrer précisément la pertinence.

L'évolution et la gestion des sites protégés : la loi définit les modalités du contrôle du changement d'occupation ou d'utilisation du sol qui permettent de protéger les sites face à la croissance urbaine et à certains autres types d'aménagement. Elle ne permet cependant pas d'agir directement sur les effets de la fréquentation liée au développement du tourisme et des loisirs urbains, ou ceux des mutations de l'économie agricole et forestière et de leurs conséquences sur les paysages. Des réponses autres que réglementaires doivent être recherchées, et des dispositifs financiers et techniques de gestion mis en place.

Dans les sites déjà protégés comme dans les sites en cours de protection affectés par ces phénomènes, vous mobiliserez en tant que de besoin les dispositifs d'intervention existants, qu'ils relèvent de mon département ministériel, d'autres ministères ou de l'Union européenne, ainsi que les partenaires potentiels (services déconcentrés de l'État, établissements publics, collectivités territoriales...).

Comme il n'est pas possible de multiplier les opérations « grand site », dont la vocation et le champ d'application ont été réservés aux sites de grande notoriété en général dégradés par une fréquentation excessive, un certain nombre de références méthodologiques et techniques seront dégagées de ces expériences très diverses et appliquées à des sites moins prestigieux qui appellent des interventions à leur échelle.

De même, il apparaît nécessaire, dans un nombre limité de sites faisant l'objet de fréquentes opérations de construction, d'aménagement ou d'entretien soumises ou non à autorisation, d'élaborer des orientations de gestion favorisant leur conservation et leur mise en

valeur, dans le respect de l'esprit des lieux comme des intérêts particuliers compatibles avec l'intérêt général.

L'image de la politique des sites et des sites protégés : la politique des sites est souvent perçue seulement sous l'angle de ses effets contraignants et de ce fait réputés négatifs. Je vous engage à combattre cette image dévalorisante et erronée : les sites et les monuments naturels inscrits ou classés constituent un élément capital de notre patrimoine naturel et culturel, et sur leurs qualités repose une part significative de notre développement économique.

En outre, la qualité exigée pour les travaux effectués dans ces espaces, qu'il soit fait appel aux techniques et matériaux traditionnels ou à des procédés modernes, leur donne valeur d'exemple, peut favoriser le maintien et la croissance des entreprises compétentes, et donc soutenir l'emploi.

Il importe de faire connaître, par des actions d'information et de promotion, les effets bénéfiques de l'action de l'État dans le domaine de la protection des monuments naturels et des sites depuis bientôt un siècle, largement démontrés par la réelle conservation de la qualité des espaces intéressés. Un effort de signalétique sur le terrain accompagnera les actions d'information et de promotion que je compte engager sur ce thème. Des instructions spécifiques à ce sujet seront transmises aux services.

Je vous demande également d'accorder la plus grande importance à la conduite de toutes les concertations nécessaires préalablement à chacun des classements et avant la mise en œuvre de mesures de gestion pour les espaces déjà classés : leur protection sera d'autant plus efficace si elle s'inscrit dans une démarche partenariale dont les objectifs sont partagés. C'est le meilleur outil pour leur conservation et j'entends qu'il soit mis en œuvre prioritairement en accompagnement de toute procédure.

J'attache le plus grand prix à un progrès sensible de la protection et de la mise en valeur de nos paysages, dont les monuments naturels et les sites sont les éléments majeurs. La conservation, la maîtrise de l'évolution de ces espaces, faisant la part de leur extrême diversité, sont plus que jamais d'intérêt général, et représentent un point fort de la politique de développement durable que j'ai décidé de promouvoir. Je vous demande d'accorder, ainsi que vos services et les nombreux partenaires intéressés, au premier rang desquels les commissions départementales des sites, perspectives et paysages renouvelées, toute votre attention à l'annexe technique ci-jointe, et de me faire connaître dans un délai maximum de six mois le

programme pluriannuel d'action que vous comptez engager sur les sites de votre département.

La ministre de l'Aménagement du territoire  
et de l'Environnement,  
Dominique Voynet

## **Annexe technique jointe à la circulaire DNP / SP n° 2000-1 du 30 octobre 2000**

### **Orientations pour la politique des sites**

Seront abordés successivement :

- 1 - la nécessité d'une évaluation de l'application de la législation sur les sites,
- 2 - les indications à suivre pour de nouvelles protections de sites,
- 3 - les conditions d'une évolution contrôlée mais dynamique des sites protégés,
- 4 - l'engagement d'une réflexion sur la valorisation de l'image des sites classés.

En conclusion est précisée la mise en place d'un programme pluriannuel de protection et de mise en valeur des monuments naturels et des sites inscrits ou classés.

### **1 - L'analyse et le bilan des sites protégés**

La loi du 2 mai 1930 modifiée, maintenant intégrée au Code de l'environnement (Livre III, titre IV, chapitre 1<sup>er</sup>, articles L. 341-1 à L. 341-22) s'applique aux monuments naturels et aux sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque. Elle a succédé à la loi du 21 avril 1906 en confirmant les mesures prises au titre de celle-ci. Au total sont répertoriés à ce jour quelque 5 100 arrêtés d'inscription et 2 700 arrêtés et décrets de classement de sites.

Ces chiffres recouvrent des réalités extrêmement diverses, de l'arbre isolé à des entités paysagères de plus de 25 000 hectares. Il convient donc de les utiliser avec la plus grande prudence. De plus ils ne comprennent pas des espaces dont les qualités sont largement connues mais qui ne bénéficient encore d'aucune protection. Cet état de fait conduit à préconiser trois types d'actions méritant une attention particulière.

**1.1 - Un bilan précis devra être mis en œuvre ou poursuivi dans chaque département en suivant un programme d'examen réparti sur plusieurs années.** Effectué par la direction régionale de l'environnement en liaison avec le service départemental de l'architecture, il sera l'occasion d'examiner l'état des monuments naturels et des sites au regard des objectifs de préservation retenus au moment de leur inscription ou de leur classement. L'accent sera mis notamment

sur la réversibilité des atteintes éventuelles, et sur la pertinence et l'actualité des délimitations ainsi que la qualité de leur définition.

Ce bilan conduira à orienter et établir en tant que de besoin des propositions d'intervention différenciées. Dans chaque département, l'expertise et ses conclusions seront présentées à la commission des sites, perspectives et paysages avant d'être transmises à l'administration centrale, dans le cas notamment où des mesures nouvelles seront proposées. Il conviendra de faire la part, à cette occasion, des mesures de protection ou de gestion prises au titre d'autres législations.

**1.2 - Un débat sur le devenir de certains monuments naturels ou sites inscrits ou classés sera engagé avec les différents partenaires intéressés, au premier rang desquels les collectivités locales.** Suivant ses conclusions, des monuments naturels ou sites inscrits pourront être classés en partie ou en totalité, des classements pourront être complétés, étendus, réorganisés dans le sens de la cohérence géographique et paysagère, conformément aussi aux évolutions de sensibilité comme aux expériences survenues depuis les mesures de protection originelles.

Dans le cas particulier de sites classés anciens aux limites incertaines, une nouvelle procédure de classement pourra être engagée, notamment lorsque le nouveau périmètre souhaitable sera manifestement plus étendu que la délimitation d'origine. L'enquête préalable portera sur la « redéfinition » du site. Il sera fait mention du nouveau périmètre proposé ainsi que, le cas échéant, de secteurs réputés classés et qu'il peut se révéler inutile d'inclure dans ce périmètre : ils seront alors proposés au déclassement. La procédure débouchera sur un décret en Conseil d'État portant classement du site redéfini et abrogation du texte originel. (cf. le site du Pelvoux (Hautes-Alpes) classé en 1911 et redéfini en 1998).

Dans certains cas, des mesures de protection au titre d'autres législations seront envisagées, qui compléteront ou remplaceront le classement sur tout ou partie du site.

En revanche, l'abrogation totale ou partielle d'un classement, non suivie de l'institution d'une protection moins forte ou différente sur l'espace déclassé, ne sera envisagée que dans des cas exceptionnels, tels l'anéantissement d'un site par fait de guerre ou la disparition naturelle de l'objet de la protection.

En ce qui concerne les sites inscrits, la diversité des situations et de l'état de ces espaces mérite une attention particulière. La DIREN procédera, en liaison avec les SDAP, à un examen conjoint qui doit permettre d'identifier les sites pour lesquels la mesure d'inscription est toujours adaptée. Dans d'autres cas,

le classement devra être mis en œuvre si l'inscription s'avère une mesure insuffisante (l'examen d'au moins un département par région chaque année semble un rythme satisfaisant).

Il sera possible dans certains cas d'envisager la levée d'une mesure d'inscription si celle-ci s'est révélée inopérante et si le site ne justifie plus des qualités suffisantes pour cette mesure, ou si au contraire des procédures de protection plus fortes ont été ou seront appliquées sur les mêmes espaces au titre d'autres législations (secteurs sauvegardés dans les centres anciens, réserves naturelles...).

Enfin certains espaces pourront être proposés pour la mise à l'étude de zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP).

Le fichier des sites inscrits et classés ainsi vérifié, mis à jour et confirmé devra être organisé dans le cadre d'un système d'information fiable et convivial. Les directions régionales de l'environnement devront seules en assurer la gestion et la mise à jour, et le mettre à la disposition en tant que de besoin, totalement ou en partie, des services départementaux et de l'administration centrale.

**1.3 - Des actions de restauration pourront être étudiées pour rendre à certains monuments naturels ou sites dégradés la qualité qui a justifié à une certaine époque leur protection.** Il appartiendra ici à l'État, avec les nombreux autres partenaires intéressés (les propriétaires, les collectivités territoriales...), de prendre les dispositions correspondantes, et le cas échéant de contribuer aux financements nécessaires.

## **2 - Les nouvelles mesures de protection de sites**

Il est impératif de poursuivre une politique active de recensement et de protection des nombreux sites de qualité qui ne bénéficient pas encore des mesures prévues par le Code de l'environnement.

La motivation et les conséquences des arrêtés ou décrets relatifs aux monuments naturels et aux sites doivent être bien comprises, qu'il s'agisse de renforcement, de réorganisation, ou de mesures de protection nouvelles. L'article L. 341-1 du Code de l'environnement énonce cinq critères juridiques de base qu'il convient de respecter, et qui seront précisés ici à la lumière notamment des observations et des décisions du Conseil d'État.

### **2.1- Champ d'application et critères des mesures de protection**

**Monument naturel** : par analogie avec le monument réalisé par l'homme, sous les nombreux aspects que recouvre désormais ce mot, il s'agit d'un élément naturel isolé particulièrement remarquable et

identifiable, occupant un espace restreint et bien circonscrit (exemple : les « blocs de grès siliceux » d'Évenos (Var) classés en 1931).

Cible première de la loi du 21 avril 1906, le monument naturel, d'abord seulement « de caractère artistique », a pu ensuite être classé ou inscrit au titre des autres caractères retenus par la loi du 2 mai 1930 maintenant codifiée. Toutefois les nombreux monuments naturels protégés en tant que tels ou sous la dénomination de sites par les textes qui les intéressent apparaissent souvent détachés de tout contexte paysager, ce qui a pu permettre au long des décennies l'altération sensible, parfois irrémédiable, de leurs abords.

**Site** : depuis le 16<sup>e</sup> siècle, la langue française entend sous ce terme un « *paysage considéré du point de vue de son aspect pittoresque* » (Larousse), un « *paysage (considéré du point de vue de l'esthétique, du pittoresque)* » (Robert). La notion d'espace qui semble indissociable de celle de paysage sera un critère de différenciation essentiel avec le « monument naturel ». Cependant il ne saurait y avoir d'exclusive : une vaste cavité souterraine, la grotte dite du Cirque à Assier (Lot), classée en 1997 a reçu du Conseil d'État la qualification de « monument naturel » et non de « site ».

Suite au décret n° 97-715 du 11 juin 1997 relatif aux compétences du ministre chargé de l'environnement, il n'est plus fait de distinction entre sites naturels et bâtis. Par ailleurs, la loi n'attache systématiquement le qualificatif « naturels » qu'aux monuments qui relèvent de son application et non aux sites. Peuvent donc être protégés au titre de cette loi des espaces urbanisés, des plans d'eau artificiels, et tous autres ouvrages humains présentant un ou plusieurs des caractères revêtus par les sites en général et brièvement rappelés ci-dessous.

**Caractère artistique** : le lieu est associé à la vie et à l'œuvre d'un artiste (peintre, architecte, écrivain...). Quelques exemples : Giverny (Claude Monet), la Montagne Sainte-Victoire (Paul Cézanne), le domaine de Malagar (François Mauriac).

**Caractère historique** : le lieu est associé à un événement marquant de l'histoire (bataille, personnalité exceptionnelle, fête mémorable...). Tels la pointe du Hoc, la Carrière des Fusillés de Châteaubriant, Colombey-les-Deux-Églises, et plusieurs dizaines d'arbres de la Liberté. Il peut aussi porter la marque d'activités socio-économiques anciennes ou encore existantes, ayant contribué à la création de paysages remarquables représentatifs de l'histoire ou de l'image d'une région : ainsi des marais salants de Guérande.

**Caractère scientifique** : le lieu, l'élément naturel, la création dont l'intérêt scientifique égale ou dépasse la

valeur esthétique peuvent relever de l'application de la législation sur les sites (espaces riches en faune et flore rares, grottes à concrétions, ouvrages d'art...). Ainsi ont été récemment classés, entre autres, l'ascenseur à bateaux des Fontinettes, le canal du Midi.

**Caractère légendaire** : le lieu est associé à une légende locale ou nationale. Ce thème a été peu mobilisé à ce jour. Exemple : l'ensemble des sites dits « des romans de la Table ronde ».

**Caractère pittoresque** : généralement, voire systématiquement évoqué pour justifier l'inscription ou le classement d'un site, et de même mis en doute par la suite au contentieux, le « caractère pittoresque » des monuments naturels et des sites rattache clairement la législation sur les sites aux législations de protection patrimoniale d'ordre culturel et esthétique, en tant que pittoresque signifie « *qui frappe l'attention par sa beauté, son agrément* » (Larousse), « *qui est digne d'être peint, attire l'attention, charme ou amuse par un aspect original* » (Robert). S'imposera là le plus souvent la notion de paysage remarquable, relayée fréquemment par celle de paysage culturel mise en œuvre depuis quelques années par le Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO.

La législation sur les sites sera en conséquence utilisée pour protéger des espaces remarquables de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, éventuellement cumulés, chacun devant être précisément défini et justifié dans tous les documents éclairant la motivation de l'inscription ou du classement.

Nombre d'édifices isolés protégés au titre de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques sont déjà ou peuvent être compris dans des sites inscrits ou classés dont ils font partie intégrante en participant le plus souvent à leur caractère.

D'autre part, la législation sur les sites a souvent été utilisée et peut l'être encore pour la sauvegarde d'ensembles architecturaux ou urbains en liaison ou non avec un environnement naturel.

De même, beaucoup d'espaces protégés ou susceptibles de l'être au titre des législations de protection des milieux naturels présentent par eux-mêmes, ou replacés dans un cadre plus vaste, des qualités (caractère pittoresque, valeur artistique...) justifiant l'application de la législation sur les sites.

En tout état de cause, la superposition des mesures de protection des œuvres et espaces remarquables ne doit pas être exclue *a priori*. Il convient, dans le courant des réflexions menées dans le sens d'une inscription ou d'un classement au titre des sites, d'en

évaluer les divers effets potentiels. Il s'agit en l'occurrence moins de superposition que de complémentarité ou de combinaison, chaque législation traitant de son objet propre. Les services de l'État se doivent alors de mettre en cohérence les actions nécessaires dans l'intérêt général, s'assurant de la bonne articulation de leurs traductions concrètes, notamment des zonages, et de la compatibilité des modalités de gestion.

On précisera ici que l'inscription d'un espace naturel et/ou bâti au patrimoine mondial de l'humanité n'est pas, par contre, une mesure de protection en soi, ni une source de financement, mais un acte politique fort, l'État s'engageant alors à protéger l'espace en cause dans le cadre de sa législation, et souvent parmi les mesures de protection retenues figurera le classement au titre des sites de tout ou partie du territoire considéré.

## **2.2 - Inscription et classement : des mesures complémentaires**

2.2.1 - L'inscription à l'inventaire des monuments naturels et des sites des départements ne saurait être négligée. En effet, le statut de site inscrit permet, grâce en particulier à l'action à la fois directive et pédagogique des architectes des Bâtiments de France, de promouvoir dans de très nombreux et souvent vastes espaces une évolution de qualité.

Cependant, l'inscription d'un site est une mesure relativement peu contraignante qui répond insuffisamment aux besoins, tant en reconnaissance qu'en protection, d'un grand nombre d'espaces justifiant la mise en œuvre de la législation sur les sites. De fait, il ne sera pas acceptable de recourir à la seule inscription pour des espaces relevant du classement, du seul fait de l'opposition à ce classement, si déterminée soit-elle, de propriétaires, d'élus ou de groupes de pression. Et en conséquence, le classement devra être envisagé pour des sites seulement inscrits à ce jour pour de telles raisons.

En revanche, des espaces limitrophes de sites classés ou en cours de classement, ou enclavés dans des sites classés, pourront rester inscrits ou être inscrits à titre complémentaire afin que l'application de la même législation assure la cohérence de l'évolution du site majeur et de ses annexes ou abords de moindre sensibilité.

Il en sera ainsi des espaces périphériques d'ensembles paysagers classés de grande ampleur, ainsi que des bourgs ou ensembles bâtis dont la gestion dans le cadre d'un classement serait excessivement complexe, mais dont l'état et l'aspect ne doivent pas moins être contrôlés, notamment lorsque des démolitions intempestives sont à redouter.

2.2.2 - Le classement d'un monument naturel ou d'un site place l'évolution de celui-ci sous la responsabilité directe de l'État. L'initiative en revient selon la loi, comme pour l'inscription, à la CDSPP, mais aussi à tout service ou autre intervenant qui soumet une proposition dans ce sens à l'avis de la commission. Il s'agit d'une mesure de protection forte dont l'instruction complexe dépend largement, en particulier pour sa durée, de la motivation et de l'efficacité du représentant de l'État dans le département et de ses services.

L'administration centrale du ministère chargé des sites et l'inspection générale chargée des sites et des paysages, composée de membres de la 5<sup>e</sup> section, du Conseil général des ponts et chaussées, pourront en tant que de besoin conseiller les services déconcentrés compétents et orienter leurs réflexions afin que les procédures aboutissent au mieux.

## **2.3 - Le classement d'un site : indications et références**

Plusieurs indications doivent être prises en compte au moment de chacune des décisions successives qui débouchent sur la publication de l'arrêté ou du décret portant classement d'un monument naturel ou d'un site.

2.3.1 - Le classement doit s'appliquer à des monuments naturels ou des sites parmi les plus remarquables selon les critères énoncés par l'article L. 341-1 du Code de l'environnement, et dont la conservation et la préservation peuvent être légitimement déclarés d'intérêt général.

Il convient de rappeler que la législation sur les sites ne doit pas être utilisée pour des motifs étrangers à son esprit et à sa lettre (coupures d'urbanisation, réponse inadaptée à des engagements internationaux, intérêts purement privés...). Les contraintes d'ordre esthétique qui découlent d'un classement au titre des sites peuvent être aisément et justement alléguées à l'appui d'un recours pour détournement de pouvoir si la motivation principale du classement peut se révéler insuffisante ou erronée. Cependant, il est courant qu'une flore et une faune appelant des mesures de protection spécifiques confèrent au site qui les héberge une grande part de sa qualité et de son caractère pittoresque.

La loi n'opère pas de distinction entre des monuments naturels ou des sites qui seraient de niveau national ou de niveau régional ou départemental. On considérera en conséquence que s'il y a en France des monuments naturels et des sites dont la très grande qualité appelle sans contestation possible le classement, il existe aussi dans toutes les régions et tous les départements des monuments naturels et des sites dont il faut reconnaître

et sauvegarder le caractère particulièrement représentatif, sinon emblématique.

**2.3.2 - Le classement peut recouvrir des entités paysagères différentes mais complémentaires constituant un site unique :** un massif montagneux avec son piémont et les plaines qui les entourent, une vallée encadrée de plateaux, une forêt entourée de terres cultivées forment autant de paysages souvent vigoureusement contrastés dont l'intérêt réside en grande partie dans l'opposition entre les éléments qui les composent, l'abandon de l'un de ces derniers à la banalité affectant définitivement l'aspect des autres.

Les limites d'un site doivent en conséquence être étudiées avec soin : les sites classés ne bénéficient pas de mesures de protection de leurs abords, et il est nécessaire de justifier l'intérêt de la protection pour l'ensemble de l'espace proposé au classement. Si des secteurs de moindre intérêt méritent une vigilance particulière en raison de la proximité du site classé, des mesures complémentaires doivent être envisagées pour ce contrôle (inscription...).

**2.3.3 - Le classement d'un domaine privé ou public (par exemple jardin et parc avec ou sans château ou autre construction) peut être complété par la protection plus ou moins large de ses abords.** L'opposition des propriétaires voisins est alors à prévoir, et la délimitation finale proposée doit soit se restreindre à la protection de l'environnement exclusivement lié au domaine, soit replacer celui-ci dans un cadre dont il n'est plus l'élément principal. À ce sujet, il paraît difficile sinon inique de classer les abords d'un domaine à l'exclusion de celui-ci, quand bien même il serait protégé à d'autres titres (monuments historiques...).

**2.3.4 - Le classement de sites appartenant à l'État ou à d'autres collectivités publiques relève d'une procédure particulière prévue par la loi (art. L. 341-4 et L. 341-5 c. env. - ex art. 6 et 7 de la loi du 2 mai 1930).**

L'opposition d'un conseil municipal, général ou régional au classement d'un terrain dont il est propriétaire (voiries et autres espaces du domaine public ou privé) entraîne la consultation du Conseil d'État dans la perspective d'un classement prononcé par décret (sauf s'il s'agit d'un désaccord de principe sans fondement territorial).

Il en va de même en cas de désaccord d'un département ministériel, mais le Conseil d'État exige désormais un accord préalable des administrations concernées. Par ailleurs, il est illégal de prévoir des dispositions dérogatoires pour les travaux réalisés par une administration, comme il le serait d'exclure par principe d'un site classé des espaces appartenant à l'État qui d'évidence font partie de l'entité à préserver.

Une attention toute particulière sera donc accordée, lors des consultations préalables au classement d'un site, à l'explication des conséquences de cette mesure aux services de l'État concernés, à la justification du classement des espaces relevant de leurs attributions, à la prévision des évolutions de ces espaces, et à la définition du cheminement le plus rapide des dossiers relatifs aux travaux nécessaires. Le ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement fera mieux valoir sur ces bases sa volonté de protection aux autres ministères.

## **2.4 - Les procédures particulières mises en œuvre pour un classement**

La procédure normale de classement d'un site est définie et précisément décrite dans les textes législatifs et réglementaires afférents qui n'appellent aucune modification. Il sera donc principalement question ici des procédures exceptionnelles, les plus délicates à appliquer.

**2.4.1 - L'instance de classement :** le classement peut intervenir directement pour préserver un monument naturel ou un site non encore protégé menacé d'altération durable ou de destruction par un projet public ou privé de construction ou d'aménagement. Il est possible alors de recourir à l'instance de classement (art. L. 341-7 c. env. (ex. art. 9 de la loi du 2 mai 1930) : lorsqu'un projet de travaux susceptibles d'altérer gravement et définitivement la qualité d'un site éligible au classement vient à la connaissance de l'administration centrale, quel que soit l'avancement éventuel de la procédure de classement, l'intention ministérielle de poursuivre celui-ci peut être notifiée aux propriétaires des terrains en cause.

Cette opération entraîne l'application immédiate et pendant douze mois des effets du classement à ces terrains, et plus particulièrement soumet les travaux projetés à autorisation au niveau ministériel ou préfectoral.

La notification peut être restreinte aux seules propriétés effectivement menacées de dénaturation, ou étendue à l'ensemble du site susceptible d'être classé. Les vastes dimensions éventuelles de celui-ci conduiront cependant à privilégier la première solution. Dans tous les cas, le classement d'un ensemble cohérent doit pouvoir intervenir effectivement dans les douze mois de la notification de l'instance, au terme desquels le régime d'autorisation spéciale pour les travaux s'efface.

Une telle intervention ne doit être envisagée que pour la sauvegarde d'urgence de monuments naturels ou de sites dont le classement se révélera au cours de son instruction parfaitement justifié, et d'autant mieux s'il était programmé ou en voie de l'être. À cet égard, la communication systématique à la CDSPP, avec inscription au procès-verbal, et à l'administration centrale des



intentions et propositions des services régionaux et départementaux dans ce domaine est impérative.

**2.4.2 - Le projet d'intérêt général :** le préfet peut également déclarer projet d'intérêt général (PIG) le classement d'un site et porter cette décision à la connaissance des communes concernées. Pour être qualifié de PIG, le projet doit être suffisamment avancé (périmètre arrêté) et avoir fait l'objet d'une programmation (information ou débat en CDSPP) ou d'une information officielle (enquête administrative, réunion publique). Cette décision, lorsqu'elle est notifiée à des communes disposant d'un plan d'occupation des sols, doit entraîner s'il y a lieu la mise en révision des documents d'urbanisme en vigueur (cf. § 2.4). Les dispositions relatives à un PIG ont une durée de validité de trois ans (art. R. 123-5 c. urb.).

## 2.5 - Lien avec les documents d'urbanisme et effets des inscriptions et classements

L'élaboration ou la révision des documents d'urbanisme (POS, SDAU...) doivent être l'occasion de porter à la connaissance des collectivités territoriales, parmi les informations utiles, l'intention de l'État d'engager ou de relancer une procédure d'inscription ou de classement au titre des sites, ainsi que les qualités paysagères qui fondent le projet et nécessitent leur prise en compte dans la démarche de planification.

Les sites déjà classés ou inscrits doivent bien sûr figurer parmi les servitudes à porter à la connaissance.

Pour les projets de classement en cours de mise au point, si un projet particulier est susceptible de menacer l'intégrité de l'espace à protéger, le site à classer peut faire l'objet d'une qualification de « projet d'intérêt général » dans les conditions mentionnées au § 2.3 ci-dessus.

Enfin, une fois l'inscription ou le classement effectifs, il sera essentiel de veiller à l'annexion aux plans d'occupation des sols des communes concernées de la nouvelle servitude. À cet égard, la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement a modifié l'article L. 126-1 du Code de l'urbanisme dans le sens du renforcement des pouvoirs (mais aussi des devoirs) des préfets en la matière.

On gardera par ailleurs toujours en mémoire que le classement d'un site introduit sur le territoire concerné, dès sa publication au *Journal officiel*, trois règles générales dont on ne saurait méconnaître l'importance, et dont la mention doit être explicite lors des consultations préalables :

\* en site classé, la publicité est interdite (aucune dérogation possible) : art. L. 581-4 c. env. (ex. loi

n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes -art. 4) ;

\* en site classé, le camping et le stationnement des caravanes pratiqués isolément ainsi que la création de terrains de camping et de caravanage sont interdits (dérogation possible) : Code de l'urbanisme (art. R. 443-9) ;

\* en site classé, il est fait obligation d'enfouissement des réseaux électriques ou téléphoniques ou, pour les lignes électriques d'une tension inférieure à 19 000 volts, d'utilisation de techniques de réseaux torsadés en façade d'habitation, lors de la création de lignes électriques nouvelles ou de réseaux téléphoniques nouveaux (dérogation possible pour des raisons techniques ou paysagères) : art. L. 341-11 c. env. (ex. loi n° 95-101 du 2 février 1995 -art. 91).

## 3 - L'évolution et la gestion des sites protégés

### 3.1 - Le contexte légal et réglementaire

Aux termes de l'article L. 341-1 du Code de l'environnement (ex. art. 4 de la loi du 2 mai 1930), *« L'inscription entraîne, sur les terrains compris dans les limites fixées par l'arrêté, l'obligation pour les intéressés de ne pas procéder à des travaux autres que ceux d'exploitation courante en ce qui concerne les fonds ruraux et d'entretien normal en ce qui concerne les constructions, sans avoir avisé, quatre mois d'avance, l'administration de leur intention ».*

L'article L. 341-10 (ex. art. 12 de la loi) dispose que *« Les monuments naturels et les sites classés ne peuvent ni être détruits, ni être modifiés sauf autorisation spéciale ».* La loi est complétée sur ce point essentiel par le décret n° 88-1124 du 15 décembre 1988 et la circulaire n° 88-101 du 19 décembre 1988.

Les modalités de l'instruction des demandes d'autorisation de travaux dans les sites classés ont été précisées récemment par la circulaire DNP/SP n° 98-2 du 17 juillet 1998, et la procédure relative aux travaux dans les sites inscrits reste fixée par le décret n° 70-288 du 31 mars 1970 modifié (titre III) et la circulaire DUP Sites SE 1 n° 604 du 7 juin 1985.

Ces dispositions, et notamment le maintien au niveau ministériel de l'autorisation de travaux d'une certaine importance dans les sites classés, ont été confirmées par le décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997.

L'efficacité d'un classement comme d'une inscription dépend en grande partie tant du contrôle effectif de l'évolution des espaces ainsi protégés que des aspects plus pédagogiques que répressifs que peut souvent revêtir ce contrôle. Un strict respect des textes en

vigueur est nécessaire dans l'instruction des projets de travaux intéressant aussi bien les sites inscrits que les sites classés, et quels que soient les sites concernés.

Les avis et les décisions relatifs à des projets de travaux dans les sites inscrits ou classés doivent être rendus en considération de la seule législation sur la protection des sites, et non d'autres législations. Ainsi, les dossiers dont l'aboutissement est compromis par l'application d'autres législations (Code de l'urbanisme, Code rural, monuments historiques...) ne doivent pas être instruits au titre de la législation sur les sites, et il conviendra d'en informer les pétitionnaires. Dans cette hypothèse, on veillera à prévenir qu'un accord ultérieur au titre des autres législations ne saurait entraîner l'autorisation de travaux au titre des sites. Seront évités de cette façon des avis ou décisions contradictoires, difficilement compréhensibles par les pétitionnaires et dommageables à l'image des sites inscrits ou classés.

### 3.1.1 - L'instruction des demandes d'autorisation de travaux en site inscrit

En site inscrit, le préfet est destinataire des déclarations préalables des projets de travaux. Il lui revient de recueillir l'avis de l'architecte des Bâtiments de France et de le communiquer à l'autorité chargée de la délivrance des autorisations d'occupation du sol. Dans la pratique, les dossiers sont souvent directement transmis au service départemental de l'architecture et du patrimoine, sous réserve d'une délégation explicite du préfet. À cet égard on rappellera :

- que l'avis de l'architecte des Bâtiments de France doit être obligatoirement requis ;
- que c'est au nom du ministre chargé des sites que cet avis est formulé ;
- que si cet avis peut être tacite, l'autorisation finale d'occupation du sol ne peut l'être ;
- que cet avis est conforme sur les permis de démolir (avec possibilité d'évocation ministérielle) ;
- que le permis de démolir est obligatoire en site inscrit (Art. L. 430-1 c) c.urb.).

Par ailleurs, la consultation de la CDSPP en formation dite « des sites et paysages » n'est certes pas obligatoire, mais elle s'impose lorsque des travaux sont susceptibles de modifier sensiblement un site inscrit, ou lorsqu'il est opportun de débattre à cette occasion du devenir d'un site ou de définir des orientations pour sa gestion.

La direction régionale de l'environnement sera plus fréquemment associée, à sa demande, aux réflexions sur les projets de travaux dans les sites inscrits, dans des conditions lui permettant d'émettre des avis pertinents sur tous les aspects des projets relevant des

compétences multiples de ce service. Les modalités de consultation seront avantageusement organisées dans le cadre de relations régulières des DIREN avec les SDAP, qui seront favorisées notamment par les travaux conjoints de ces services sur l'évaluation des sites inscrits.

### 3.1.2 - L'instruction des demandes d'autorisation de travaux en site classé

En site classé, au-delà des précisions techniques apportées par les textes mentionnés plus haut, plusieurs préoccupations doivent être prises en compte.

En premier lieu, on rappellera qu'une part importante d'autorisations de travaux ont été déconcentrées par le décret n° 88-1124 du 15 décembre 1988, les autorisations les plus importantes et en particulier celles qui relèvent d'un permis de construire restent au niveau ministériel.

L'autorisation spéciale de travaux demeure en principe l'exception, et cela quelle que soit l'importance de l'intervention projetée. Le principe de la protection des sites classés est en effet la stricte préservation des caractères et des qualités qui ont justifié leur classement. Cependant les activités dont les effets passés et présents confèrent à un site son caractère et contribuent à le conserver (agriculture, aquaculture, gestion forestière...) ne sauraient être réduites ou compromises par des positions intransigeantes, et l'on s'attachera essentiellement en ce qui les concerne à vérifier l'adéquation des travaux nécessaires aux objectifs de la protection.

La délivrance de l'autorisation spéciale, au niveau préfectoral comme au niveau ministériel, doit s'entourer de toutes les garanties d'équité comme de pertinence. La qualité des avis préalables (émis notamment par la CDSPP, la DIREN et le SDAP) éclairera les décisions, dans l'intérêt des sites concernés, c'est-à-dire dans l'intérêt général, et aussi dans l'intérêt des autorités responsables en cas de contentieux. Toutes ces décisions, favorables comme défavorables, doivent en effet être motivées.

De ce fait, l'instruction des demandes d'autorisation relevant de la compétence préfectorale sera perfectionnée, notamment par l'association, à leur demande, des directions régionales de l'environnement, et en soumettant les dossiers les plus significatifs à la commission départementale des sites, perspectives et paysages. Un report cartographique des autorisations, partagé entre les services, devrait être à terme mis en place pour chaque site.

L'évocation par le ministre chargé des sites de dossiers de compétence préfectorale est prévue par le décret

du 15 décembre 1988. Cette faculté pourra être utilisée notamment dans le cas où des travaux soumis à autorisation déconcentrée (piscines, aménagements extérieurs importants...) sont projetés en même temps que des travaux de niveau ministériel, afin que l'évolution du terrain en cause bénéficie d'une décision globale.

L'administration centrale dispose du recours à l'inspection générale et à la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages, et peut en tant que de besoin soumettre à ces instances soit une demande d'autorisation déconcentrée évoquée, soit une question importante relative à des travaux ou à une orientation générale de gestion en site inscrit qui lui aura été transmise.

Pour ce qui concerne les travaux en site classé dont l'autorisation relève de la compétence ministérielle, en confirmation des termes de la circulaire du 17 juillet 1998 relative à la composition des dossiers que doit recevoir l'administration centrale, tout sera mis en œuvre pour que les délais de réponse soient réduits au minimum requis par l'importance des dossiers, et le même effort sera attendu des services déconcentrés.

C'est ainsi que les dossiers ayant reçu l'avis de la CDSPP doivent être transmis sans retard et en l'état, quel que soit cet avis, afin que la décision ministérielle, soit confirme entièrement cet avis, soit apporte aux services compétents comme aux pétitionnaires des indications complémentaires. L'avis de la commission sera différé sur tout dossier incomplet. Le fait de ne pas respecter dans certains cas l'intégralité de la procédure dans l'intention, par exemple, de favoriser une reprise du projet par le pétitionnaire peut être source de contentieux.

Les services compétents (DIREN, SDAP) doivent être à la disposition des maîtres d'ouvrage et des maîtres d'œuvre pour les conseiller avant et pendant l'élaboration de leurs projets. Ils ne sauraient cependant s'engager quant à la décision ministérielle finale.

### **3.1.3 - Les infractions à la législation sur les sites**

Les infractions à la législation sur les sites constatées dans les sites inscrits et classés doivent faire l'objet de procès-verbaux qui sont transmis directement aux juridictions compétentes par les agents commissionnés.

Pour que le plus grand nombre de procédures aboutisse, un suivi diligent des contentieux devra être assuré. Les délais de saisine, de réponse et d'appel devront être respectés, et l'administration centrale sera avisée en temps utile des évolutions et des résultats des procédures les plus significatives. Des contacts avec les services du parquet seront au besoin organisés

pour élaborer les stratégies les plus judicieuses, de même que des relations suivies avec les services de la Gendarmerie nationale permettront la mise au point d'une politique concertée lors d'une intervention générale de verbalisation sur un site.

L'objectif d'un meilleur respect et d'une plus efficace application de la législation sur la protection des sites (inscrits et classés) demandera sans doute aux services compétents une forte mobilisation, ainsi que des actions de formation régionales et nationales. La direction régionale de l'environnement, en particulier, jouera un rôle important d'animation des agents commissionnés, au moyen d'une politique dynamique de formation et de l'indication de priorités d'intervention éventuellement liées aux spécificités régionales ou départementales.

### **3.2 - La gestion des sites protégés**

Le législateur n'a pas prévu de dispositif de gestion spécifique aux sites inscrits ou classés, en raison notamment du caractère ponctuel et en principe exceptionnel des autorisations de travaux dans les sites.

Toutefois, l'état et l'aspect d'un site au moment de son classement peuvent être sensiblement différents plusieurs décennies plus tard, même en l'absence de toute intervention ayant donné lieu à autorisation : un développement non maîtrisé de la végétation, ou une fréquentation touristique en expansion, par exemple, peuvent à terme remettre en cause la perception d'un site et implicitement son caractère remarquable.

Le suivi ponctuel, par les autorisations successives, reste adapté au contexte de la majorité des sites, surtout dès lors que les différents services compétents disposent des connaissances utiles et assurent de fait l'harmonisation nécessaire, en liaison avec les élus locaux, les propriétaires, les usagers et les associations.

Pour les autres sites qui font l'objet d'un nombre élevé d'actes relevant de la procédure d'autorisation préalable, il peut être préférable d'encadrer leur évolution avec l'appui d'un document de gestion destiné à aider les services locaux dans l'instruction des autorisations.

Un tel document, dépourvu de portée réglementaire, ne limite pas le pouvoir de l'État dans la délivrance des autorisations et n'engage pas sa décision, qui doit résulter, aux termes de la loi, d'une appréciation faite au cas par cas de l'impact du projet sur le site.

La nature du document et le moment de son élaboration peuvent différer selon que le classement est à venir ou déjà prononcé.

Lorsque le site est en cours de classement, un volet du rapport de présentation qui rappelle, aux côtés d'une analyse des caractéristiques du site et des motifs du classement, les orientations qui guideront l'instruction des demandes d'autorisation de travaux (conformément à la circulaire du 15 mars 1995, relative aux instruments de protection et de mise en valeur des paysages), sera suffisant dans un premier temps.

La qualité de ce rapport de présentation joint au dossier d'enquête administrative est déterminante à cet égard : la motivation de la protection envisagée doit ne laisser aucun doute sur sa pertinence et éclairer les principes de la gestion de l'espace concerné et de son entretien normal.

À l'expérience, au cas où un document de gestion serait nécessaire en complément des éléments contenus dans le rapport de présentation, c'est dans les mois qui suivent l'achèvement de la procédure de classement que son élaboration apparaît la plus opportune.

Lorsque le site est déjà classé, un état des lieux comparé à l'état du site lors du classement permet de définir, sur la base de l'expérience acquise, l'encadrement souhaitable de l'évolution de l'espace protégé : c'est l'un des objectifs du bilan demandé ci-dessus et sa mise en œuvre peut permettre de préciser des orientations pour la gestion si le site le nécessite.

Pour ceux qui n'auraient pas bénéficié d'un rapport de présentation et dont l'évolution rend nécessaire l'élaboration d'un document de gestion, un seul document, reprenant la motivation du classement et indiquant l'évolution que le site a connue, permettra de fixer le cadre de la gestion ultérieure.

Dans les cas où un document pour la gestion s'avérera nécessaire en plus du rapport de présentation, il devra être adapté aux particularités du site : par exemple, il pourra expliciter pour les interventions dans le site, les modalités de mise en œuvre recommandées pour préserver ou restaurer la qualité des différentes entités paysagères qui constituent l'espace protégé. Ces principes ne sauraient prendre la forme d'un règlement ni en avoir la précision. Il s'agit en l'espèce d'assurer la continuité et la lisibilité des décisions prises ou proposées au niveau local au titre de la législation sur les sites classés :

- il pourra recenser les modalités d'entretien courant du végétal et des petits ouvrages ainsi que de l'entretien normal des constructions, et indiquer des orientations portant sur la nécessité de maintenir une perspective, de préserver un ou plusieurs éléments de paysage comme des crêtes, des vallons ou des éléments végétaux ;
- il pourra comporter l'indication des secteurs les plus sensibles dans lesquels une attention particulière devra être portée aux projets éventuels ;

- il développera au besoin les modalités de la gestion et un programme de réhabilitation du site adapté aux usages et aux fonctions qu'il supporte ;

- il devra organiser les usages et les activités de loisirs qui ne relèvent pas des autorisations prévues par la législation sur les sites : dans ce cas, des codes de bonne conduite seront proposés aux utilisateurs.

En matière de gestion forestière (plan d'aménagement ou plan simple de gestion), la cohérence entre les documents de planification et le document de gestion du site classé reste une obligation de bon sens et il conviendra de veiller à l'assurer à l'occasion de leur mise au point.

L'élaboration d'un document de gestion sera conduite, avec l'appui éventuel du SDAP par la DIREN, et elle consultera les partenaires concernés par le site.

Un comité de pilotage sera mis en place pour opérer le suivi de ce document. Présidé par le représentant de l'État, afin que soit assurée la cohérence des réflexions et des interventions, il associera les administrations déconcentrées et les établissements publics de l'État, les élus, les catégories socioprofessionnelles et les associations concernés.

Chaque fois que cela sera possible, l'on s'appuiera sur une structure publique représentative et compétente sur le territoire concerné pour la mise en œuvre des programmes arrêtés.

Les opérations « grands sites » menées depuis plus de vingt ans sur certains sites particulièrement prestigieux ont été un laboratoire pour les modalités de la gestion des sites protégés, et ces expériences doivent maintenant bénéficier à l'ensemble des sites inscrits et classés. Pourront être notamment repris, par exemple, l'intérêt de la mobilisation conjointe d'acteurs éventuellement très divers regroupés dans un comité de pilotage, ou la désignation d'un responsable du site chargé de la coordination des actions d'entretien, de mise en valeur, de réhabilitation ou de sécurité.

Les DIREN sont invitées à transmettre à la DNP les documents de gestion qu'elles ont élaborés ainsi que leurs modalités d'application, afin de permettre le suivi et l'évaluation de la politique des sites et son insertion dans un projet de territoire global.

#### **4 - La communication sur les sites protégés**

Le classement d'un site doit avoir une image positive. Même s'il peut arriver que cette procédure soit utilisée dans l'urgence pour préserver un espace remarquable d'une opération d'aménagement incompatible avec sa nécessaire conservation, son intervention, outre qu'elle

sert l'intérêt général et profite aux générations futures, doit représenter également un levier de valorisation du site, l'occasion d'une expérience de gestion exemplaire conforme à l'esprit du développement durable.

Il est d'observation courante que les oppositions aux mesures de classement, souvent très vigoureuses lors de l'instruction des dossiers puis immédiatement après la publication des décrets ou arrêtés, ne se manifestent plus soit dès les mois suivants, soit une fois closes les procédures contentieuses.

Une attention spéciale sera accordée à cet aspect de la mise en œuvre de la législation sur les sites. Certes le classement ou l'inscription d'un site représentent pour les propriétaires et les autres aménageurs potentiels la perspective de contraintes fortes au moment de l'élaboration puis de l'exécution de leurs éventuels projets de travaux. Mais de nombreuses autres contraintes pèsent très souvent sur les mêmes propriétés, au titre d'autres législations ou de décisions plus spécifiquement locales.

La gestion des sites déjà inscrits ou classés doit, en conséquence, contribuer à présenter sous le meilleur jour les conséquences des mesures de protection prises au titre de la législation sur les sites. Des moyens significatifs seront consacrés dans les années à venir à promouvoir une autre image des sites classés et démontrer qu'ils sont aujourd'hui un atout économique indéniable pour les collectivités concernées.

Une politique de communication sur les monuments naturels et les sites protégés sera en conséquence élaborée par la direction de la nature et des paysages, en liaison avec les services déconcentrés, et déclinée aux niveaux national, régional et départemental.

Une signalisation adaptée aux sites protégés sera progressivement mise en place, qui permettra aux citoyens d'identifier ces lieux d'excellence souvent méconnus. Une charte graphique sera définie sur la base du logotype diffusé voici quelques années pour les espaces protégés, et des expériences seront effectuées dès les prochains mois dans plusieurs sites présentant des problématiques diverses.

## **5 - Un programme pluriannuel de protection et d'intervention**

Dans chaque département doit être établi un programme de mise en œuvre de la législation sur les sites, sur les trois années à venir. Ce programme, élaboré par la direction régionale de l'environnement en liaison avec le service départemental de l'architecture et du patrimoine devra être adressé à l'administration centrale dans un délai maximum de six mois.

Seront distingués notamment :

### **5.1 - Les projets de protection**

\* Les procédures en cours, avec les délais prévisionnels d'achèvement des procédures locales, et la mention d'éventuelles situations de blocage justifiant un processus de relance avec l'appui de l'administration centrale.

\* Les sites non protégés dont l'inscription ou le classement s'imposent à bref délai, ainsi que les projets d'ores et déjà connus mais de moindre urgence.

\* Les sites inscrits dont le classement total ou partiel doit être opéré en priorité, au regard soit des bilans déjà réalisés, soit de connaissances déjà disponibles et suffisantes.

\* Les sites classés dont la délimitation doit soit être redéfinie, faute d'éléments matériels dans les dossiers conservés, soit être révisée pour lui donner une nouvelle cohérence.

\* Les sites détruits.

\* Les sites protégés ou non qu'il convient de préserver de graves atteintes prévisibles.

### **5.2 - Les projets d'intervention et les projets de politiques partenariales.**

\* Les sites où un document d'orientation de gestion est en cours d'élaboration.

\* Les sites proposés pour de nouvelles opérations « grands sites ».

\* Les travaux de restauration ou mise en valeur pour lesquels un soutien de l'État est souhaitable.

TABLE DE CONCORDANCE	
Loi du 2 mai 1930	Code de l'environnement
Art. 1	Art. L. 341-16
Art. 3	Art. L. 341-17
Art. 3-1	Art. L. 341-18
Art. 4	Art. L. 341-1
Art. 5	Art. L. 341-2
Art. 5-1	Art. L. 341-3
Art. 6	Art. L. 341-4
Art. 7	Art. L. 341-5
Art. 8	Art. L. 341-6
Art. 9	Art. L. 341-7
Art. 10	Art. L. 341-8
Art. 11	Art. L. 341-9
Art. 12	Art. L. 341-10
Art. 13	Art. L. 341-14
Art. 14	Art. L. 341-13
Art. 16	Art. L. 341-12
Art. 21	Art. L. 341-19
Art. 22	Art. L. 341-20
Art. 22-1	Art. L. 341-21
Art. 23	(abrogé)
Art. 26 alinéa 1	Art. L. 341-22
Art. 26 alinéa 2	(abrogé)
Art. 26 alinéa 3 (sauf la première phrase)	Art. L. 341-15
Art. 27	Art. L. 341-18 (article de fusion)
Art. 30	(abrogé)
Loi 95-101 du 2/02/95	
Art. 91 I et III	Art. L. 341-11

**Arrêté du 15 mai 2007 portant nomination du président du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Saint-Étienne.**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 78-266 du 8 mars 1978 fixant le régime administratif et financier des unités pédagogiques d'architecture, modifié par le décret n° 97-1096 du 27 novembre 1997 relatif aux études d'architecture et par le décret n° 2005-1113 du 30 août 2005, et notamment son article 4,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M. Christian Drevet est nommé président du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Saint-Étienne en remplacement de M<sup>me</sup> Anne Coste, démissionnaire.

**Art. 2.** - Le directeur adjoint au directeur de l'architecture et du patrimoine, chargé de l'architecture, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur chargé de l'architecture,  
Jean Gautier

**Circulaire n° 2007/009 du 12 juin 2007 relative à la publication et l'entrée en vigueur du décret n° 2007-823 du 11 mai 2007 relatif au Conseil national et aux commissions interrégionales de la recherche archéologique (CNRA et CIRA).**

La ministre de la Culture et de la Communication,  
Porte-parole du Gouvernement  
à

Messieurs les préfets des régions Aquitaine, Bourgogne, Bretagne, Centre, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes, Martinique

Le nouveau décret relatif à la composition, au fonctionnement et aux missions des organismes scientifiques consultatifs compétents en matière d'archéologie a été publié au *Journal officiel de la République française* le 12 mai 2007. Ce décret réforme le dispositif mis en place par le décret de 1994.

Il m'a paru utile de vous fournir une première série d'informations et recommandations quant à l'entrée en vigueur de ce texte et à ses conséquences sur la composition et le fonctionnement des CIRA notamment.

**I - Sur l'entrée en vigueur du décret du 11 mai 2007 et l'abrogation du décret n° 94-423 du 27 mai 1994 portant création des organismes consultatifs compétents en matière d'archéologie.**

Le nouveau décret est entré en vigueur le lendemain de sa publication au *JORF*, soit le 13 mai 2007.

Néanmoins, cette entrée en vigueur n'emporte pas l'abrogation immédiate du décret du 27 mai 1994 pour laquelle des dispositions spécifiques ont été prévues. Il importait en effet que les commissions interrégionales et le Conseil national puissent poursuivre leurs missions dans l'attente de l'actualisation de leurs compositions.

Ainsi, l'article 28 du décret du 11 mai 2007 prévoit que le décret du 27 mai 1994 sera abrogé à compter de l'installation du CNRA dans sa nouvelle composition, et au plus tard le 30 septembre 2007. Dans l'attente, le décret de 1994 reste en vigueur « en tant qu'il concerne » la composition des instances consultatives.

Par ailleurs, l'installation du CNRA dans sa composition issue des nouvelles dispositions réglementaires est subordonnée à la mise en place préalable des CIRA, conformément aux articles 19 et 20 du décret du 11 mai 2007. En effet, le CNRA comprend parmi ses membres des experts qui doivent être élus par chacune des CIRA.

Les autres dispositions du décret de 1994 doivent être d'ores et déjà regardées comme abrogées et remplacées par celles du décret de 2007.

**II - Sur la composition et le mandat des nouvelles CIRA**

L'article 19 du décret du 11 mai 2007 renouvelle la composition des commissions interrégionales en métropole. L'article 20 instaure une CIRA pour l'outre-mer.

Ainsi que je vous l'avais indiqué dans ma note du 12 janvier 2007 portant recommandations pour la mise en place transitoire des CIRA en métropole, la principale modification consiste en la création d'une catégorie spécifique pour les agents de l'INRAP.

J'attire également votre attention sur deux modifications introduites dans le texte lors de son examen par le Conseil d'État :

La catégorie « bénévole ou salarié d'une association » a été supprimée. En conséquence, la catégorie dite des « spécialistes » qui sont choisis indépendamment de leur rattachement institutionnel est portée de deux à trois membres.

En outre, le Conseil d'État n'a pas validé la création d'une catégorie des archéologues salariés d'un opérateur privé agréé sans toutefois exclure qu'un tel expert soit désigné au titre d'une autre catégorie.

Si vous décidiez de procéder à une telle nomination, il vous appartiendra alors de veiller à prévenir tout conflit d'intérêts en évitant que cet archéologue soit mis en situation d'influer sur une décision relative à un dossier dans lequel il aurait un intérêt personnel en raison de son appartenance à une structure de droit privé exerçant dans un secteur concurrentiel.

Les inspecteurs généraux de l'architecture et du patrimoine assistent aux réunions avec voix consultative. S'ils ne sont plus membres statutaires de la CIRA, ils participent néanmoins systématiquement à ses réunions et à ses travaux.

L'entrée en vigueur du décret du 11 mai 2007 implique de mettre fin au mandat des CIRA que vous avez mises en place en début d'année et de nommer une nouvelle CIRA pour un mandat plein d'une durée de quatre ans.

Naturellement, les membres que vous aviez désignés à l'occasion du dernier renouvellement ont vocation à être reconduits dans ces fonctions.

Vous trouverez ci-joint un modèle d'arrêté de nomination.

Je vous remercie de procéder dans les meilleurs délais à la nomination de ces membres et de veiller à ce que la CIRA désigne lors de sa prochaine réunion les deux experts mandatés pour siéger au CNRA.

### **III - Sur les missions des CIRA**

Les missions exercées par les commissions interrégionales depuis 1994 ont été pour l'essentiel reconduites par le décret du 11 mai 2007. Toutefois, le périmètre de leurs attributions a évolué, notamment sur les trois points suivants :

#### **La suppression de la catégorie dite « sites d'intérêt national »**

Le décret du 11 mai 2007 supprime la catégorie des sites d'intérêt national dont les opérations archéologiques étaient soumises à l'examen du CNRA et relevaient d'une autorisation ministérielle.

En conséquence, l'ensemble des opérations archéologiques conduites dans le ressort territorial d'une CIRA relève désormais de sa compétence consultative et est soumis à autorisation du préfet de région territorialement compétent.

#### **Le transfert de la compétence consultative relative aux opérations archéologiques sous-marines**

Conformément au décret n° 91-1226 du 5 décembre 1991 pris pour l'application de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1989 relative aux biens culturels maritimes, la délivrance des autorisations d'opération archéologique sous-marine relève de la compétence du ministre chargé de la culture et, par délégation, du chef du département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines (DRASSM). Cette compétence décisionnelle n'est pas remise en question.

En revanche, la compétence consultative relative à l'examen des projets d'opération, qui était jusqu'à présent exercée par la commission des opérations sous-marines du CNRA, est désormais transférée aux CIRA territorialement intéressées, et ce afin d'assurer une cohérence de l'ensemble du dispositif de recherche archéologique au niveau territorial.

Pour accompagner l'exercice de cette nouvelle compétence consultative, l'article 23 du décret du 11 mai 2007 prévoit que le chef du DRASSM, à l'instar des conservateurs régionaux de l'archéologie, assiste avec voix consultative aux réunions de la commission.

De plus, le décret rappelle que le président de la commission peut faire appel à un des experts de la commission des opérations sous-marines du CNRA ou à tout autre expert extérieur dont il juge la présence utile. Ces experts siègent avec voix consultative et peuvent être désignés rapporteurs sur un dossier.

#### **L'examen obligatoire des opérations de fouilles archéologiques préventives**

Le décret du 11 mai 2007 harmonise l'examen scientifique des projets d'opération archéologique en posant le principe d'une consultation obligatoire de la CIRA avant la délivrance de toute autorisation de

fouille. Son article 17, 1°, dispose ainsi que la CIRA doit être préalablement consultée non seulement sur les demandes d'autorisation de fouilles dites « programmées » mais également sur les opérations de fouilles préventives.

En pratique, la consultation de cette instance peut intervenir à chacune des étapes suivantes de la procédure :

- lors de l'évaluation du rapport de diagnostic, la CIRA se prononce alors sur l'opportunité des suites à réserver à l'opération : prescription de fouille, prescription de modification de la consistance du projet d'aménagement, mesures de protection au titre des monuments historiques ;
- lors de l'élaboration de la prescription de l'État, la CIRA émet alors un avis sur le cahier des charges scientifiques établi par vos services ;
- lors de la demande d'autorisation de fouille déposée par l'aménageur, l'avis de la CIRA porte alors sur le projet scientifique d'intervention établi par l'opérateur et annexé au contrat passé entre l'aménageur et l'opérateur d'archéologie.

Le choix de la consultation de la CIRA à l'une ou plusieurs de ces étapes relève de votre appréciation en fonction des enjeux, notamment scientifiques ou territoriaux, liés à l'opération archéologique. Néanmoins, la consultation sur la première étape (évaluation du rapport de diagnostic et opportunité des suites à réserver) ne vous exonère pas de recueillir l'avis de la CIRA soit sur le projet de cahier des charges scientifiques établi par vos services, soit sur le projet scientifique d'intervention établi par l'opérateur, ou encore sur ces deux projets.

Lorsque les enjeux scientifiques attachés à une opération sont particulièrement marqués, je vous recommande de veiller à ce que la consultation soit effectivement mise en œuvre sur le projet scientifique d'intervention établi par l'opérateur.

Dans cette perspective, le décret du 11 mai 2007 introduit une modification de l'article 42 du décret du 3 juin 2004 en portant de un à deux mois maximum le délai qui vous est imparti pour délivrer l'autorisation de fouille après réception de la demande d'autorisation de fouille à laquelle est jointe ce projet scientifique d'intervention.

M<sup>me</sup> Agnès Mathieu, chef de la mission archéologie, (Tél. : 01.40.15.77.43) se tient à votre disposition pour vous assister dans la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions.

Je vous remercie de me faire part des difficultés éventuelles qui pourraient survenir dans leur application.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément



**Annexes**  
**Modèle d'arrêté préfectoral de nomination des membres d'une CIRA**

PRÉFECTURE DE LA RÉGION \_\_\_\_\_

Arrêté n° ..... du ..... portant nomination des membres de la commission interrégionale de la recherche archéologique de \_\_\_\_\_ (*nom de l'interrégion*)

Le préfet de région,

Sur proposition du directeur régional des affaires culturelles,

Vu le Code du patrimoine, notamment son livre V ;

Vu le décret n° 2007-823 du 11 mai 2007 relatif au Conseil national et aux commissions interrégionales de la recherche archéologique, notamment son article 19 ;

Vu les avis du Comité national de la recherche scientifique (section 31 et section 32) en date respectivement des 12 janvier 2007 et 10 janvier 2007 ;

Vu l'avis du Conseil national des universités (section 21) en date du 16 janvier 2007 ;

Vu l'avis du conseil scientifique de l'Institut national de recherches archéologiques préventives en date du 8 mars 2007,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** - Sont nommés membres de la commission interrégionale de la recherche archéologique (CIRA) de \_\_\_\_\_ (*nom de l'interrégion*) :

**I- Au titre du Centre national de la recherche scientifique**

M./M<sup>me</sup> \_\_\_\_\_ (*Prénom NOM*), \_\_\_\_\_ (*qualité/fonction*), \_\_\_\_\_ (*éventuellement spécialité chronologique*)

**II- Au titre de l'enseignement supérieur**

M./M<sup>me</sup> \_\_\_\_\_ (*Prénom NOM*), \_\_\_\_\_ (*qualité/fonction*), \_\_\_\_\_ (*éventuellement spécialité chronologique*)

**III- Au titre du ministère de la Culture**

M./M<sup>me</sup> \_\_\_\_\_ (*Prénom NOM*), \_\_\_\_\_ (*qualité/fonction*), \_\_\_\_\_ (*éventuellement spécialité chronologique*)

**IV- Au titre d'une collectivité territoriale**

M./M<sup>me</sup> \_\_\_\_\_ (*Prénom NOM*), \_\_\_\_\_ (*qualité/fonction*), \_\_\_\_\_ (*éventuellement spécialité chronologique*)

**V- Au titre des spécialistes**

M./M<sup>me</sup> \_\_\_\_\_ (*Prénom NOM*), \_\_\_\_\_ (*qualité/fonction*), \_\_\_\_\_ (*éventuellement spécialité chronologique*)

M./M<sup>me</sup> \_\_\_\_\_ (*Prénom NOM*), \_\_\_\_\_ (*qualité/fonction*), \_\_\_\_\_ (*éventuellement spécialité chronologique*)

M./M<sup>me</sup> \_\_\_\_\_ (*Prénom NOM*), \_\_\_\_\_ (*qualité/fonction*), \_\_\_\_\_ (*éventuellement spécialité chronologique*)

**V- Au titre de l'Institut national de recherches archéologiques préventives**

M./M<sup>me</sup> \_\_\_\_\_ (*Prénom NOM*), \_\_\_\_\_ (*qualité/fonction*), \_\_\_\_\_ (*éventuellement spécialité chronologique*)

**Article 2.** – Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional des affaires culturelles de \_\_\_\_\_ (*nom de la région siège*) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

**Modèle d'arrêté préfectoral de nomination des membres de la CIRA outre-mer**

PRÉFECTURE DE LA RÉGION \_\_\_\_\_

Arrêté n°..... du ..... portant nomination des membres de la commission interrégionale de la recherche archéologique de l'outre-mer

Le préfet de région,

Sur proposition du directeur régional des affaires culturelles,

Vu le Code du patrimoine, notamment son livre V ;

Vu le décret n° 2007-823 du 11 mai 2007 relatif au Conseil national et aux commissions interrégionales de la recherche archéologique, notamment son article 20 ;

Vu l'avis du conseil scientifique de l'Institut national de recherches archéologiques préventives en date du 8 mars 2007,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** - Sont nommés membres de la commission interrégionale de la recherche archéologique (CIRA) de l'outre-mer :

**I- Au titre des spécialistes**

M./M<sup>me</sup> \_\_\_\_\_ (*Prénom NOM*), \_\_\_\_\_ (*qualité/fonction*), \_\_\_\_\_ (*éventuellement spécialité chronologique*)

M./M<sup>me</sup> \_\_\_\_\_ (*Prénom NOM*), \_\_\_\_\_ (*qualité/fonction*), \_\_\_\_\_ (*éventuellement spécialité chronologique*)

M./M<sup>me</sup> \_\_\_\_\_ (*Prénom NOM*), \_\_\_\_\_ (*qualité/fonction*), \_\_\_\_\_ (*éventuellement spécialité chronologique*)

M./M<sup>me</sup> \_\_\_\_\_ (*Prénom NOM*), \_\_\_\_\_ (*qualité/fonction*), \_\_\_\_\_ (*éventuellement spécialité chronologique*)

**II- Au titre du ministère de la Culture**

M./M<sup>me</sup> \_\_\_\_\_ (*Prénom NOM*), \_\_\_\_\_ (*qualité/fonction*), \_\_\_\_\_ (*éventuellement spécialité chronologique*)

**III- Au titre de l'Institut national de recherches archéologiques préventives**

M./M<sup>me</sup> \_\_\_\_\_ (*Prénom NOM*), \_\_\_\_\_ (*qualité/fonction*), \_\_\_\_\_ (*éventuellement spécialité chronologique*)

**Article 2.** – Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional des affaires culturelles de Martinique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

**Arrêté n° 016 du 22 juin 2007 portant classement parmi les monuments historiques de la citadelle du Palais à Belle-Île-en-Mer (Morbihan).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du 1<sup>er</sup> mai 1933 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de la citadelle du Palais à Belle-Île-en-Mer (Morbihan) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du 5 juillet 2006 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 20 novembre 2006 ;

Vu la lettre d'adhésion au classement donnée par le propriétaire, M. Philippe Savry, en date du 15 février 2006 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de la citadelle du Palais à Belle-Île-en-Mer (Morbihan) présente au point de vue de l'histoire ou/et de l'art un intérêt public considérant que les remaniements successifs, bien lisibles, illustrent l'histoire de l'art de la fortification du 17<sup>e</sup> au 19<sup>e</sup> siècle,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est classée parmi les monuments historiques la citadelle du Palais, à Belle-Île-en-Mer (Morbihan), à savoir les façades et les toitures de l'ensemble de ses éléments constitutifs et parmi ceux-ci, la totalité de la poudrière circulaire, des vestiges des casemates réalisées par les architectes de Gondi et de la poudrière souterraine de l'Enveloppe, figurant au cadastre, section AC n° 11 d'une contenance de 7a 80ca et section AH, sous les n°s 14, 16, 17 et 18, d'une contenance respective de 1ha 49a 20ca, 5ha 06a 85ca, 2ha 61a 25ca et 76a 40ca, appartenant à la SCI Le Goéland dont le siège social se situe 30, rue des Francs-Bourgeois à Paris (3<sup>e</sup>), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris (75181), le 28 juillet 1988, sous le n° D 347 626 970, représentée par M. Philippe Savry, administrateur de biens, associé gérant, né le 31 mai 1939 à Paris (15<sup>e</sup>).

La SCI en est propriétaire par acte de cession de parts passé le 31 mars 2005 devant M<sup>e</sup> Gabriel Vidalenc, notaire associé à Paris (16<sup>e</sup>), publié à la conservation des hypothèques de Paris (75) recette de La Muette, le 7 avril 2005, bordereau n° 2005/255, case n° 1.

**Art. 2.** - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 1<sup>er</sup> mai 1933 susvisé.

**Art. 3.** - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Art. 4.** - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et aux propriétaires, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

**Arrêté n° 017 du 26 juin 2007 portant classement au titre des monuments historiques du château de Fléville-devant-Nancy (Meurthe-et-Moselle).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du 2 février 1982 portant classement parmi les monuments historiques des parties suivantes du château de Fléville-devant-Nancy (Meurthe-et-Moselle) : les façades et toitures du château et du bâtiment des communs du XVI<sup>e</sup> siècle, y compris son porche, ainsi que des communs du XVIII<sup>e</sup> siècle ; les douves ; le pont y compris les deux vases se trouvant à l'entrée ; les six vases rocailles décorant le parapet du fossé ; le sol des parterres précédant le pont ; le colombier en totalité ;

Vu l'arrêté en date du 10 octobre 1991 portant classement parmi les monuments historiques des parties suivantes du château de Fléville-devant-Nancy (Meurthe-et-Moselle) : le parc du château, y compris l'orangerie, la maison du jardinier, l'ermitage, le pont de l'île, le belvédère et la glacière ;

Vu l'arrêté en date du 5 février 1999 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques des parties suivantes du château de Fléville-devant-Nancy (Meurthe-et-Moselle) : le mur de clôture sur rue en totalité, y compris ses amortissements en hémicycle sur la basse-cour ; le local incorporé de l'ancien four banal ainsi que l'ensemble des intérieurs du château ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du 3 octobre 2006 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 22 janvier 2007 ;

Vu la lettre d'adhésion au classement de M. Thierry de Lambel, propriétaire, en date du 13 mai 2007 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation du château de Fléville-devant-Nancy présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public puisque, tout en conservant son donjon du Moyen Âge, cet important château constitue un rare témoignage, de grande qualité, de l'architecture castrale de l'époque Renaissance en Lorraine,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont classés au titre des monuments historiques le château de Fléville en totalité, ainsi que son mur de clôture sur la rue du château avec ses amortissements en hémicycle côté cour d'entrée et le local incorporé de l'ancien four banal en totalité, situés 5, rue du château à Fléville-devant-Nancy (Meurthe-et-Moselle) sur les parcelles n<sup>os</sup> 7, 8, 10 et 29, d'une contenance respective de 32ca, 18a 30ca, 35a 25ca et 14a 75ca, figurant au cadastre section AC et appartenant à M. Thierry, Marie, Joseph, de Lambel depuis une date antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1956.

**Art. 2.** - Le présent arrêté complète les arrêtés de classement parmi les monuments historiques des 2 février 1982 et 10 octobre 1991 susvisés et se substitue à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 5 février 1999 susvisé.

**Art. 3.** - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Art. 4.** - Il sera notifié au préfet du département, au maire et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

**Arrêté n° 018 du 26 juin 2007 portant extension d'inscription au titre des monuments historiques pour l'ensemble immobilier du château du Verger à Seiches-sur-le-Loir (Maine-et-Loire).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté du 12 novembre 2001, portant inscription au titre des monuments historiques du château du Verger ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 22 mai 2006 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation des terrains d'assiette et des bâtiments du parc clos de murs du château du Verger à Seiches-sur-le-Loir (Maine-et-Loire) ainsi que les terrains joignant le château au Loir présentent au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt suffisant en raison de l'intérêt de cet ensemble immobilier toujours essentiel pour les années 1500, en dépit des démantèlements des années 1770,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont inscrits au titre des monuments historiques les terrains d'assiette et les bâtiments du parc clos de murs du château du Verger ainsi que les terrains joignant le château au Loir, le tout figurant au cadastre de la commune de Seiches-sur-le-Loir (Maine-et-Loire), sur les sections et parcelles énumérées ci-dessous, avec leur contenance respective :

Section B - feuille n° 4 : (partie sud du parc clos de murs)

- 646 (00ha 20a 20ca)

- 647 (00ha 03a 50ca) (ruisseau du Ponceau, partie)

- 648 (00ha 68a 58ca)

- 650 (04ha 06a 45ca)

- 651 (01ha 87a 50ca)

- 652 (02ha 84a 56ca)

- 655 (00ha 81a 61ca)

- 658 (02ha 81a 75ca)

- 659 (03ha 17a 25ca)
- 660 (03ha 55a 55ca)
- 664 (00ha 20a 62ca)
- 665 (10ha 90a 20ca)
- 666 (00ha 20a 05ca)
- 667 (01ha 43a 38ca)
- 668 (00ha 35a 13ca) (« l'Hermitage »)
- 669 (00ha 58a 10ca)
- 670 (03ha 77a 21ca)
- 671 (01ha 23a 76ca) (allée)
- 672 (01ha 99a 17ca)
- 673 (01ha 13a 31ca)
- 674 (02ha 48a 00ca)
- 675 (00ha 48a 27ca)
- 676 (04ha 42a 58ca)
- 677 (00ha 42a 22ca)
- 678 (00ha 82a 33ca)
- 679 (09ha 00a 60ca)
- 684 (00ha 56a 84ca)
- 685 (00ha 31a 16ca)
- 686 (04ha 36a 00ca)
- 687 (03ha 94a 00ca) (ancien grand étang)
- 688 (00ha 12a 16ca)
- 689 (02ha 17a 64ca) (ancien grand étang)
- 690 (02ha 19a 20ca)
- 691 (00ha 45a 50ca)
- 692 (00ha 62a 00ca)

Section B - feuille n° 3 (partie nord du parc clos de murs)

- 574 (04ha 51a 00ca)
- 575 (04ha 54a 00ca)
- 576 (01ha 10a 35ca)
- 577 (00ha 32a 00ca)
- 578 (00ha 49a 00ca)
- 579 (00ha 64a 00ca) (ancien étang de la Fuye)
- 580 (00ha 82a 50ca) (ancien étang de la Fuye)
- 581 (00ha 19a 51ca)
- 583 (00ha 00a 52ca)
- 586 (01ha 27a 53ca)
- 587 (00ha 55a 38ca)
- 588 (00ha 08a 80ca)
- 589 (00ha 85a 07ca)
- 590 (00ha 11a 00ca)
- 591 (01ha 18a 00ca)
- 592 (00ha 80a 00ca)

- 593 (00ha 87a 80ca)
- 596 (00ha 76a 62ca)
- 597 (00ha 05a 83ca)
- 598 (00ha 68a 40ca) (allée)

Section ZK - feuille n° 3 (zone de liaison entre château et Loir)

- 26 (00ha 78a 00ca)
- 27 (00ha 08a 80ca)
- 28 (03ha 60a 60ca)
- 29 (00ha 86a 40ca)
- 31 (00ha 26a 00ca)
- 32 (00ha 18a 60ca)
- 38 (00ha 70a 00ca)
- 39 (00ha 46a 00ca)
- 40 (00ha 26a 50ca)
- 41 (00ha 30a 40ca) (« la Maison Neuve »)
- 42 (00ha 01a 60ca)
- 61 (04ha 17a 15ca)
- 62 (01ha 11a 38ca) (ancienne grande allée du château au Loir)
- 63 (00ha 69a 96ca)
- 64 (00ha 17a 43ca)
- 65 (00ha 08a 98ca)
- 66 (00ha 09a 46ca)
- 67 (00ha 48a 44ca)

Les parcelles (feuille n° 3) B n°s 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 583, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 596, 597, 598, (feuille n° 4) B n° 646, 647, 648, 650, 651, 652, 655, 658, 659, 660, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692 appartiennent à la société civile du Domaine du verger, constituée le 20 mars 1961, dont les statuts ont été déposés chez M<sup>e</sup> Fontana, notaire à Paris, et dont le siège social est fixé au château du Verger à Seiches-sur-le-Loir (Maine-et-Loire), par acte d'apport en société-acquisition du 29 mars 1961 passé par-devant M<sup>e</sup> Fontana, notaire à Paris, publié au bureau des hypothèques de Bauge (Maine-et-Loire), le 5 août 1961, volume 938, n° 16.

La parcelle ZK n° 38, la parcelle ZK n° 61 (issue de la division de la parcelle ZK n° 45) la parcelle ZK n° 62 (issue de la division de la parcelle ZK n° 44) et la parcelle ZK n° 63 (issue de la division de la parcelle ZK n° 37) appartiennent à ladite société par procès-verbal de remembrement du 5 novembre 1981, publié le 5 novembre 1981, volume R7, page 19.

La parcelle ZK n° 26 appartient en indivision à :

- M. Gravoueille Yves, Lucien, Emmanuel, né le 19 septembre 1958 à Angers (Maine-et-Loire) et à son épouse née Talourd Jocelyne, Marie, Joséphe, le 18 juin 1960 à Saint-Clément-de-la-Place (Maine-et-Loire), demeurant 5, avenue de la Grange-aux-Belles à Beaucouze (49070),

- M. Robert Jean-Claude, né le 26 octobre 1946 à Paris (75014) et à son épouse, née Gravoueille Annick, Mauricette, Odette, le 4 février 1949 à Bouchemaine (Maine-et-Loire), demeurant 14, rue Jean-Jaurès à Angers (49000),

- M. Delisle Alfred, Antoine, Pierre, né le 27 décembre 1949 à Casablanca au Maroc et à son épouse née Gravoueille Chantal, Marie, Louise, Joëlle, le 5 septembre 1957 à Angers (Maine-et-Loire), demeurant rue de Marchanderie à Beaucouze (49070).

Les intéressés en sont propriétaires indivis pour 1/3, par acte du 6 septembre 1991 passé par-devant M<sup>e</sup> Morin, notaire à Seiches-sur-le-Loir (Maine-et-Loire), publié au bureau des hypothèques de Bauge (Maine-et-Loire) le 15 par mai 1992, volume 1992 P 1077.

Les parcelles ZK n° 27 et n° 42 appartiennent à la commune de Seiches-sur-le-Loir (Maine-et-Loire), n° SIRET 214.903.338.000.17, par procès-verbal de remembrement du 5 novembre 1981, publié au bureau des hypothèques de Bauge (Maine-et-Loire), le 5 novembre 1981, volume R7, pages 6-7.

La parcelle ZK n° 28 appartient à M. Bertrand Paul, Henri, né le 5 juin 1954 à Jarze (Maine-et-Loire) et à son épouse née Chaussepied Brigitte, Marcelle, Simone, le 16 mars 1958 à Angers (Maine-et-Loire), demeurant rue de la Tuffière à Lue-en-Baugeois (49140).

Les intéressés en sont propriétaires par acte du 22 novembre 1995, passé par-devant M<sup>e</sup> Morin, notaire à Seiches-sur-le-Loir (Maine-et-Loire), publié au bureau des hypothèques de Bauge (Maine-et-Loire), le 14 décembre 1995, volume 1995 P 2761.

Les parcelles ZK n° 29 et n° 31 appartiennent à M. Froger Émile, Georges, Marie, né le 11 juillet 1926 à La Chapelle-Saint-Laud (Maine-et-Loire) et à son épouse, née Guyard Léa, Marie, le 29 juin 1927 à Seiches-sur-le-Loir (Maine-et-Loire), demeurant 7, rue Nationale à Seiches-sur-le-Loir (49140).

Les intéressés en sont propriétaires par procès-verbal de remembrement du 5 novembre 1981, publié au bureau des hypothèques de Bauge (Maine-et-Loire), le 5 novembre 1981, volume R7, page 188.

La parcelle ZK n° 32 appartient à M<sup>me</sup> Chouane Véronique, Marie, Germaine, épouse Miller James, née le 21 janvier 1967 à Rumilly (Haute-Savoie), demeurant à 28, thorn drive Bearsden Glasgow G 61 4 L U (Écosse).

L'intéressée en est propriétaire par acte du 18 juillet 2005, passé par-devant M<sup>e</sup> Morin, notaire à Seiches-sur-le-Loir (Maine-et-Loire), publié au bureau des hypothèques de Bauge (Maine-et-Loire), le 2 août 2005, volume 2005P, n° 2626.

La parcelle ZK n° 39 appartient à M. Lessiau Hubert, Auguste, célibataire, né le 8 décembre 1960 à Seiches-sur-le-Loir (Maine-et-Loire), demeurant 1, rue de Verdun à Maze (49630).

L'intéressé en est propriétaire par acte du 2 février 2000, passé par-devant M<sup>e</sup> Morin, notaire à Seiches-sur-le-Loir (Maine-et-Loire), publié au bureau des hypothèques de Bauge (Maine-et-Loire), le 9 février 2000, volume 2000P, n° 405.

La parcelle ZK n° 40 appartient, pour l'usufruit, à M<sup>me</sup> Chevreux, veuve Terrien, Odile, Renée, Jeanne, née le 26 janvier 1927 à La Chapelle-Saint-Laud (Maine-et-Loire), demeurant à Le Couvent à Seiches-sur-le-Loir (49140), par procès-verbal de remembrement du 5 novembre 1981, publié au bureau des hypothèques de Bauge (Maine-et-Loire), le 5 novembre 1981, volume R7, page 386.

La parcelle ZK n° 41 appartient, pour l'usufruit, à M<sup>me</sup> Chevreux, veuve Terrien, Odile, Renée, Jeanne, née le 26 janvier 1927 à La Chapelle-Saint-Laud (Maine-et-Loire), demeurant à Le Couvent à Seiches-sur-le-Loir (49140), par procès-verbal de remembrement du 5 novembre 1981, publié au bureau des hypothèques de Bauge (Maine-et-Loire), le 5 novembre 1981, volume R7, page 385.

Les parcelles ZK n° 40 et n° 41 appartiennent, pour la nue-propriété, à M. Terrien Jacques, Loïc, Yves, époux Legrand, né le 23 avril 1955 à Angers (Maine-et-Loire), demeurant 17, rue du Petit-Anjou à Bouchemaine (49080).

L'intéressé en est propriétaire par actes du 13 juillet 1999, passé par-devant M<sup>e</sup> Morin, notaire à Seiches-sur-le-Loir (Maine-et-Loire), publiés au bureau des hypothèques de Bauge (Maine-et-Loire), le 20 septembre 2001, volume 2001P, n° 2296 et n° 2299.

La parcelle ZK n° 64 appartient en indivis à M. Kwakkenbos Antonius, Adrianus, Maria, époux Smorenburg, né le 25 août 1957 à Driebergen-Rysenburg (Pays-Bas) et à son épouse, née Smorenburg Petronella, Johanna, Paschalia, le 10 avril 1959 à

Drieberger-Rysenburg (Pays-Bas), demeurant 18, rue de la Chapelle à Seiches-sur-le-Loir (Maine-et-Loire).

Les intéressés en sont propriétaires par acte du 23 août 2002 passé par-devant M<sup>e</sup> Olivier, notaire à Durtal (Maine-et-Loire), publié au bureau des hypothèques de Bauge (Maine-et-Loire), le 10 octobre 2002, volume 2002P, n° 2341.

Les parcelles ZK n° 65 et n° 66 appartiennent en indivis à M. Apremont Joël, Jean, René, né le 11 septembre 1963 à Clefs (Maine-et-Loire) et à son épouse née Duprez Laurence, Nicole, Casilda, le 11 octobre 1968 à Lille (Nord), demeurant EREA, rue Jean-Giono à Saint-Barthelemy-d'Anjou (49124).

Les intéressés en sont propriétaires par acte du 9 mars 2001 passé par-devant M<sup>e</sup> Morin, notaire à Seiches-sur-le-Loir (Maine-et-Loire), publié au bureau des hypothèques de Bauge (Maine-et-Loire), le 26 mars 2001, volume 2001P, n° 728.

La parcelle ZK n° 67 appartient à M. Bonnaventure Gaëtan, Jean-Mickael, célibataire, né le 28 mars 1971 à Angers (Maine-et-Loire), par acte du 2 décembre 1998 passé par-devant M<sup>e</sup> Morin, notaire à Seiches-sur-le-Loir (Maine-et-Loire), publié au bureau des hypothèques de Bauge (Maine-et-Loire), le 7 janvier 1998, volume 1999P, n° 23.

**Art. 2.** - Le présent arrêté complète l'arrêté d'inscription du 21 novembre 2001 susvisé.

**Art. 3.** - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit, et au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

**Art. 4.** - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et aux propriétaires, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

**Arrêté n° 019 du 26 juin 2007 portant classement au titre des monuments historiques de la grotte de la Coscia à Rogliano (Haute-Corse).**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du 9 janvier 2007 portant inscription de la grotte de la Coscia à Rogliano (Haute-Corse) ;

Vu l'avis du conseil des sites en formation du patrimoine en date du 29 mai 2006 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 21 mai 2007 ;

Vu la lettre d'adhésion au classement de M. Paul Colombani, propriétaire, en date du 21 mars 1996 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de la grotte de la Coscia à Rogliano (Haute-Corse) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public car elle constitue un ensemble sédimentaire et paléontologique du Pléistocène moyen particulièrement significatif et exceptionnel,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est classée en totalité la parcelle n° 824 contenant la grotte de la Coscia à Rogliano (Haute-Corse), d'une contenance de 1ha 72a 32ca figurant au cadastre section F feuille n° 3 et appartenant à M. Paul, Marie Colombani, 13, allée Duquesne à Nantes. Celui-ci en est propriétaire depuis une date antérieure à 1956.

**Art. 2.** - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 9 janvier 2007 susvisé.

**Art. 3.** - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Art. 4.** - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune de Rogliano et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

**Arrêté n° 020 du 26 juin 2007 portant classement au titre des monuments historiques du site archéologique antique de Piantarella à Bonifacio (Corse-du-Sud).**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du 30 janvier 1990 portant inscription du site archéologique antique de Piantarella à Bonifacio (Corse-du-Sud) ;

Vu l'avis du conseil des sites en formation du patrimoine en date du 29 mai 2006 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 21 mai 2007 ;

Vu la lettre d'adhésion au classement de M. Léon-Gilles Padovani, représentant la SCI Stella d'Oro, en date du 25 novembre 2004 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation du site archéologique antique de Piantarella à Bonifacio (Corse-du-Sud) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de son caractère particulièrement emblématique de la Corse antique,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est classée en totalité la parcelle n° 609 contenant le site archéologique de Piantarella à Bonifacio (Corse-du-Sud), d'une contenance de 2ha 60a 51ca figurant au cadastre section M et appartenant à la société civile immobilière Stella d'Oro, enregistrée au registre du commerce et des sociétés d'Ajaccio (Corse-du-Sud), le 17 mai 1991 sous le n° 91 D 58, dont le siège social est Résidence Jovasol, à Bonifacio (Corse-du-Sud) et qui est représentée par M. Léon-Gilles Padovani, en qualité de mandataire, demeurant Villa Nicole, Pezza-Cardo, à Porto-Vecchio (Corse-du-Sud).

La société civile immobilière Stella d'Oro en est propriétaire par acte d'acquisition du 26 août 1991 passé devant M<sup>e</sup> Léon-Gilles Padovani, notaire à Corte (Haute-Corse), et publié le 7 octobre 1991 au bureau des hypothèques d'Ajaccio, volume 199NP4962, n°194/231.

**Art. 2.** - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 30 janvier 1990 susvisé.

**Art. 3.** - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Art. 4.** - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune de Bonifacio et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

**Arrêté n° 021 du 26 juin 2007 portant classement au titre des monuments historiques de l'oratoire Saint-Roch de Bastia (Haute-Corse).**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du 9 janvier 2007 portant inscription de l'oratoire Saint-Roch de Bastia (Haute-Corse) ;

Vu l'avis du conseil des sites en formation du patrimoine en date du 29 mai 2006 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 21 mai 2007 ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Bastia, propriétaire, portant adhésion au classement lors de sa séance du 5 septembre 1995 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'oratoire Saint-Roch de Bastia (Haute-Corse) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public s'agissant d'un important et luxueux témoignage baroque par la qualité et la richesse de ses décors intérieurs bien conservés dans une simple construction néoclassique à l'extérieur,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est classé l'oratoire Saint-Roch de Bastia (Haute-Corse), situé rue Napoléon, sur la parcelle n° 125 d'une contenance de 5a 85ca figurant au cadastre section A feuille N et appartenant à la commune de Bastia depuis une date antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1956.



**Art. 2.** - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 9 janvier 2007 susvisé.

**Art. 3.** - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Art. 4.** - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune de Bastia propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

**Arrêté n° 022 du 27 juin 2007 portant classement au titre des monuments historiques de l'église Saint-Julien à Caen (Calvados).**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du 29 mars 2005 portant inscription au titre des monuments historiques de l'église Saint-Julien, en totalité, à Caen (Calvados) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de Basse-Normandie, en date du 17 novembre 2004 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue, en sa séance du 13 juin 2005 ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Caen (Calvados), propriétaire, portant adhésion au classement en date du 26 février 2007 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'église Saint-Julien à Caen (Calvados) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public, en raison de l'intérêt majeur de cette œuvre de l'architecte Henry Bernard, originale dans sa conception, novatrice par sa forme, par l'harmonie du volume intérieur, éclairé par les vitraux d'Edelmann, et par la qualité de sa construction,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est classée parmi les monuments historiques, en totalité, l'église Saint-Julien à Caen (Calvados), avec le presbytère et la galerie de liaison, ainsi que l'assise foncière, figurant au cadastre section IA, sur la parcelle n° 179 d'une contenance de 3 la 23ca, 3, rue Malfilâtre, et appartenant à la commune de Caen, n° SIREN 211 401 187.

Celle-ci en est propriétaire en vertu de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1958 publié au bureau des hypothèques de Caen (Calvados), le 4 décembre 1958, volume 870, n° 1, et par acte du 9 septembre 1964 reçu par M<sup>e</sup> Lecornu notaire à Caen (Calvados), publié au bureau des hypothèques de Caen (Calvados), le 8 octobre 1964, volume 1792, n° 6.

**Art. 2.** - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 29 mars 2005 susvisé.

**Art. 3.** - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Art. 4.** - Il sera notifié au préfet du département et au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

---

---

## CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX

### Décision n° DDC/DA/RL/2007-0305 du 2 mai 2007 portant délégation de signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 12 avril 2005 portant nomination de M. Christophe Vallet dans les fonctions de président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision n° 1402/2563/CS/SA du 3 août 2004 portant désignation de M. Nicolas Simonnet, administrateur de l'abbaye du Mont-Saint-Michel ;

Vu la décision n° 1303/sj/ng/287-2004 du 19 octobre 2004 et adm 4-2004 du 1<sup>er</sup> septembre 2004 et portant délégation de signature à M. Nicolas Simonnet ;

Vu le budget de l'opération d'installation d'un appareil de levage, de manutention et d'approvisionnement au Saut Gauthier ci-annexé,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Dans le cadre de l'opération susvisée, délégation de signature est donnée à M. Nicolas Simonnet, administrateur de l'abbaye du Mont-Saint-Michel, à l'effet de signer les engagements juridiques de dépense dans le cadre du budget susvisé.

**Art. 2.** - La présente décision prend effet à compter de sa signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Christophe Vallet

### Fiche d'opération

#### Abbaye du Mont-Saint-Michel

Opération de mise en place d'un appareil de levage, de manutention et d'approvisionnement au Saut Gauthier

Entreprise	Entreprise retenue	Coût HT	Remarques
Livraison, pose & mise en service Treuil simple tambour	Faure équipement (87)	49 115	
Mission SPS Conception & réalisation	ARIA (35)	854	
Contrôle technique diagnostic de sécurité	Bureau Veritas (35)	700	
Travaux de remise en état de la clôture en recette basse	Menuiserie	3 679	à consulter
Total HT		54 348	
TVA 19,6%		10 652	
Total TTC		65 000	

#### **Décision n° 1303-2007-IG du 3 mai 2007 portant délégation de signature.**

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 modifié ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 12 avril 2005 portant nomination de M. Christophe Vallet dans les fonctions de président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision du 3 mai 2007 portant nomination de M. Werner Rauch, inspecteur général,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation de signature est donnée à M. Werner Rauch, inspecteur général, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions d'ordonnateur et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les pré-engagements ;
- les engagements juridiques en dépense et en recette

d'un montant inférieur à 45 000 euros HT à l'exclusion des commandes d'études ;

- les états de frais dans le cadre des réceptions et des ordres de mission ;

- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;

- les ordres de missions concernant les personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger.

**Art. 2.** - Le directeur, le directeur des ressources humaines, le directeur administratif et financier et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Christophe Vallet

**Décision n° DAF/SJ/2007-3-VL du 15 mai 2007 portant délégation de signature.**

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 modifié ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 12 avril 2005 portant nomination de M. Christophe Vallet dans les fonctions de président du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant Code des marchés publics ;

Vu l'arrêté du 22 avril 2004 fixant les conditions d'acquisition d'objets mobiliers par le Centre des monuments nationaux pour le compte de l'État ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 mai 2007 nommant M. Vincent Le Roux aux fonctions de directeur général du Centre des monuments nationaux,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe Vallet, président du Centre des monuments nationaux, délégation de signature est donnée à M. Vincent Le Roux, directeur général, dans la limite de ses attributions, pour tous actes et décisions entrant dans le cadre des compétences du président de l'établissement, telles qu'elles sont définies à l'article 12 du décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié susvisé à l'exception :

- des décisions en matière de baux ;
- de la représentation de l'établissement public en justice et de la signature des transactions ;
- des décisions modificatives du budget énoncées à l'article 12-4° du décret du 26 avril 1995 susvisé ;
- des décisions d'acquisitions des objets mobiliers destinés aux collections par acquisition, dons et legs.

**Art. 2.** - La présente décision prend effet à compter de sa signature et sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Christophe Vallet

**Décision du 5 juin 2007 portant délégation de signature pour les aménagements de la maison des mégalithes à Carnac.**

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 12 avril 2005 portant nomination de M. Christophe Vallet dans les fonctions de président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision n° 1402/4429/CS/SA du 19 novembre 2004 portant nomination de M. Antoine Lataste, administrateur des sites mégalithiques de Carnac, Cairn de Barnenez, de Locmariaquer ;

Vu la décision n° 1303/sj/ng/abf et adm 6-2004 du 1<sup>er</sup> décembre 2004 portant délégation de signature à M. Antoine Lataste ;

Vu le budget de l'opération de réaménagement intérieur de la maison des mégalithes ci-annexé,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Dans le cadre de l'opération susvisée, délégation de signature est donnée à M. Antoine Lataste, administrateur des sites mégalithiques de Carnac, Cairn de Barnenez, de Locmariaquer, à l'effet de signer les engagements juridiques en dépense dans le cadre du budget susvisé.

**Art. 2.** - La présente décision prend effet à compter de sa signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Christophe Vallet

(Annexe page suivante)

**Annexe****Carnac : Désignation des travaux d'aménagement**

réaménagement intérieur de la maison des mégalithes

Budget prévisionnel

Chapitre budgétaire	Poste de dépense	Détail	MONTANT	
			HT euros	TTC euros
06952	1. ASSISTANCE MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAÎTRISE D'ŒUVRE	<b>première phase APS-APD</b> visite de lancement + programme relevé, saisie informatique du plan et mobilier, analyse esquisse, présentation pour validation, adaptations, saisie plan global projet définitif	1 625,00	1 943,50
		<b>deuxième phase PRO-ACT</b> choix matériel + dessin mobilier, descriptif des travaux (pièces techniques) dossier de consultation (pièces administratives) analyse des offres	1 150,00	1 375,40
		<b>troisième phase VISA-DET-AOR</b> visa plans, suivi des travaux	1 125,00	1 345,50
	2. TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT		15 894,99	19 010,41
		.../...		
	<b>TOTAL</b>		<b>19 794,99</b>	<b>23 674,81</b>

Le président,  
Par délégation :  
Philippe Casset,  
Chef du département budgétaire et financier

**Décision n° 06-2007/DAF1 du 28 juin 2007 portant délégation de signature.**

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 modifié ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 12 avril 2005 portant nomination de M. Christophe Vallet dans les fonctions de président du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant Code des marchés publics ;

Vu la décision du 28 juin 2007 nommant M<sup>me</sup> Clarisse Mazoyer directrice administrative et financière,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Clarisse Mazoyer, directrice administrative et financière, à l'effet de signer :

- les pré-engagements ;
- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur ou égal à 90 000 euros HT à l'exclusion des commandes ou contrats d'études ;
- les autorisations de conduire les véhicules ;
- les ordres de mission, les autorisations et les certificats administratifs relatifs aux déplacements des personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger ;
- les états des frais de l'ensemble des agents du siège dans le cadre des ordres de mission ;
- les décisions de prise en charge de frais de déplacement de personnes extérieures à l'établissement ;
- les contrats et avenants concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits pour répondre à des besoins occasionnels ou saisonniers ;
- les actes de liquidation, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes ;
- les notes au contrôleur financier.

**Art. 2.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Clarisse Mazoyer, délégation de signature est donnée à M. Benjamin Michelot, chef du département de la politique des achats, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions d'ordonnateur et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les pré-engagements ;
- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 euros HT à l'exclusion des commandes d'études ;
- les actes de liquidation, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires.

**Art. 3.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Clarisse Mazoyer, délégation de signature est donnée à M. Gabriel Ballif, chef du service juridique, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions d'ordonnateur et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les pré-engagements ;
- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 euros HT à l'exclusion des commandes d'études ;
- les actes de liquidation, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires.

**Art. 4.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Clarisse Mazoyer, délégation de signature est donnée à M. Pierre Lesné, chef du service intérieur, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions d'ordonnateur et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les pré-engagements ;
- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 euros HT à l'exclusion des commandes d'études ;
- les états de frais dans le cadre des réceptions et des ordres de mission ;
- les actes de liquidation, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires.

**Art. 5.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Clarisse Mazoyer, délégation de signature est donnée à M. Philippe Casset, chef du département budgétaire et financier, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions d'ordonnateur et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les pré-engagements ;

- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 euros HT à l'exclusion des commandes d'études ;
- les engagements comptables ;
- les actes de liquidations et d'ordonnancement des dépenses, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes ;
- les notes au contrôleur financier ;

concernant les crédits gérés directement par le département budgétaire et financier ou en cas d'absence ou d'empêchement d'un administrateur ou d'un architecte des Bâtiments de France, les documents suivants :

- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 euros HT à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,
- les actes de liquidation, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires.

**Art. 6.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Casset, délégation de signature est donnée à :

6.1 - M. Lionel Dupont, chef du bureau des recettes et du droit d'entrée, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions d'ordonnateur et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les pré-engagements ;
- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 euros HT à l'exclusion des commandes d'études ;
- les engagements comptables ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes ;
- les actes de liquidations et d'ordonnancement des dépenses, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;

concernant les crédits gérés directement par le département budgétaire et financier ou en cas d'absence ou d'empêchement d'un administrateur ou d'un architecte des Bâtiments de France, les actes suivants :

- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 euros HT à l'exclusion des commandes d'études ;
- les actes de liquidations et d'ordonnancement des dépenses, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;
- les états des frais dans le cadre des réceptions et des ordres de mission.

6.2 - M<sup>me</sup> Florence Boderiou, chef du bureau de contrôle et d'évaluation des ordonnancements, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions d'ordonnateur et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les pré-engagements ;
- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 euros HT à l'exclusion des commandes d'études ;
- les engagements comptables ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes ;
- les actes de liquidations et d'ordonnancement des dépenses, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;

concernant les crédits gérés directement par le département budgétaire et financier ou en cas d'absence ou d'empêchement d'un administrateur ou d'un architecte des Bâtiments de France, les actes suivants :

- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 euros HT à l'exclusion des commandes d'études ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;
- les états des frais dans le cadre des réceptions et des ordres de mission.

**Art. 7.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Christophe Vallet

**Décision n° DAF/SJ/NG-152-2007 du 28 juin 2007 portant délégation de signature.**

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 12 avril 2005 portant nomination de M. Christophe Vallet dans les fonctions de président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la nomination le 18 juin 2007 de M. Claude Veyssière Pomot, conservateur général du patrimoine, en qualité d'administrateur de la Villa Savoye,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation de signature est donnée M. Claude Veyssière Pomot, conservateur général du patrimoine, administrateur de la Villa Savoye, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions d'ordonnateur au nom du président du Centre des monuments nationaux, dans la limite des crédits ouverts, au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656), et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695) à l'exclusion de l'acquisition des véhicules de service, de matériel informatique :

- les pré-engagements ;
- les engagements juridiques en dépense d'un montant unitaire inférieur ou égal à 23 000 euros HT, à l'exclusion des commandes d'étude ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandaterments, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;
- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages conformes aux catégories d'occupation et aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national ;
- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments ;
- les ordres de mission en France métropolitaine, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels ;
- les contrats et avenants concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à des besoins occasionnels ou saisonniers ;

- les avenants aux contrats concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à un besoin permanent à temps incomplet et assurant des besoins complémentaires occasionnels ou saisonniers.

**Art. 2.** - Le directeur, le directeur des ressources humaines, le directeur administratif et financier et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Christophe Vallet

---



---

## CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE

**Extrait de la décision du 1<sup>er</sup> février 2007 portant nomination du président de la commission prévue à l'article 57 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 modifié relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique ainsi que des vice-présidents et des membres du premier et du deuxième collège de ladite commission.**

Par décision de la directrice générale du Centre national de la cinématographie, en date du 1<sup>er</sup> février 2007 :

Est nommé, pour une durée d'un an, président de la commission prévue à l'article 57 du décret du 24 février 1999 susvisé :

M. Claude Durand

Sont nommés, pour une durée d'un an, vice-présidents au titre du premier et du deuxième collège de la commission précitée :

Au titre du premier collège :

M<sup>me</sup> Marie Masmonteil

Au titre du deuxième collège :

M<sup>me</sup> Michèle Ray-Gavras

Sont nommés, pour une durée d'un an, membres de la commission précitée :

En qualité de membres titulaires du premier collège :

M<sup>me</sup> Lubna Azabal

M<sup>me</sup> Françoise Gazio

M<sup>me</sup> Marcia Romano

M. Dominique Besnehard  
M. Emmanuel Burdeau  
M. Bourlem Guerdjou  
M. Bruno Nuytten

En qualité de membres titulaires du deuxième collège :

M<sup>me</sup> Linh-Dan Pham  
M<sup>me</sup> Pascale Ferran  
M. Rachid Bouchareb  
M. Guy Braucourt  
M. Marc Cholodenko  
M. Serge Lalou  
M. Manuel Pradal

En qualité de membres suppléants du premier et du deuxième collège :

M<sup>me</sup> Prune Engler  
M<sup>me</sup> Laurence Ferreira-Barbosa  
M<sup>me</sup> Marjane Satrapi  
M<sup>me</sup> Claire Simon  
M. Laurent Champoussin  
M. Michel Crépu  
M. Grégory Gajos  
M. Alain Gomis  
M. Christian Jeune  
M. Pascal Légitimus  
M. Philippe Liégeois  
M. Melvil Poupaud

**Extrait de la décision du 9 février 2007 portant nomination des membres de la commission prévue au paragraphe v de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 95-110 du 2 février 1995 modifié relatif au soutien financier à la production, à la préparation et à la distribution d'œuvres audiovisuelles.**

Par décision de la directrice générale du Centre national de la cinématographie, en date du 9 février 2007 :

Sont nommés, pour une durée de deux ans, membres de la commission prévue au paragraphe v de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 95-110 du 2 février 1995 modifié relatif au soutien financier à la production, à la préparation et à la distribution d'œuvres audiovisuelles :

M<sup>me</sup> Marie-Laure Montironi  
M. Jean Dufour  
M. Lionel Marty  
M. Hervé Michel

**Extrait de la décision du 24 avril 2007 portant nomination à la commission prévue au paragraphe 1 (1°) de l'article 5 du décret n° 95-110 du 2 février 1995 modifié relatif au soutien financier à la production, à la préparation et à la distribution d'œuvres audiovisuelles.**

Par décision de la directrice générale du Centre national de la cinématographie, en date du 24 avril 2007 :

Sont nommés membres de la commission prévue au paragraphe 1 (1°) de l'article 5 du décret n° 95-110 du 2 février 1995 modifié relatif au soutien financier à la production, à la préparation et à la distribution d'œuvres audiovisuelles :

M. Charles-Antoine de Rouvre, président  
M<sup>me</sup> Perrine Fontaine, membre titulaire  
M<sup>me</sup> Blanche Guichou, membre titulaire  
M<sup>me</sup> Silvia Kahn, membre titulaire  
M<sup>me</sup> Martine Moriconi, membre titulaire  
M. Valéry Gaillard, membre suppléant

**Décision du 5 juin 2007 portant habilitation des agents du Centre national de la cinématographie pour effectuer des contrôles sur les déclarations prévues à l'article 47 du Code de l'industrie cinématographique.**

La directrice générale du Centre national de la cinématographie,

Vu le Code de l'industrie cinématographique, notamment ses article 47 à 49 ;

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont habilités, pour effectuer les contrôles des déclarations prévus à l'article 47 du Code de l'industrie cinématographique et les opérations visées à l'article 48 du même code, les agents dont la liste est fixée comme suit :

Xavier Albertella  
Jean-Yves Billot  
Richard Bitsch  
Raphaël Ceriez  
Chantal Couturier  
Maurice Demichy  
Pierre Eynard  
Audrey Azoulay  
Philippe Gautier  
Valérie Goyard  
Joëlle Guittet



Thierry Hébert  
 Fabienne Honnoré  
 Charlotte Huteaux  
 Françoise Lacroix  
 Monique Ménager  
 Régis Orbillot  
 Josiane Panciatici  
 Philippe Poudensan  
 Dominique Renaud  
 Yves Rialland  
 Laurent Vennier  
 Édith Rodier

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet du Centre national de la cinématographie.

La directrice générale du Centre national de la cinématographie,  
 Véronique Cayla

---



---

## INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHES ARCHÉOLOGIQUES PRÉVENTIVES

**Décision n° 2007/DG-022 du 15 mai 2007 portant délégation de signature au directeur interrégional Centre Île-de-France de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) et à ses adjoints.**

La directrice générale,

Vu le titre II du livre V du Code du patrimoine, et notamment ses articles L. 523-1 et suivants ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2002-90 du 16 janvier 2002 modifié portant statut de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, et notamment son article 14, alinéa 2 ;

Vu le décret n° 2002-450 du 2 avril 2002 portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, modifié par le décret n° 2002-1099 du 28 août 2002 ;

Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

Vu le décret du 6 décembre 2006 portant nomination de la directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation est donnée à M. Marc Sidaner, directeur de l'interrégion Centre Île-de-France, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d'opération ;
- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'établissement public, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'établissement public, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;
- les conventions de collaboration avec les responsables scientifiques d'opération désignés par l'État qui n'appartiennent pas au personnel de l'établissement, ainsi que les conventions avec les experts ou spécialistes nécessaires à la réalisation des opérations d'archéologie préventive ;
- les conventions-cadres et les conventions ponctuelles de coopération avec les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, hormis celles prévoyant le versement par l'établissement public de subventions ;
- les commandes, lettres de commandes, contrats ou marchés passés par l'INRAP pour répondre à ses propres besoins, et actes d'engagement juridique de dépenses, d'un montant inférieur à un seuil de 45 000 euros HT ;
- les ordres de service, les décisions de poursuivre, les bons de commande, et tous les actes d'exécution afférents aux marchés publics passés par l'INRAP pour répondre à ses propres besoins, notifiés et mis en œuvre par la direction interrégionale ;
- la certification du service fait ;
- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'établissement public et aux responsables scientifiques extérieurs placés sous l'autorité du directeur de l'interrégion par intérim ;
- les demandes d'avance périodique, les demandes d'avance spécifique et les demandes d'avance conventionnelle sur frais de fonctionnement de chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursement hebdomadaires de frais, les ordres de

service permanents et les ordres de service temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;

- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain et les procès-verbaux de fin de chantier ;

- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'interrégion.

**Art. 2.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc Sidaner, directeur de l'interrégion Centre Île-de-France, délégation est donnée à M. Gilles Martin et à M<sup>me</sup> Martine Petitjean, tous deux adjoints administrateurs auprès du directeur de l'interrégion Centre Île-de-France, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives, tous les actes visés à l'article 1<sup>er</sup>.

**Art. 3.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc Sidaner, directeur de l'interrégion Centre Île-de-France, de M. Gilles Martin et de M<sup>me</sup> Martine Petitjean, adjoints administrateurs auprès du directeur de l'interrégion Centre Île-de-France, délégation est donnée à M. Raphaël de Filippo, à M. Hervé Guy, à M. Thierry Massat et à M<sup>me</sup> Antoinette Navecht-Domin, tous quatre adjoints scientifiques et techniques auprès du directeur de l'interrégion Centre Île-de-France, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives :

- les projets d'opération qui concernent les opérations d'archéologie préventive relevant de leur compétence ;  
- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain ;  
- les procès-verbaux de fin de chantier.

**Art. 4.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc Sidaner, directeur de l'interrégion Centre Île-de-France, de M. Gilles Martin et de M<sup>me</sup> Martine Petitjean, adjoints administrateurs, de M. Raphaël de Filippo, de M. Hervé Guy et de M. Thierry Massat, adjoints scientifiques et techniques auprès du directeur de l'interrégion Centre Île-de-France, délégation est donnée, jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2008, à M. Thibaud Guiot, coordinateur scientifique des opérations de diagnostic sur l'autoroute A 19 (interrégion Centre Île-de-France), à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les projets d'opération afférents aux diagnostics d'archéologie préventive réalisés sur l'autoroute A 19.

**Art. 5.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc Sidaner, directeur de l'interrégion Centre Île-de-France, de M. Gilles Martin et de M<sup>me</sup> Martine Petitjean, adjoints administrateurs, délégation est donnée, jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2008, à M<sup>me</sup> Karmen Krysa, coordinatrice administrative des opérations de diagnostic sur l'autoroute A 19 (interrégion Centre Île-

de-France), à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les ordres de mission des agents de l'INRAP affectés à la réalisation des diagnostics d'archéologie préventive sur l'autoroute A 19.

**Art. 6.** - La directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de l'institut.

La directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,  
Nicole Pot

**Décision n° 2007-027 du 12 juin 2007 portant délégation de signature à la directrice de l'administration et des finances de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) et ses principaux collaborateurs.**

La directrice générale,

Vu le titre II du livre V du Code du patrimoine, et notamment ses articles L. 523-1 et suivants ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2002-90 du 16 janvier 2002 modifié portant statut de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, et notamment son article 14, alinéa 2 ;

Vu le décret n° 2002-450 du 2 avril 2002 modifié portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ;

Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

Vu le décret du 6 décembre 2006 portant nomination de la directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation est donnée à M<sup>me</sup> Christiane Berthot, directrice de l'administration et des finances, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

1) d'une part :

- tous documents comptables en dépense et recette ;  
- les ordres de dépenses et de recettes ;  
- les factures de recette émises par l'établissement public ;

- les certificats administratifs ;
- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'établissement public, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'établissement public, passés avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé ;
- les commandes, lettres de commandes, contrats ou marchés passés par l'INRAP pour répondre à ses propres besoins, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels ;
- les ordres de service, les décisions de poursuivre, les bons de commande, et tous les actes d'exécution afférents aux marchés publics passés par l'INRAP pour répondre à ses propres besoins, notifiés et mis en œuvre par la direction de l'administration et des finances ;
- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'établissement public placés sous l'autorité de la directrice de l'administration et des finances ;
- les demandes d'avance afférentes aux agents de l'INRAP placés sous l'autorité de la directrice de l'administration et des finances ;
- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'administration et des finances ;

2) et d'autre part, les actes relatifs à l'exécution des décisions d'attribution de subventions de l'État et des décisions de prise en charge financées par le Fonds national pour l'archéologie préventive, ainsi que toute autre décision afférente à la gestion du fonds, notamment :

- les engagements comptables ;
- les ordres de dépenses et de recettes.

**Art. 2.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Christiane Berthot, directrice de l'administration et des finances, délégation est donnée à M. Philippe Merrichelli, directeur de l'administration et des finances adjoint, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les mêmes documents que ceux mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus.

**Art. 3.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Christiane Berthot, directrice de l'administration et des finances, et de M. Philippe Merrichelli, directeur de l'administration et des finances adjoint, délégation est donnée à M<sup>me</sup> Sandrine Leboisselier, chef du service

des affaires financières et budgétaires, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les titres de recette ;
- les bordereaux de recettes et de dépenses ;
- les bordereaux d'ordre de paiement et les ordres de paiement ;
- les bordereaux d'ordre de reversement et les ordres de reversement ;
- les certifications de réimputation ;
- les certificats administratifs ;
- les factures de recette de l'établissement public.

**Art. 4.** - La directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de l'institut.

La directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,  
Nicole Pot

---



---

## MUSÉE DU LOUVRE

### **Décision du 4 mai 2007 du président-directeur de l'établissement public du musée du Louvre portant renouvellement des membres de la section « histoire du Louvre » pour la commission des acquisitions de l'établissement.**

Le président-directeur de l'établissement public du musée du Louvre,

Vu les textes applicables en la matière et notamment :

Vu le Code du domaine de l'État ;

Vu le Code du patrimoine ;

Vu la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France ;

Vu le décret n° 45-2075 du 31 août 1945 modifié portant application de l'ordonnance relative à l'organisation provisoire des musées des beaux-arts ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre et ensemble les textes pris pour son application ;

Vu les décrets n° 2002-628 du 25 avril 2002 et n° 2002-852 du 2 mai 2002 pris en application de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France ;

Vu le décret n° 2003-1302 du 26 décembre 2003 relatif au conseil artistique des musées nationaux ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 2004 portant composition et fonctionnement de la commission des acquisitions de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 2004 relatif aux seuils de valeur au-dessus desquels le conseil artistique des musées nationaux est consulté ;

Vu l'arrêté du 14 mars 2007 portant nomination des membres de la commission des acquisitions de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu l'avis émis par les membres du collège des conservateurs de l'établissement public du musée du Louvre en date du 4 mai 2007,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - La présente décision a pour objet de désigner les membres de la section « histoire du Louvre », chargés de proposer à la commission des acquisitions de l'établissement public du musée du Louvre, les œuvres relevant de cette section.

**Art. 2.** - La section « histoire du Louvre », présidée par le conservateur en charge des collections du département des sculptures, comprend, outre son président M<sup>me</sup> Geneviève Bresc, quatre membres :

- pour le département des arts graphiques : M. Christophe Leribault,
- pour le département des objets d'art : M<sup>me</sup> Anne Dion,
- pour le département des peintures : M<sup>me</sup> Marie-Catherine Sahut,
- pour le département des sculptures : M. Guillaume Fonkenell.

**Art. 3.** - Le président-directeur de l'établissement public du musée du Louvre est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président-directeur du musée du Louvre,  
Henri Loyrette

**Décision DFJ/2007/05bis du 21 mai 2007 portant intérim du responsable administratif et financier du département des peintures du musée du Louvre.**

Le président-directeur du musée du Louvre,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la Culture et de la Communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret du 29 mars 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu la décision du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Vu la décision du 19 février 2007 portant délégation de signature,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - À compter du 21 mai 2007 et jusqu'au 5 novembre 2007, l'intérim de M<sup>me</sup> Cécile Bourdillat, responsable administratif et financier du département des peintures, est assuré par M<sup>me</sup> Aurélie Malbranche.

**Art. 2.** - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président-directeur du musée du Louvre,  
Henri Loyrette

**Décision DFJ/2007/06 du 4 juin 2007 portant intérim du chef de l'unité des marchés publics au sein de la direction financière et juridique.**

Le président-directeur du musée du Louvre,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la Culture et de la Communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret du 29 mars 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu la décision du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Vu la décision du 19 février 2007 portant délégation de signature,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - À compter du 4 juin 2007, l'intérim de M<sup>me</sup> Anne-Louise Cavillon, chef de l'unité des marchés publics, est assuré par M. Robin Kopp.

**Art. 2.** - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président-directeur du musée du Louvre,  
Henri Loyrette

d'ordonnateur des recettes et des dépenses, la continuité du fonctionnement de l'établissement public,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M. Pierre Arizzoli-Clémentel, président par intérim désigne M. Mikaël Hautchamp, adjoint à l'administrateur général, comme représentant du président par intérim de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles à l'occasion des commissions d'appel d'offres organisées par le service des marchés du département des affaires financières et des services généraux.

**Art. 2.** - La présente décision prend effet à compter de sa signature.

Le président par intérim du musée  
et du domaine national de Versailles,  
Pierre Arizzoli-Clémentel

## MUSÉE ET DOMAINE NATIONAL DE VERSAILLES

**Décision du 23 mai 2007 portant désignation du représentant du président par intérim de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles à l'occasion des commissions d'appel d'offres organisées par le service des marchés du département des affaires financières et des services généraux.**

Le président par intérim,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 95-463 du 27 avril 1995 modifié portant création de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu l'arrêté du 9 décembre 2005 portant nomination de M. Pierre Arizzoli-Clémentel en qualité de directeur général de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu le Code des marchés publics (décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006) et notamment son article 21 ;

Vu la lettre de M<sup>me</sup> la ministre de la Culture et de la Communication, porte-parole du Gouvernement, en date du 21 mai 2007, demandant à M. Pierre Arizzoli-Clémentel, directeur général de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles, d'effectuer, à partir du 21 mai 2007, l'intérim de la fonction de président et de celle d'administrateur général et de prendre en conséquence toutes les dispositions utiles pour assurer, y compris en qualité

**Décision du 23 mai 2007 portant désignation de la représentante du président par intérim de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles à l'occasion de la commission d'appel d'offres fixée le jeudi 24 mai 2007.**

Le président par intérim,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 95-463 du 27 avril 1995 modifié portant création de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu l'arrêté du 9 décembre 2005 portant nomination de M. Pierre Arizzoli-Clémentel en qualité de directeur général de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu le Code des marchés publics (décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006) et notamment son article 21 ;

Vu la lettre de M<sup>me</sup> la ministre de la Culture et de la Communication, porte-parole du Gouvernement, en date du 21 mai 2007, demandant à M. Pierre Arizzoli-Clémentel, directeur général de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles, d'effectuer, à partir du 21 mai 2007, l'intérim de la fonction de président et de celle d'administrateur général et de prendre en conséquence toutes les dispositions utiles pour assurer, y compris en qualité d'ordonnateur des recettes et des dépenses, la continuité du fonctionnement de l'établissement public,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Du fait de l'empêchement de M. Pierre Arizzoli-Clémentel, président par intérim, M<sup>me</sup> Béatrix

Saule, conservateur en chef, est désignée comme représentante du président par intérim de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles à l'occasion de la commission d'appel d'offres fixée le jeudi 24 mai 2007 à 14h30 relative à l'examen des candidatures et à l'ouverture des offres reçues pour l'appel d'offres ouvert « Aménagement scénographique de l'exposition temporaire *Mobilier d'argent* (9 lots) » et ainsi de signer tous les actes et décisions prises à cet effet.

**Art. 2.** - La présente décision prend effet à compter de sa signature.

Le président par intérim du musée  
et du domaine national de Versailles,  
Pierre Arizzoli-Clémentel

**Décision du 25 mai 2007 portant désignation du représentant du président par intérim de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles à l'occasion des commissions d'appel d'offres organisées par la direction du patrimoine.**

Le président par intérim,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 95-463 du 27 avril 1995 modifié portant création de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu l'arrêté du 9 décembre 2005 portant nomination de M. Pierre Arizzoli-Clémentel en qualité de directeur général de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu le Code des marchés publics (décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006) et notamment son article 21 ;

Vu la décision de la présidente de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles en date du 17 mai 2005 portant nomination de M. Daniel Sancho en qualité de directeur du patrimoine de l'établissement public ;

Vu la lettre de M<sup>me</sup> la ministre de la Culture et de la Communication, porte-parole du Gouvernement, en date du 21 mai 2007, demandant à M. Pierre Arizzoli-Clémentel, directeur général de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles, d'effectuer, à partir du 21 mai 2007, l'intérim de la fonction de président et de celle d'administrateur général et de prendre en conséquence toutes les dispositions utiles pour assurer, y compris en qualité d'ordonnateur des recettes et des dépenses, la continuité du fonctionnement de l'établissement public,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M. Pierre Arizzoli-Clémentel, président par intérim désigne M. Daniel Sancho, directeur du patrimoine, comme représentant du président par intérim de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles à l'occasion des commissions d'appel d'offres organisées par la direction du patrimoine.

**Art. 2.** - La présente décision prend effet à compter de sa signature.

Le président par intérim du musée  
et du domaine national de Versailles,  
Pierre Arizzoli-Clémentel

**Décision du 6 juin 2007 portant création et organisation des commissions d'appel d'offres pour les marchés publics et les accords-cadres passés par l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles et relevant de la direction du patrimoine.**

Le président,

Vu le Code des marchés publics (décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004), notamment ses articles 21 et 23 ;

Vu le Code des marchés publics (décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006), notamment ses articles 21 et 25 ;

Vu le décret n° 95-463 du 27 avril 1995 modifié portant création de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles, notamment son article 18-1-5° ;

Vu le décret du 6 juin 2007, publié au *Journal officiel* n° 130 du 07/06/2007 portant nomination de M. Jean-Jacques Aillagon, en qualité de président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - En application du Code des marchés publics, une commission d'appel d'offres est mise en place au sein de la direction du patrimoine de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles.

La présente commission est compétente pour les marchés publics et les accords-cadres passés par l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles, et relevant du champ de compétence de la direction du patrimoine, quelle que soit leur procédure de passation.

Elle se réunira dans les formations définies à l'article 2 ci-dessous selon l'objet des procédures.

**Art. 2.** - La présente commission d'appel d'offres est composée comme suit :

1) Membres avec voix délibérative :

- le président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ou son représentant, président de la commission ;
- le directeur du patrimoine ou son représentant ;
- le responsable du bureau des marchés de la direction du patrimoine ou son représentant.

2) Membres avec voix consultative :

- le(s) chef(s) de service concerné(s) par l'objet du marché donnant lieu à la consultation ou son (leur) représentant(s) ;
- le contrôleur financier ou son représentant ;
- selon l'opération donnant lieu à la consultation :
  - . l'architecte en chef des monuments historiques ou son représentant,
  - . le maître d'œuvre ou son représentant,
  - . le vérificateur des monuments historiques ou son représentant,
  - . un représentant du bureau d'études techniques,
  - . l'assistant à maître d'ouvrage ;
- tout agent de l'État ou de l'établissement public, ayant une compétence particulière dans la matière qui fait l'objet de la consultation ;
- l'agent comptable de l'établissement public ou son représentant ;
- le directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ou son représentant.

**Art. 3.** - La commission est valablement constituée lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative, y compris le président de la commission ou son représentant, sont présents.

**Art. 4.** - Les membres de la commission, constituée selon les modalités définies aux articles ci-dessus, établissent en tant que de besoin et dans la forme qui leur convient, leurs règles de fonctionnement.

**Art. 5.** - Le secrétariat de la commission est assuré par le responsable du bureau des marchés de la direction du patrimoine ou son représentant.

**Art. 6.** - La présente décision s'applique à toutes les commissions d'appel d'offres organisées, à compter de sa signature par le président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles. Elle sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Elle annule et remplace la décision du 22 décembre 2006 portant création et organisation des commissions d'appel d'offres pour les marchés publics et les accords-cadres passés par l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles et relevant de la direction du patrimoine (publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication, n° 158 - novembre et décembre 2006).

Le président du musée et du domaine national de Versailles,  
Jean-Jacques Aillagon

### **Décision n° 2007-4 du 6 juin 2007 portant délégation de signature.**

Le président,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 95-463 du 27 avril 1995 modifié portant création de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant Code des marchés publics ;

Vu le décret du 6 juin 2007 portant nomination de M. Jean-Jacques Aillagon en qualité de président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu l'arrêté du 9 décembre 2005 portant nomination de M. Pierre Arizzoli-Clémentel en qualité de directeur général de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu la décision de la présidente de l'établissement public en date du 17 octobre 2005 portant nomination de M. Daniel Sancho en qualité de directeur du patrimoine de l'établissement public ;

Vu la décision de la présidente de l'établissement public du 3 mars 2006 portant nomination de M. Mikaël Hautchamp en qualité d'adjoint à l'administrateur général de l'établissement public ;

Vu les décisions de la présidente de l'établissement public n° 2003-2 du 16 juillet 2003, n° 2006-6 du 18 décembre 2006 et n° 2006-7 du 22 décembre 2006 portant délégations de signature,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation de signature est donnée à M. Pierre Arizzoli-Clémentel, directeur général, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et au nom du président de l'établissement public, tous bons de commande relatifs à l'exécution des dépenses

dont il a la charge dans le cadre des enveloppes budgétaires et des seuils qui lui sont notifiés, sous réserve du respect des règles de publicité et de mise en concurrence pour les marchés publics et accords-cadres dont le montant est égal ou supérieur à 4 000 euros HT.

**Art. 2.** - Délégation de signature est donnée à M. Mikaël Hautchamp, adjoint à l'administrateur général, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et au nom du président de l'établissement public, tous actes et décisions entrant dans le cadre des compétences de ce dernier, telles qu'elles sont définies à l'article 18-1 du décret du 27 avril 1995 modifié visé ci-dessus, à l'exception :

- du choix des attributaires et de la signature des marchés publics pour lesquels un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé à la publication antérieurement au 1<sup>er</sup> septembre 2006 ;
- de la représentation de l'établissement public en justice ;
- des compétences relatives à la création des régies d'avances et régies de recettes ;
- de l'attribution et de la révocation des logements de fonction ;
- des nominations aux postes d'encadrement ;
- des affectations des agents d'encadrement ;
- de l'attribution des locaux administratifs des agents ;
- des ordres de missions à l'étranger.

**Art. 3.** - Délégation de signature est donnée à M. Daniel Sancho, directeur du patrimoine, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et au nom du président de l'établissement public :

- les engagements financiers ;
- tous les actes pris en cours de passation et d'exécution des marchés publics en application des lois et règlements régissant les marchés publics ;
- les commandes, contrats et conventions ;
- les convocations aux commissions d'appel d'offres des marchés publics relevant de la compétence de la direction du patrimoine ;
- la certification du service fait ;
- les actes d'ordonnancement de dépenses ou de recettes ;
- les certificats administratifs ;

à l'exception de :

- la décision fixant le choix de l'attributaire et la signature du marché public pour les marchés publics pour lesquels un avis d'appel public à la concurrence

a été envoyé à la publication antérieurement au 1<sup>er</sup> septembre 2006.

**Art. 4.** - La présente décision annule et remplace les décisions n° 2003-2 du 16 juillet 2003, n° 2006-6 du 18 décembre 2006 et n° 2006-7 du 22 décembre 2006 portant délégations de signature.

Elle prend effet à compter de la date de sa signature.

Le président du musée et du domaine national de Versailles,  
Jean-Jacques Aillagon

**Décision du 6 juin 2007 portant désignation du représentant du président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles à l'occasion des commissions d'appel d'offres organisées par la direction du patrimoine.**

Le président,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 95-463 du 27 avril 1995 modifié portant création de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu le Code des marchés publics (décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006) et notamment son article 21 ;

Vu le décret du 6 juin 2007 portant nomination de M. Jean-Jacques Aillagon en qualité de président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu la décision de la présidente de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles en date du 17 octobre 2005 portant nomination de M. Daniel Sancho en qualité de directeur du patrimoine de l'établissement public ;

Vu la décision n° 2007-4 du 6 juin 2007 portant délégation de signature,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M. Jean-Jacques Aillagon, président, désigne M. Daniel Sancho, directeur du patrimoine, comme représentant du président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles à l'occasion des commissions d'appel d'offres organisées par la direction du patrimoine.

**Art. 2.** - La présente décision prend effet à compter de sa signature.

Le président du musée et du domaine national de Versailles,  
Jean-Jacques Aillagon



# **Décision n° 2007-5 du 7 juin 2007 portant délégation de signature.**

Le président,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 95-463 du 27 avril 1995 modifié portant création de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant Code des marchés publics ;

Vu le décret du 6 juin 2007 portant nomination de M. Jean-Jacques Aillagon en qualité de président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu les décisions du président de l'établissement public :

- du 9 avril 2002 nommant M<sup>me</sup> Christelle Schaal, chef du service de l'exécution des dépenses et des marchés au département des affaires financières,

- du 16 juillet 2004 nommant M<sup>me</sup> Nathalie Bastière, chef du département des affaires financières et des services généraux,

- du 20 mai 2005 nommant M<sup>me</sup> Aline Pervieux, adjointe au chef du département des affaires financières et des services généraux,

- du 3 mars 2006 portant nomination de M. Mikaël Hautchamp en qualité d'adjoint à l'administrateur général de l'établissement public ;

Vu les décisions du président de l'établissement public n° 2006-1 du 22 mars 2006 et n° 2007-4 du 6 juin 2007 portant délégation de signature,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup> . - 1)** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Jacques Aillagon, président, et de M. Mikaël Hautchamp, adjoint à l'administrateur général, délégation de signature est consentie à M<sup>me</sup> Nathalie Bastière, chef du département des affaires financières et des services généraux, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les ordres de dépenses, y compris le service fait et les ordres de recettes ;

- les bons de commande, contrats et conventions imputés sur la section de fonctionnement du budget de l'établissement public, sous réserve du respect des règles de publicité et de mise en concurrence prévues pour les marchés publics et accords-cadres dont le montant est égal ou supérieur à 4 000 euros HT ;

- les bons de commande, contrats et conventions imputés sur la section d'investissement du budget de

l'établissement public, sous réserve du respect des règles de publicité et de mise en concurrence prévues pour les marchés publics et accords-cadres dont le montant est égal ou supérieur à 4 000 euros HT ;

- les conventions de recettes d'un montant inférieur à 70 000 euros TTC ;

- les factures émises par l'établissement public ;

- les installations des régies d'avances et des régies de recettes ;

- les documents créés par le département des affaires financières et des services généraux pour la passation et l'exécution des marchés publics et des accords-cadres ;

- les convocations aux commissions d'adjudication ou d'appel d'offres des marchés publics relevant de la compétence du département des affaires financières et des services généraux ;

- les certificats administratifs.

2) En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Nathalie Bastière, chef du département des affaires financières et des services généraux, la délégation qui lui est consentie est exercée, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, par M<sup>me</sup> Aline Pervieux, adjointe au chef du département des affaires financières et des services généraux, à l'exception :

- de tous les actes afférents à la régie d'avance instituée au sein du département des affaires financières et des services généraux par décision du 21 mars 2006.

3) En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Nathalie Bastière, chef du département des affaires financières et de M<sup>me</sup> Aline Pervieux, adjointe au chef du département des affaires financières et des services généraux, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Christelle Schaal, chef du service des marchés au département des affaires financières et des services généraux, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les actes juridiques et documents suivants en matière de marchés publics relevant de la compétence du département des affaires financières et des services généraux :

- les documents créés par le département des affaires financières et des services généraux pour la passation et l'exécution des marchés publics et des accords-cadres ;

- les convocations aux commissions d'appel d'offres des marchés publics relevant de la compétence du département des affaires financières et des services généraux ;

- les certificats administratifs.

**Art. 2.** - La présente décision annule et remplace la décision n° 2006-1 du 22 mars 2006 portant délégation de signature.

Elle prend effet à compter de sa signature.

Le président du musée et du domaine national de Versailles,  
Jean-Jacques Aillagon

**Décision du 14 juin 2007 portant création et organisation des commissions d'appel d'offres pour les marchés publics et les accords-cadres passés par l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles et relevant du département des affaires financières et des services généraux.**

Le président,

Vu le Code des marchés publics (décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004), notamment ses articles 21 et 23 ;

Vu le Code des marchés publics (décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006), notamment ses articles 21 et 25 ;

Vu le décret n° 95-463 du 27 avril 1995 modifié portant création de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles, notamment son article 18-1-5° ;

Vu le décret du 6 juin 2007, publié au *Journal officiel* n° 130 du 07/06/2007 portant nomination de M. Jean-Jacques Aillagon, en qualité de président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - En application du Code des marchés publics, une commission d'appel d'offres est mise en place au sein du département des affaires financières et des services généraux de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles.

La présente commission est compétente pour les marchés publics et les accords-cadres passés par l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles, et relevant du champ de compétence du département des affaires financières et des services généraux, quelle que soit leur procédure de passation.

Elle se réunira dans les formations définies à l'article 2 ci-dessous selon l'objet des procédures.

**Art. 2.** - La présente commission d'appel d'offres est composée comme suit :

1) Membres avec voix délibérative :

a) Membres à titre permanent :

- le président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ou son représentant, président de la commission,

- le chef du département des affaires financières et des services généraux de l'établissement public ou son représentant,

- le chef du service des marchés du département des affaires financières et des services généraux ou son représentant.

b) Membres selon la matière qui fait l'objet de la consultation :

- le(s) chef(s) de service concerné(s) par l'objet du marché donnant lieu à la consultation ou son (leur) représentant(s).

2) Membres avec voix consultative :

- le directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ou son représentant,

- le contrôleur financier ou son représentant,

- l'agent comptable de l'établissement public ou son représentant,

- tout agent de l'État ou de l'établissement public, ayant une compétence particulière dans la matière qui fait l'objet de la consultation.

**Art. 3.** - La commission est valablement constituée si plus de la moitié des membres ayant voix délibérative, y compris le président de la commission ou son représentant, sont présents.

**Art. 4.** - Les membres de la commission, constituée selon les modalités définies aux articles ci-dessus, établissent en tant que de besoin et dans la forme qui leur convient, leurs règles de fonctionnement.

**Art. 5.** - Le secrétariat de la commission est assuré par le chef du service des marchés au département des affaires financières et des services généraux ou son représentant.

**Art. 6.** - La présente décision s'applique à toutes les commissions d'appel d'offres organisées, à compter de sa signature par le président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles. Elle sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Elle annule et remplace la décision du 11 octobre 2006 portant création et organisation des commissions d'appel d'offres pour les marchés publics et les accords-cadres passés par l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles et relevant du département des affaires financières et des services généraux (publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication, n° 157 - septembre et octobre 2006).

Le président du musée et du domaine national de Versailles,  
Jean-Jacques Aillagon

**Décision du 14 juin 2007 portant désignation du représentant du président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles à l'occasion des commissions d'appel d'offres organisées par le service des marchés du département des affaires financières et des services généraux.**

Le président,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 95-463 du 27 avril 1995 modifié portant création de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu le Code des marchés publics (décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006) et notamment son article 21 ;

Vu le décret du 6 juin 2007 portant nomination de M. Jean-Jacques Aillagon en qualité de président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu la décision de la présidente de l'établissement public du 3 mars 2006 portant nomination de M. Mikaël Hautchamp en qualité d'adjoint à l'administrateur général de l'établissement public ;

Vu la décision n° 2007-4 du 6 juin 2007 portant délégation de signature,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M. Jean-Jacques Aillagon, président, désigne M. Mikaël Hautchamp, adjoint à l'administrateur général, comme représentant du président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles à l'occasion des commissions d'appel d'offres organisées par le service des marchés du département des affaires financières et des services généraux.

**Art. 2.** - La présente décision prend effet à compter de sa signature.

Le président du musée et du domaine national de Versailles,  
Jean-Jacques Aillagon

**Décision n° 2007-6 du 18 juin 2007 portant délégation de signature.**

Le président,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 95-463 du 27 avril 1995 modifié portant création de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant Code des marchés publics ;

Vu le décret du 6 juin 2007 portant nomination de M. Jean-Jacques Aillagon en qualité de président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu les décisions du président de l'établissement public :

- du 31 mars 1999 nommant M<sup>me</sup> Marie-Annick Gennerat, chef du département des ressources humaines,

- du 23 juillet 2002 nommant M<sup>me</sup> Christiane Carrière, adjointe du chef du département des ressources humaines pour les affaires financières (budget, paye) et l'informatique du département,

- du 16 juin 2003 nommant M<sup>me</sup> Christiane Carrière, chef du service des dépenses de personnel et chargée de mission du développement du système d'information et de traitement du département des ressources humaines,

- du 3 mars 2006 portant nomination de M. Mikaël Hautchamp en qualité d'adjoint à l'administrateur général de l'établissement public,

- du 26 mars 2007 nommant M<sup>me</sup> Florence Abintou, chef du service des relations sociales et de la prévention au département des ressources humaines,

- du 26 mars 2007 nommant M<sup>me</sup> Sabine Lefèvre, chef du service de santé au travail au département des ressources humaines,

- du 23 mai 2007 nommant M<sup>me</sup> Marie-Pascale Martin, chef du service des personnels au département des ressources humaines,

- du 23 mai 2007 nommant M<sup>me</sup> Sophie Mathieu, adjointe du chef du service des personnels au département des ressources humaines,

- du 4 juin 2007 nommant M<sup>me</sup> Viviane Besombes, adjointe du chef de service des dépenses de personnel au département des ressources humaines,

Vu les décisions du présidente de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles n° 2003-2 du 16 juillet 2003, n° 2003-5 du 9 décembre 2003, n° 2004-5 du 29 juin 2004, n° 2005-7 du 23 décembre 2005, n° 2006-3 du 19 juillet 2006, n° 2007-1 du 20 février 2007, n° 2007-3 du 13 avril 2007 et n° 2007-4 du 6 juin 2007, portant délégation de signature,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Jacques Aillagon, président, et de M. Mikaël Hautchamp, adjoint à l'administrateur général, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Marie-Annick Gennerat, chef du département des ressources

humaines, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- tous bons de commande relatifs à l'exécution des dépenses dont elle a la charge dans le cadre des enveloppes budgétaires et des seuils qui lui sont notifiés, à l'exception des dépenses d'investissement et sous réserve du respect des règles de publicité et de mise en concurrence pour les marchés publics et accords-cadres dont le montant est égal ou supérieur à 4 000 euros HT ;

- tous actes juridiques relatifs à la gestion administrative et financière des personnels de l'établissement public ;

à l'exception :

- des contrats de recrutement des agents contractuels sur emplois inscrits au budget de l'établissement public, ainsi que des avenants à ces contrats portant promotion au choix ;
- des sanctions disciplinaires et des licenciements ;
- des décisions d'attribution et de révocation des logements de fonction ;
- des décisions portant attribution de secours.

**Art. 2.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Marie-Annick Gennerat, chef du département des ressources humaines, délégation de signature est donnée, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, à M<sup>me</sup> Christiane Carrière, adjointe au chef du département des ressources humaines, pour tous les actes relevant des attributions du chef du département des ressources humaines.

**Art. 3.** - 1) En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Marie-Annick Gennerat, chef du département des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Christiane Carrière, chef du service des dépenses de personnel et chargée de mission du développement du système d'information et de traitement du département des ressources humaines, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous actes juridiques relatifs à son secteur de compétence, à l'exception :

- des déclarations uniques simplifiées (DUS) relatives au recrutement des intermittents et des artistes ;
- des décisions relatives à l'ouverture et à l'alimentation des comptes épargne-temps.

2) En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Christiane Carrière, chef du service des dépenses de personnel et chargée de mission du développement du système d'information et de traitement du département des ressources humaines, la délégation qui lui est consentie comme chef du service des dépenses de personnel, est exercée, dans les mêmes

conditions et dans la limite des attributions exercées à ce dernier titre, par M<sup>me</sup> Viviane Besombes, adjointe au chef du service des dépenses de personnel au département des ressources humaines.

**Art. 4.** - 1) En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Marie-Annick Gennerat, chef du département des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Marie-Pascale Martin, chef du service des personnels au département des ressources humaines, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous actes juridiques relatifs à la gestion administrative et financière des personnels titulaires et non-titulaires et à la formation des personnels, à l'exception :

- des contrats de recrutement des agents contractuels sur emplois inscrits au budget de l'établissement public, ainsi que des avenants à ces contrats portant promotion au choix ;
- des contrats de recrutement des occasionnels, des apprentis et des collaborateurs extérieurs ;
- des sanctions disciplinaires et des licenciements ;
- des conventions de formation ;
- des décisions de paiement relatives aux formateurs internes.

2) En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Marie-Pascale Martin, chef du service des personnels au département des ressources humaines, la délégation qui lui est consentie à ce titre est exercée, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, par M<sup>me</sup> Sophie Mathieu, adjointe au chef du service des personnels au département des ressources humaines.

**Art. 5.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Marie-Annick Gennerat, chef du département des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Florence Abintou, chef du service des relations sociales et de la prévention au département des ressources humaines, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous actes juridiques relatifs aux relations sociales du département et à la prévention des risques des personnels de l'établissement public, à l'exception :

- des décisions portant attribution de prestations sociales et de secours ;
- des décisions d'attribution et de révocation des logements de fonction ;
- des convocations aux comités et aux commissions consultatifs.

**Art. 6.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Marie-Annick Gennerat, chef du département des

ressources humaines, délégation de signature est donnée au D<sup>r</sup> Sabine Lefèvre, chef du service de santé au travail au département des ressources humaines, à l'effet de signer tous actes juridiques relatifs à l'administration de son service, à l'exception :

- des bons de commande, contrats et conventions imputés sur le budget de fonctionnement de l'établissement public.

**Art. 7.** - La présente décision annule et remplace l'article 6 de la décision n° 2003-2 du 16 juillet 2003, ainsi que les décisions n° 2003-5 du 9 décembre 2003, n° 2004-5 du 29 juin 2004, n° 2005-7 du 23 décembre 2005, n° 2006-3 du 19 juillet 2006, n° 2007-1 du 20 février 2007 et n° 2007-3 du 13 avril 2007, portant délégation de signature.

Elle prend effet à compter de sa signature.

Le président du musée et du domaine national de Versailles,  
Jean-Jacques Aillagon

## DOCUMENTS SIGNALÉS

### Direction des Archives de France

Instruction DITN/RES/2007/003 du 15 mai 2007. Profils du standard d'échange de données pour l'archivage des données numériques de l'aide sociale à l'enfance (ASE) et de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA).

Note d'information DITN/DPACI/RES/2007/001 du 15 mai 2007. Groupe de travail sur la collecte des données numériques produites dans le cadre des missions d'aide sociale des départements.

Note d'information DITN/RES/2007/004 du 21 mai 2007. Projet PIL@E. Marché lancé par la direction des Archives de France concernant la réalisation d'une plate-forme d'archivage électronique pilote.

Instruction DPACI/RES/2007/010 du 19 juin 2007. Archives des services déconcentrés du Trésor public.

*(documents disponibles à la direction des Archives de France et/ou sur le site Internet : <http://www.archivesdefrance.culture.gouv.fr/fr/accueil/site/>)*

# Mesures d'information

## Relevé de textes parus au *Journal officiel*

### MAI

#### J.O n° 102 du 2 mai 2007

##### Premier ministre

Page 7713 Arrêté du 30 avril 2007 modifiant l'arrêté du 28 février 1962 relatif au fonctionnement du comité interministériel des parcs nationaux.

##### Emploi, cohésion sociale et logement

Page 7716 Arrêté du 2 avril 2007 portant agrément des annexes VIII et X au règlement annexé à la convention du 18 janvier 2006 relative à l'aide au retour à l'emploi et à l'indemnisation du chômage (intermittents du spectacle).

##### Culture et communication

Page 7753 Décret n° 2007-645 du 30 avril 2007 pris pour l'application de l'article L. 621-29-8 du Code du patrimoine.

Texte n° 56 Décret n° 2007-646 du 30 avril 2007 relatif à la compensation et à l'indemnisation des astreintes et des interventions au ministère de la Culture et de la Communication.

Texte n° 57 Arrêté du 30 avril 2007 fixant les taux, le plafond de l'indemnisation et les modalités de compensation horaire des astreintes et des interventions au ministère de la Culture et de la Communication en application du décret n° 2007-646 du 30 avril 2007.

##### Conventions collectives

Page 7763 Arrêté du 19 avril 2007 portant extension d'un accord régional (Lorraine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

##### Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 111 Avis n° 2007-1 du 3 avril 2007 sur le projet de décret portant modification des cahiers des charges des sociétés France 2, France 3 et France 5.  
Texte n° 112 Avis n° 2007-2 du 17 avril 2007 portant sur un projet de décret pris pour l'application de l'article 97 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 en sa rédaction issue de la loi n° 2007-309 du 5 mars 2007 relative à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur.

Texte n° 113 Avis n° 2007-3 du 17 avril 2007 portant sur un projet de décret pris pour l'application de

l'article 98 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 en sa rédaction issue de la loi n° 2007-309 du 5 mars 2007 relative à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur.

##### Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

Texte n° 119 Décision n° 2007-0232 du 8 mars 2007 adoptant la charte de déontologie applicable aux membres de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

##### Avis divers

Page 7767 Vocabulaire de la communication.

Page 7767 Vocabulaire de l'informatique (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

Page 7776 Avis relatif à l'instruction de projets de normes (dont Information et communication).

#### J.O n° 103 du 3 mai 2007

##### Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Page 7802 Arrêté du 26 avril 2007 fixant le nombre de postes mis aux concours d'entrée à l'École nationale des chartes en 2007.

##### Fonction publique

Texte n° 36 Décret n° 2007-653 du 30 avril 2007 portant modification de certaines dispositions statutaires relatives à des corps de catégorie A de la fonction publique de l'État.

Texte n° 37 Décret n° 2007-654 du 30 avril 2007 portant modification de certaines dispositions statutaires relatives à des corps de catégorie B de la fonction publique de l'État.

Texte n° 38 Décret n° 2007-655 du 30 avril 2007 modifiant plusieurs décrets statutaires relatifs à des corps de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique de l'État.

Texte n° 39 Décret n° 2007-656 du 30 avril 2007 portant modification de certaines dispositions statutaires relatives à des corps de catégorie B de la fonction publique de l'État.

Texte n° 40 Décret n° 2007-657 du 30 avril 2007 modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'État relevant du régime général des retraites.

Texte n° 41 Décret n° 2007-658 du 2 mai 2007 relatif au cumul d'activités des fonctionnaires, des agents non titulaires de droit public et des ouvriers des établissements industriels de l'État.

#### **J.O n° 104 du 4 mai 2007**

##### **Culture et communication**

Texte n° 34 Décision du 2 avril 2007 portant délégation de signature (CNC).

##### **Écologie et développement durable**

Page 7892 Décret n° 2007-673 du 2 mai 2007 portant diverses dispositions relatives aux parcs naturels régionaux et aux parcs nationaux.

##### **Fonction publique**

Page 7902 Arrêté du 19 décembre 2006 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateur territorial de bibliothèques : M<sup>me</sup> Bonnot Marie-Christine).

##### **Conventions collectives**

Page 7903 Arrêté du 24 avril 2007 portant extension d'un accord régional (Limousin) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Page 7904 Arrêté du 25 avril 2007 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des mannequins adultes et mannequins enfants de moins de seize ans employés par les agences de mannequins (n° 2397).

#### **J.O n° 105 du 5 mai 2007**

##### **Affaires étrangères**

Texte n° 10 Arrêté du 29 mars 2007 relatif à des régies de recettes et des régies d'avances auprès de certains centres culturels à l'étranger.

##### **Économie, finances et industrie**

Page 7950 Rapport au Premier ministre relatif au projet de décret n° 2007-687 du 4 mai 2007 pris en application de l'article 28 de la loi organique n° 2001-692 modifiée du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances et en ce qui concerne la période complémentaire à l'année civile.  
Page 7951 Décret n° 2007-687 du 4 mai 2007 pris en application de l'article 28 de la loi organique n° 2001-692 modifiée du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances et en ce qui concerne la période complémentaire à l'année civile.

##### **Culture et communication**

Page 7993 Décret n° 2007-702 du 3 mai 2007 relatif aux modalités temporaires d'accès au corps des ingénieurs des services culturels et du patrimoine.

Page 7993 Arrêté du 3 mai 2007 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2000 portant création du Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique.

Page 8025 Décret du 3 mai 2007 portant nomination

de la directrice de l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais (M<sup>me</sup> Seraji Nasrine).

Page 8025 Décret du 3 mai 2007 portant nomination du directeur de l'École nationale supérieure de création industrielle (M. Cadix Alain).

Page 8025 Décret du 4 mai 2007 portant nomination du président du conseil d'administration de la Cité de la musique (M. Maistre Roch-Olivier).

Page 8025 Décret du 4 mai 2007 portant nomination du président du conseil d'administration de l'École nationale supérieure des métiers de l'image et du son (M. Miller Claude).

Texte n° 134 Arrêté du 3 mai 2007 portant nomination au Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique (M. Silicani Jean-Ludovic et M<sup>me</sup> Marais Marie-Françoise).

Page 8026 Arrêté du 3 mai 2007 portant nomination au Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique.

##### **Premier ministre**

Texte n° 73 Arrêté du 4 mai 2007 portant nomination dans les services du Premier ministre (direction du développement des médias : M<sup>me</sup> Bensimon Emmanuelle).

##### **Conventions collectives**

Page 8028 Arrêté du 25 avril 2007 portant extension d'un accord régional (Champagne-Ardenne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

#### **J.O n° 106 du 6 mai 2007**

##### **Culture et communication**

Page 8063 Arrêté du 26 mars 2007 portant renouvellement de l'agrément d'associations de défense de la langue française.

##### **Avis de concours et de vacance d'emplois**

Page 8095 Avis d'examen en vue de l'obtention du diplôme d'État de professeur de musique (session 2007-2008).

Page 8095 Avis d'examen en vue de l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions de professeur de musique (session 2007-2008).

#### **J.O n° 107 du 8 mai 2007**

##### **Présidence de la République**

Page 8115 Décret du 7 mai 2007 portant promotion et nomination à l'Ordre national du Mérite (pour le ministère de la Culture et de la Communication : grades de commandeur, d'officier et de chevalier).

##### **Économie, finances et industrie**

Texte n° 19 Arrêté du 30 mars 2007 relatif au budget de l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique pour l'exercice 2007.

Page 8158 Arrêté du 17 avril 2007 portant modification des règles relatives à la comptabilité générale de l'État.  
Page 8165 Décret n° 2007-731 du 7 mai 2007 relatif aux personnes qualifiées en matière de propriété industrielle et modifiant le Code de la propriété intellectuelle.

#### **Culture et communication**

Page 8198 Décret n° 2007-734 du 7 mai 2007 modifiant les articles 72 et 73 de l'annexe III au Code général des impôts (presse).

Page 8198 Arrêté du 2 avril 2007 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (Dunkerque).

Texte n° 52 Arrêté du 3 mai 2007 modifiant l'arrêté du 25 juin 1999 fixant les conditions d'organisation générale des concours et la nature des épreuves pour l'accès au corps des ingénieurs des services culturels et du patrimoine.

Page 8216 Décret du 3 mai 2007 portant nomination des membres de l'Autorité de régulation des mesures techniques (MM. d'Albis Tristan, Musitelli Jean, M<sup>me</sup> Marais Marie-Françoise, MM. Bouquet Patrick, Saguez Christian et Sirinelli Pierre).

#### **Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche**

Page 8212 Arrêté du 17 avril 2007 portant nomination au conseil d'établissement du Collège de France (MM. Gross Maurice, Sentise Gilles, Douchin Hervé et Gasc Pierre).

#### **Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Texte n° 127 Avis n° 2007-4 du 17 avril 2007 du Conseil supérieur de l'audiovisuel portant sur quatre projets d'arrêtés concernant la télévision mobile personnelle et la radio numérique.

#### **J.O n° 108 du 10 mai 2007**

##### **Économie, finances et industrie**

Page 8263 Arrêté du 2 mai 2007 fixant les modalités spéciales d'exercice du contrôle économique et financier de l'État sur l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées.

##### **Culture et communication**

Page 8316 Décret n° 2007-756 du 9 mai 2007 pris pour l'application de l'article L. 122-8 du Code de la propriété intellectuelle et relatif au droit de suite.

Page 8317 Arrêté du 2 avril 2007 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (Villeneuve-sur-Lot).

Page 8318 Arrêté du 2 avril 2007 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (Amboise).

Page 8318 Arrêté du 2 avril 2007 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (Caen).

Texte n° 76 Arrêté du 11 avril 2007 portant approbation de dispositions statutaires (application de l'article 14 [5°] du décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié) (centre de documentation de la musique contemporaine).

Page 8318 Arrêté du 17 avril 2007 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2005 pris pour l'application du décret n° 2005-1396 du 10 novembre 2005 relatif au soutien financier à la création d'œuvres audiovisuelles à caractère innovant.

Page 8318 Arrêté du 17 avril 2007 modifiant l'arrêté du 22 mars 1999 pris pour l'application des dispositions du chapitre III du titre IV du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique et concernant le soutien sélectif à la production et à la préparation des œuvres cinématographiques de courte durée.

Page 8318 Arrêté du 17 avril 2007 modifiant l'arrêté du 22 mars 1999 pris pour l'application des dispositions du chapitre II du titre V du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique et concernant le soutien financier sélectif à la distribution des œuvres cinématographiques.

Page 8319 Arrêté du 17 avril 2007 pris pour l'application de l'article 11 du décret n° 98-750 du 24 août 1998 relatif au soutien financier à la diffusion de certaines œuvres cinématographiques et au soutien financier à la modernisation et à la création des établissements de spectacles cinématographiques et concernant les catégories de travaux et investissements ouvrant droit au bénéfice du soutien financier.

Page 8319 Arrêté du 27 avril 2007 définissant le régime des études et fixant les conditions d'admission, la durée de la formation et les conditions de délivrance des diplômes délivrés par l'Institut national de l'audiovisuel.  
Page 8320 Arrêté du 30 avril 2007 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2004 modifié pris pour l'application du deuxième alinéa du II de l'article 11 du décret n° 90-66 du 17 janvier 1990 pris pour l'application de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 et fixant les principes généraux concernant la diffusion des œuvres cinématographiques et audiovisuelles par les éditeurs de services de télévision.

#### **J.O n° 109 du 11 mai 2007**

##### **Emploi, cohésion sociale et logement**

Page 8467 Arrêté du 6 avril 2007 fixant le modèle du formulaire de demande de diplôme ou de titre délivré par la validation des acquis de l'expérience au nom d'un ministère.



**Fonction publique**

Texte n° 62 Arrêté du 23 avril 2007 portant répartition de décharges de service à caractère interministériel entre les fédérations syndicales de fonctionnaires représentées au Conseil supérieur de la fonction publique de l'État.

**Culture et communication**

Page 8582 Décret n° 2007-787 du 9 mai 2007 modifiant certaines dispositions du Code des postes et des communications électroniques.

Page 8583 Décret n° 2007-788 du 10 mai 2007 relatif aux établissements publics de coopération culturelle et modifiant le Code général des collectivités territoriales (partie réglementaire).

Page 8583 Décret n° 2007-789 du 10 mai 2007 pris pour l'application de l'article 97 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

Page 8584 Décret n° 2007-790 du 10 mai 2007 modifiant le décret n° 77-1481 du 28 décembre 1977 sur l'organisation de la profession d'architecte.

Page 8588 Décret n° 2007-791 du 10 mai 2007 modifiant le décret n° 2005-703 du 24 juin 2005 relatif à l'établissement public du domaine national de Chambord.

Page 8588 Décret n° 2007-792 du 10 mai 2007 modifiant les cahiers des charges des sociétés nationales de programme France 2, France 3 et France 5.

Texte n° 135 Arrêté du 30 avril 2007 portant titularisation (administration centrale : M<sup>me</sup> Hernandez Jocelyne).

**Conventions collectives**

Page 8612 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Alsace), conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture, au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 8612 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Auvergne), conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture, au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 8612 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Bourgogne), conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture, au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 8612 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Lorraine), conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture, au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

**Avis de concours et de vacance d'emplois**

Texte n° 192 Avis de vacance d'un emploi de directeur régional des affaires culturelles (Centre).

**J.O n° 110 du 12 mai 2007****Emploi, cohésion sociale et logement**

Page 8682 Arrêté du 27 avril 2007 portant création du titre professionnel de monteur(se) graphiste vidéo.

**Économie, finances et industrie**

Texte n° 25 Arrêté du 17 avril 2007 portant création d'un traitement automatisé d'informations individuelles relatif à l'enquête Technologies de l'information et de la communication (enquête ménage 2007).

Page 8684 Arrêté du 23 avril 2007 portant création d'un service à compétence nationale dénommé « Agence du patrimoine immatériel de l'État ».

Page 8686 Arrêté du 26 avril 2007 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État.

**Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche**

Page 8694 Décret n° 2007-810 du 11 mai 2007 portant approbation du règlement général de l'Institut de France et des académies.

Page 8698 Décret n° 2007-811 du 11 mai 2007 portant approbation du règlement financier de l'Institut de France et des académies.

**Transports, équipement, tourisme et mer**

Page 8740 Décret n° 2007-817 du 11 mai 2007 relatif à la restauration immobilière et portant diverses dispositions modifiant le Code de l'urbanisme.

**Culture et communication**

Page 8753 Décret n° 2007-823 du 11 mai 2007 relatif au Conseil national et aux commissions interrégionales de la recherche archéologique.

Page 8757 Décret n° 2007-824 du 11 mai 2007 modifiant les réglementations relatives au soutien financier de l'industrie cinématographique, au soutien financier de l'industrie audiovisuelle et au soutien financier de l'industrie vidéographique.

Page 8760 Arrêté du 24 avril 2007 fixant la liste des professions prises en compte pour le classement dans le corps des ingénieurs des services culturels et du patrimoine régi par le décret n° 98-898 du 8 octobre 1998 portant statut particulier du corps des ingénieurs économistes de la construction et du corps des ingénieurs des services culturels et du patrimoine.

Texte n° 136 Arrêté du 16 avril 2007 portant nomination à la Commission consultative des trésors nationaux (M<sup>me</sup> Gustin-Gomez Clémentine).

**Avis divers**

Page 8825 Avis n° 2007-07 de la Commission consultative des trésors nationaux.

**J.O n° 111 du 13 mai 2007****Fonction publique**

Texte n° 18 Arrêté du 24 avril 2007 portant répartition de décharges de service à caractère interministériel entre les fédérations syndicales de fonctionnaires représentées au Conseil supérieur de la fonction publique de l'État.

**J.O n° 112 du 15 mai 2007****Économie, finances et industrie**

Page 8929 Arrêté du 17 avril 2007 relatif à l'octroi de la garantie de l'État accordée à la Réunion des musées nationaux pour l'exposition *L'art moderne à Paris : la galerie Vollard, de Cézanne à Picasso*.

Page 9039 Arrêté du 14 mai 2007 portant nomination d'un directeur général de service à compétence nationale (Agence du patrimoine immatériel de l'État : M. Rubinowicz Claude).

**Intérieur et aménagement du territoire**

Texte n° 56 Arrêté du 2 mai 2007 relatif à la constitution du montant des crédits de la seconde fraction du concours particulier relatif aux bibliothèques municipales et bibliothèques départementales de prêt.

**Transports, équipement, tourisme et mer**

Page 8956 Arrêté du 26 avril 2007 modifiant l'arrêté du 25 septembre 1996 fixant les conditions d'organisation de l'examen de conférencier national.

**Culture et communication**

Page 8991 Décret n° 2007-871 du 14 mai 2007 pris pour l'application de l'article 98 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (télévision).

Page 8991 Décret n° 2007-872 du 14 mai 2007 relatif à la désignation d'une « Capitale européenne de la culture » pour 2013.

Page 8992 Décret n° 2007-873 du 14 mai 2007 pris pour l'application de l'article L. 311-5 du Code de la propriété intellectuelle.

Texte n° 125 Arrêté du 3 avril 2007 fixant les modalités d'avancement au grade d'adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe du ministère de la Culture et de la Communication.

Texte n° 126 Arrêté du 3 avril 2007 fixant les modalités d'avancement au grade d'adjoint technique de 1<sup>re</sup> classe du ministère de la Culture et de la Communication.

Texte n° 127 Arrêté du 3 avril 2007 fixant les règles d'organisation et de déroulement de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe du ministère de la Culture et de la Communication.

Texte n° 128 Arrêté du 4 avril 2007 portant création, composition et fonctionnement d'une commission

d'appel d'offres à la direction de l'administration générale.

Page 8992 Arrêté du 10 avril 2007 relatif à l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.

Texte n° 130 Arrêté du 16 avril 2007 portant approbation de dispositions statutaires (application de l'article 14 [5°] du décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié) (Syndicat national de l'édition).

Page 8994 Arrêté du 26 avril 2007 portant composition et fonctionnement de la commission des acquisitions de l'établissement public de la Cité de la musique.

Page 8994 Arrêté du 3 mai 2007 fixant le montant de l'indemnité de fonction du président, des indemnités par séance des membres et des vacations des rapporteurs et des personnes apportant leur concours à l'Autorité de régulation des mesures techniques.

Page 9042 Arrêté du 4 mai 2007 portant nomination d'un membre à la commission de classification des œuvres cinématographiques (M. Bernard Gilles).

Page 9042 Arrêté du 4 mai 2007 portant nomination du directeur général du Centre des monuments nationaux (M. Le Roux Vincent).

**Premier ministre**

Page 9036 Arrêté du 14 mai 2007 relatif à la composition de la commission prévue à l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 78-21 du 9 janvier 1978 fixant les conditions de participation à la campagne radiodiffusée et télévisée pour les élections législatives des partis et groupements définis au paragraphe III de l'article L. 167-1 du Code électoral (MM. Hadas-Lebel Raphaël et Peneau Xavier et M<sup>me</sup> Bensimon Emmanuelle).

**Conventions collectives**

Page 9045 Arrêté du 3 mai 2007 portant extension d'un accord régional (Midi-Pyrénées) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Page 9047 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des chaînes thématiques.

**Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Texte n° 260 Décision n° 2007-P-13 du 2 mai 2007 portant nomination de la directrice administrative et financière du Conseil supérieur de l'audiovisuel (M<sup>me</sup> Nicolle-Gace Catherine).

Texte n° 261 Décision n° 2007-P-14 du 2 mai 2007 portant délégation de signature au Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Texte n° 264 Décision n° 2007-292 du 6 mars 2007 modifiant et complétant la décision n° 2004-250 du 8 juin 2004 et fixant le calendrier de mise en service de fréquences attribuées à des services de télévision à caractère national diffusés par voie hertzienne terrestre en mode numérique.

Page 9049 Décision n° 2007-296 du 24 avril 2007 du Conseil supérieur de l'audiovisuel définissant les modalités de programmation du temps d'émission accordé aux organisations syndicales et professionnelles représentatives à l'échelle nationale pour l'année 2007.

#### **Avis divers**

Page 9058 Avis relatif aux informations nécessaires à la participation des villes candidates à la désignation au titre de « Capitale européenne de la culture » durant l'année 2013.

### **J.O n° 113 du 16 mai 2007**

#### **Premier ministre**

Page 9091 Décret n° 2007-885 du 15 mai 2007 relatif aux conditions d'indemnisation du président du comité d'orientation institué par l'article 4 du décret n° 99-79 du 5 février 1999 relatif au fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale.

Page 9093 Arrêté du 15 mai 2007 fixant la liste des zones interdites à la prise de vue aérienne par appareil photographique, cinématographique ou tout autre capteur.

#### **Emploi, cohésion sociale et logement**

Page 9121 Arrêté du 15 mai 2007 portant enregistrement au répertoire national des certifications professionnelles.

#### **Économie, finances et industrie**

Page 9131 Décret n° 2007-905 du 15 mai 2007 portant création du comité d'orientation de l'Agence du patrimoine immatériel de l'État.

Page 9457 Arrêté du 15 mai 2007 portant nomination d'une directrice générale adjointe de service à compétence nationale (Agence du patrimoine immatériel de l'État : M<sup>me</sup> Bourlange Danielle).

#### **Intérieur et aménagement du territoire**

Page 9188 Décret du 15 mai 2007 portant reconnaissance d'une fondation comme établissement d'utilité publique (ASG - La renaissance des automates EMA de Saint-Georges).

Page 9196 Arrêté du 15 mai 2007 portant agrément d'un organisme à caractère humanitaire et culturel au titre de l'article R. 212-3 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (Fédération échanges France-Ukraine).

#### **Fonction publique**

Texte n° 192 Décret n° 2007-953 du 15 mai 2007 modifiant les décrets n° 82-451 du 28 mai 1982 relatif aux commissions administratives paritaires et n° 82-452 du 28 mai 1982 relatif aux comités techniques paritaires.

Page 9357 Décret n° 2007-955 du 15 mai 2007 relatif au congé spécifique à Mayotte des magistrats et fonctionnaires civils de l'État.

#### **Culture et communication**

Page 9358 Décret n° 2007-956 du 15 mai 2007 relatif à la commission de récolement des dépôts d'œuvres d'art et modifiant le décret n° 96-750 du 20 août 1996.

Page 9359 Décret n° 2007-957 du 15 mai 2007 relatif au fonds d'accompagnement du numérique.

Page 9360 Décret n° 2007-958 du 15 mai 2007 relatif aux relations financières entre l'État et les organismes du secteur public de la communication audiovisuelle.

Page 9360 Arrêté du 6 avril 2007 fixant les dates des élections aux conseils régionaux et au Conseil national de l'ordre des architectes.

Page 9360 Arrêté du 3 mai 2007 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Rodtchenko, photographe, La Révolution dans l'œil*, au musée d'art moderne de la ville de Paris).

Page 9361 Arrêté du 3 mai 2007 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Lumières d'Arménie*, au musée d'art et d'archéologie de l'abbaye de Cluny).

Page 9361 Arrêté du 3 mai 2007 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Rodtchenko, photographe, La Révolution dans l'œil*, au musée d'art moderne de la ville de Paris).

Page 9361 Arrêté du 3 mai 2007 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Rodtchenko, photographe, la révolution dans l'œil*, au musée d'art moderne de la ville de Paris).

Page 9361 Arrêté du 3 mai 2007 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Poésie de l'eau dans l'art russe*, au palais Lumière).

Page 9361 Arrêté du 3 mai 2007 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Peintures en Arménie, 1830-1930*, au Petit Palais, musée des beaux-arts de Paris).

Page 9361 Arrêté du 3 mai 2007 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Yves Tanguy, un univers surréaliste*, au musée des beaux-arts de Quimper).

Page 9361 Arrêté du 3 mai 2007 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *Henri Matisse-Vence : l'espace d'un atelier*, au musée Henri-Matisse de Nice).

Texte n° 207 Arrêté du 9 mai 2007 portant création et fixant la composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des attachés d'administration du ministère de la Culture et de la Communication.

Texte n° 208 Arrêté du 14 mai 2007 portant création de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des adjoints techniques des administrations de l'État du ministère chargé de la culture.

Texte n° 368 Arrêté du 9 mai 2007 portant nomination à la commission prévue à l'article 15 du décret n° 2006-1067 du 25 août 2006 pris pour application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (M. Crépey Édouard).

Texte n° 369 Arrêté du 11 mai 2007 portant nomination du président de la commission de contrôle du Mobilier national (M. Giscard d'Estaing Jacques).

#### **Justice**

Texte n° 341 Arrêté du 15 mai 2007 portant détachement (Conseil d'État) (Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou : M. Seban Alain).

### **J.O n° 114 du 17 mai 2007**

#### **Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche**

Page 9604 Arrêté du 9 mai 2007 portant définition et fixant les conditions de délivrance d'une option restauration de mobilier au diplôme des métiers d'art « habitat ».

Page 9689 Arrêté du 9 mai 2007 portant nomination au conseil d'administration de l'École française d'Extrême-Orient (M. Kalinowski Marc).

#### **Culture et communication**

Texte n° 134 Arrêté du 4 avril 2007 portant création, composition et fonctionnement d'une commission d'appel d'offres à la direction de l'administration générale.

Page 9643 Arrêté du 23 avril 2007 portant composition de la commission d'appel d'offres pour les marchés publics passés par le service à compétence nationale du musée et du domaine de Fontainebleau.

Texte n° 136 Arrêté du 23 avril 2007 portant approbation de dispositions statutaires (application de l'article 14 [5°] du décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié) (Association pour l'animation et la gestion de la Scène nationale de la Guadeloupe).

Page 9643 Arrêté du 3 mai 2007 refusant le certificat prévu à l'article L. 111-2 du Code du patrimoine (ensemble de manuscrits autographes et de feuillets dactylographiés de Vassily Kandinsky).

Page 9643 Arrêté du 4 mai 2007 portant approbation d'une délibération du conseil d'administration de l'École du Louvre.

Texte n° 139 Arrêté du 10 mai 2007 fixant les règles d'organisation et de déroulement de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'adjoint technique de 1<sup>re</sup> classe d'accueil, de surveillance et de magasinage du ministère de la Culture.

Page 9643 Arrêté du 11 mai 2007 modifiant l'arrêté du 22 mars 1999 pris pour application du chapitre III du titre III du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif

au soutien financier de l'industrie cinématographique et concernant le soutien financier sélectif à la production et à la préparation des œuvres cinématographiques de longue durée.

Page 9692 Arrêté du 30 mars 2007 portant nomination du chef du Grand département des antiquités nationales (M. Périn Patrick).

Page 9692 Arrêté du 30 mars 2007 portant nomination du chef du Grand département des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (M. Colardelle Michel).

Page 9692 Arrêté du 6 avril 2007 portant nomination de la commission professionnelle consultative du spectacle vivant.

Page 9692 Arrêté du 26 avril 2007 portant nomination à la commission des acquisitions de l'établissement public de la Cité de la musique (MM. Battier Marc et Coin Christophe, M<sup>mes</sup> Gétreau Florence et Klein Valérie).

Page 9692 Arrêté du 4 mai 2007 portant nomination du directeur de l'École nationale supérieure d'art de Limoges-Aubusson (M. Lerch Olivier).

Texte n° 263 Arrêté du 4 mai 2007 portant admission à la retraite du chef du service de l'inspection générale de l'administration des affaires culturelles (M. Charpillon Jacques).

#### **Conventions collectives**

Page 9694 Arrêté du 3 mai 2007 portant extension d'un accord national professionnel applicable au personnel salarié des commissaires-priseurs judiciaires et des sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques.

Page 9695 Arrêté du 3 mai 2007 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale de l'édition (n° 2121).

Page 9697 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des télécommunications.

Page 9698 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Limousin), conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture, au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

#### **Avis de concours et de vacance d'emplois**

Texte n° 300 Avis de vacance d'un emploi de responsable de la mission « maîtrise d'ouvrage des projets immobiliers » au ministère de la Culture et de la Communication.

### **J.O n° 115 du 19 mai 2007**

Page 9714 Décret du 17 mai 2007 portant nomination du Premier ministre.

Page 9714 Décret du 18 mai 2007 relatif à la composition du Gouvernement.

**Économie, finances et industrie**

Page 9717 Arrêté du 15 mai 2007 portant nomination au comité d'orientation de l'Agence du patrimoine immatériel de l'État.

**Intérieur et aménagement du territoire**

Page 9720 Arrêté du 28 mars 2007 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

**Culture et communication**

Page 9738 Arrêté du 2 avril 2007 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (Bourbon-Lancy).

Page 9738 Arrêté du 27 avril 2007 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (Bayonne).

Page 9739 Arrêté du 27 avril 2007 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (Toul).

Page 9739 Arrêté du 4 mai 2007 portant approbation d'une délibération du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux.

Page 9739 Arrêté du 4 mai 2007 portant approbation d'une délibération du conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Page 9739 Arrêté du 4 mai 2007 portant approbation d'une délibération du conseil d'administration du musée Rodin.

Page 9762 Arrêté du 5 février 2007 portant nomination au conseil d'administration de l'Association pour la gestion de la sécurité sociale des auteurs (M. Imbert Olivier).

Page 9762 Arrêté du 19 avril 2007 portant nomination au conseil d'administration du Centre national de la chanson, des variétés et du jazz.

Texte n° 84 Arrêté du 3 mai 2007 portant nomination du chef du service de l'inspection générale de l'administration des affaires culturelles (M. Olivier Patrick).

Page 9762 Arrêté du 4 mai 2007 portant nomination à la commission des acquisitions de l'établissement public du musée des arts asiatiques Guimet.

Page 9762 Arrêté du 4 mai 2007 portant nomination à la commission des acquisitions de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles.

**Jeunesse, sports et vie associative**

Page 9764 Arrêté du 3 mai 2007 portant nomination à la commission d'agrément du Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse (pour le ministre chargé de la culture : le délégué au développement et aux affaires internationales ou son représentant).

**Conventions collectives**

Page 9765 Arrêté du 10 mai 2007 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de travail du personnel des imprimeries de labeur et des industries graphiques (n° 184).

**Avis divers**

Texte n° 138 Avis relatif aux informations nécessaires à l'inscription complémentaire sur les listes électorales et aux dates de clôture des inscriptions complémentaires sur la liste électorale, au dépôt complémentaire des candidatures et à la clôture du vote pour l'élection des membres du conseil scientifique de l'Institut national de recherches archéologiques préventives mentionnés au 2° de l'article 15 du décret n° 2002-90 du 16 janvier 2002 qui est organisée en 2007.

Page 9778 Avis d'appel au mécénat d'entreprise pour l'acquisition par la ville de Dijon d'une œuvre présentant un intérêt majeur pour le patrimoine national dans le cadre de l'article 238 bis 0 A du Code général des impôts.

**J.O n° 116 du 20 mai 2007****Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Page 9797 Décision n° 2007-345 du 15 mai 2007 relative aux conditions de production et de diffusion des émissions de la campagne audiovisuelle officielle en vue des élections législatives des 10 et 17 juin 2007

**J.O n° 120 du 25 mai 2007****Avis divers**

Page 9863 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement des enfants mannequins (agence Kwaheri Studio).

**J.O n° 121 du 26 mai 2007****Culture et communication**

Page 9881 Décret n° 2007-994 du 25 mai 2007 relatif aux attributions du ministre de la Culture et de la Communication, porte-parole du Gouvernement.

**Éducation nationale**

Page 9879 Décret n° 2007-991 du 25 mai 2007 relatif aux attributions du ministre de l'Éducation nationale (dont éducation artistique).

**Budget, comptes publics et fonction publique**

Texte n° 24 Décret n° 2007-655 du 30 avril 2007 modifiant plusieurs décrets statutaires relatifs à des corps de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique de l'État (rectificatif).

Page 9887 Avis de concours et de vacance d'un emploi de chef de la musique de la Police nationale.

**J.O n° 122 du 27 mai 2007**

**Commission nationale de l'informatique et des libertés**  
 Texte n° 12 Délibération n° 2007-079 du 25 avril 2007 habilitant des agents de la CNIL à procéder à des vérifications (MM. Le Grand Gwendal et Cardona Thierry).

**Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Page 9893 Décision n° 2007-356 du 22 mai 2007 fixant les horaires de programmation et la durée des émissions relatives à la campagne officielle radiotélévisée en vue des élections législatives et portant répartition de cette durée en nombre et durée d'émissions.

Page 9894 Décision n° 2007-357 du 24 mai 2007 fixant les dates et ordre de passage des émissions de la campagne officielle radiotélévisée sur les antennes des sociétés nationales de programme France 2, France 3, France 4, France 5, Radio France (France Inter), RFO (radio et télévision) et RFI en vue des élections législatives des 10 et 17 juin 2007.

**J.O n° 123 du 30 mai 2007****Culture et communication**

Texte n° 5 Arrêté du 19 mai 2007 portant délégation de signature (cabinet).

Texte n° 6 Arrêté du 19 mai 2007 portant délégation de signature (cabinet).

Texte n° 7 Arrêté du 19 mai 2007 portant délégation de signature (cabinet).

Texte n° 15 Arrêté du 19 mai 2007 portant nomination au cabinet de la ministre.

**Avis divers**

Page 9920 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement des enfants mannequins (agence Chami.com).

**J.O n° 124 du 31 mai 2007****Culture et communication**

Texte n° 11 Décision du 25 mai 2007 portant délégation de signature (direction des musées de France).

**Éducation nationale**

Texte n° 6 Arrêté du 25 mai 2007 fixant au titre de l'année 2007 le nombre d'emplois offerts au concours externe pour le recrutement d'ingénieurs de recherche hors classe.

Texte n° 7 Arrêté du 25 mai 2007 fixant au titre de l'année 2007 le nombre d'emplois offerts aux concours externes et aux concours internes pour le recrutement de techniciens de recherche et de formation.

**JUIN****J.O n° 125 du 1<sup>er</sup> juin 2007****Immigration, intégration, identité nationale et codéveloppement**

Page 9964 Décret n° 2007-999 du 31 mai 2007 relatif aux attributions du ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement (politique pour la culture et la communication).

**Éducation nationale**

Texte n° 14 Arrêté du 25 mai 2007 fixant au titre de l'année 2007 le nombre d'emplois offerts aux concours externes et aux concours internes pour le recrutement d'ingénieurs de recherche de 2<sup>e</sup> classe.

**Culture et communication**

Page 9968 Arrêté du 21 mai 2007 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *Rodtchenko, photographie, la révolution dans l'œil*, au musée d'art moderne de la ville de Paris).

Page 9968 Arrêté du 21 mai 2007 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *Rodtchenko, photographie, la révolution dans l'œil*, au musée d'art moderne de la ville de Paris).

Page 9968 Arrêté du 21 mai 2007 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *Peintures en Arménie, 1830-1930*, au Petit Palais, musée des beaux-arts de Paris).

**J.O n° 126 du 2 juin 2007****Culture et communication**

Page 9994 Arrêté du 21 mai 2007 portant composition de la commission d'appel d'offres pour les marchés publics passés par le service à compétence nationale du musée du Moyen-Âge-thermes et hôtel de Cluny.  
 Page 9994 Arrêté du 21 mai 2007 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *Yves Tanguy, un univers surréaliste*, au musée des beaux-arts de Quimper).

Page 9994 Arrêté du 29 mai 2007 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *Georges de Bellio*, au musée Marmottan).

Page 9994 Arrêté du 29 mai 2007 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Courbet*, aux Galeries nationales du Grand Palais, au Metropolitan Museum of art de New York, puis au musée Fabre de Montpellier).

Page 9995 Arrêté du 29 mai 2007 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Gabriel de Saint-Aubin*, au musée du Louvre).

Page 9997 Arrêté du 25 mai 2007 portant habilitation à procéder à la restauration de biens faisant partie des collections des musées de France au titre de l'article 13 (3°) du décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 (M<sup>me</sup> Hauth Isabelle).

### **J.O n° 127 du 3 juin 2007**

#### **Culture et communication**

Page 10017 Décision du 21 mai 2007 modifiant la décision réglementaire n° 12 du 2 mars 1948 du Centre national de la cinématographie relative aux autorisations d'exercice de la profession.

#### **Conventions collectives**

Page 10020 Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des télécommunications.

Page 10023 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Languedoc-Roussillon) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Page 10024 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Pays de la Loire) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Page 10024 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Corse) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

### **J.O n° 129 du 6 juin 2007**

#### **Économie, finances et emploi**

Page 10074 Avis relatif à l'instruction de projets de normes (dont Information et communication : Télécommunications numériques européennes sans cordon ; Systèmes radioélectriques fixes).

Page 10076 Avis relatif à l'instruction de projets de normes (dont Information et communication : Réseaux radio transeuropéens TETRA).

### **J.O n° 130 du 7 juin 2007**

#### **Éducation nationale**

Texte n° 5 Arrêté du 25 mai 2007 fixant au titre de l'année 2007 le nombre d'emplois offerts aux concours externes pour le recrutement d'ingénieurs de recherche de 1<sup>re</sup> classe.

Texte n° 6 Arrêté du 25 mai 2007 fixant au titre de l'année 2007 le nombre d'emplois offerts aux concours externes, aux concours internes et aux troisièmes concours pour le recrutement d'ingénieurs d'études.

#### **Culture et communication**

Page 10087 Décret du 6 juin 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles (M. Aillagon Jean-Jacques).

#### **Avis divers**

Page 10089 Vocabulaire des transports.

Page 10090 Vocabulaire de l'Internet (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

Page 10091 Recommandation sur les équivalents français à donner au terme « travel retail ».

### **J.O n° 132 du 9 juin 2007**

#### **Budget, comptes publics et fonction publique**

Texte n° 26 Décret n° 2007-657 du 30 avril 2007 modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'État relevant du régime général des retraites (rectificatif) (pour la culture : personnels d'accueil, de surveillance et de magasinage).

### **J.O n° 133 du 10 juin 2007**

#### **Travail, relations sociales et solidarité**

Page 10177 Arrêté du 5 juin 2007 portant extension d'un accord national professionnel (cinq annexes) conclu dans le secteur de la télédiffusion.

#### **Avis divers**

Page 10180 Vocabulaire des transports (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

### **J.O n° 134 du 12 juin 2007**

#### **Culture et communication**

Page 10240 Décret n° 2007-1005 du 11 juin 2007 relatif au régime administratif et financier de la Comédie-Française.

#### **Justice**

Texte 11 Décret du 11 juin 2007 portant réintégration et détachement (Conseil d'État : M<sup>me</sup> Albanel Christine).

#### **Conventions collectives**

Page 10245 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Champagne-Ardenne), conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture, au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

#### **Avis divers**

Page 10257 Vocabulaire de l'économie et des finances (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

### **J.O n° 135 du 13 juin 2007**

#### **Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**

Texte n° 76 Décision n° 2007-0345 du 19 avril 2007 relative à la mise en place d'un questionnaire visant la collecte d'informations nécessaires à l'application de l'article L. 37-1 du Code des postes et des communications électroniques.

Texte n° 77 Décision n° 2007-0408 du 26 avril 2007 mettant fin au régime d'expérimentation de réseaux ouverts au public utilisant la technologie RLAN.

#### **Avis divers**

Page 10293 Avis relatif au dossier type de demande de subvention au Fonds de soutien à l'expression radiophonique.

### **J.O n° 136 du 14 juin 2007**

#### **Culture et communication**

Page 10334 Arrêté du 5 juin 2007 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Picasso cubiste*, au musée Picasso de Paris).

#### **Conventions collectives**

Page 10340 Arrêté du 5 juin 2007 portant extension d'un avenant aux conventions collectives nationales de la radiodiffusion (n° 1922) et des journalistes (n° 1480).

Page 10340 Avis relatif à l'extension d'un protocole d'accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des théâtres privés.

### **J.O n° 137 du 15 juin 2007**

#### **Culture et communication**

Texte n° 14 Décret du 13 juin 2007 portant délégation de signature (bureau du cabinet).

#### **Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**

Texte n° 69 Décision n° 2007-0331 du 5 avril 2007 relative à la procédure de désignation des organismes notifiés intervenant dans l'évaluation de la conformité des équipements hertziens et des équipements terminaux de communications électroniques.

#### **Avis de concours et de vacance d'emplois**

Texte n° 87 Avis de vacance d'un emploi d'inspecteur général de l'administration des affaires culturelles.

#### **Avis divers**

Page 10373 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement des enfants mannequins (M<sup>me</sup> Davidas Gladys, agence Glady's Fashion).

### **J.O n° 138 du 16 juin 2007**

#### **Affaires étrangères et européennes**

Page 10411 Décret n° 2007-1014 du 14 juin 2007 portant publication du traité sur l'enregistrement international des œuvres audiovisuelles, signé à Genève le 20 avril 1989.

#### **Culture et communication**

Page 10431 Arrêté du 5 juin 2007 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Edward Steichen*, au Jeu de Paume à Paris).

Page 10431 Arrêté du 5 juin 2007 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Edward Steichen*, au Jeu de Paume à Paris).

#### **Premier ministre**

Texte n° 34 Arrêté du 15 juin 2007 portant affectation (administrateurs civils) (pour le ministère de la Culture et de la Communication : M. Delmare Hervé).

#### **Avis divers**

Page 10437 Vocabulaire des télécommunications (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

Page 10437 Vocabulaire de l'éducation (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

### **J.O n° 139 du 17 juin 2007**

#### **Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Page 10485 Décision n° 2007-389 du 12 juin 2007 relative aux conditions de production, de programmation et de diffusion des émissions de la campagne officielle audiovisuelle en vue de l'élection des conseillers territoriaux de Saint-Martin des 1<sup>er</sup> et 8 juillet 2007.

Page 10486 Recommandation n° 2007-5 du 12 juin 2007 du Conseil supérieur de l'audiovisuel aux services de radio et de télévision diffusés à Saint-Barthélemy en vue de l'élection des conseillers territoriaux de Saint-Barthélemy des 1<sup>er</sup> et 8 juillet 2007.

Page 10487 Recommandation n° 2007-6 du 12 juin 2007 du Conseil supérieur de l'audiovisuel aux services de radio et de télévision diffusés à Saint-Martin en vue de l'élection des conseillers territoriaux de Saint-Martin des 1<sup>er</sup> et 8 juillet 2007.

### **J.O n° 140 du 19 juin 2007**

Page 10505 Décret du 18 juin 2007 relatif à la cessation des fonctions du Gouvernement.

Page 10505 Décret du 18 juin 2007 portant nomination du Premier ministre.

#### **Premier ministre**

Page 10506 Décret n° 2007-1028 du 15 juin 2007 portant création d'un secrétariat général de la présidence française du Conseil de l'Union européenne.

Page 10510 Arrêté du 15 juin 2007 portant modification du tableau national de répartition des bandes de fréquences.

#### **Affaires étrangères et européennes**

Page 10519 Décret n° 2007-1030 du 15 juin 2007 portant publication du protocole d'adhésion de la République française à l'accord général de coopération entre les États membres de la Commission de l'océan Indien du 10 janvier 1984, fait à Port-Louis le 10 janvier 1986.

Page 10521 Décret n° 2007-1031 du 15 juin 2007 portant publication de l'accord entre le Gouvernement



de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la protection mutuelle de la propriété intellectuelle dans le cadre de la coopération militaire et technique bilatérale, fait à Moscou le 14 février 2006.

Page 10538 Décret n° 2007-1037 du 15 juin 2007 portant publication de l'accord de coproduction cinématographique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée, signé le 27 octobre 2006.

#### **Conventions collectives**

Page 10555 Arrêté du 5 juin 2007 portant extension d'un accord interbranche conclu dans le secteur du spectacle vivant.

#### **Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Page 10557 Avis n° 2007-6 du 22 mai 2007 relatif au projet de modification du tableau national de répartition des fréquences radioélectriques.

#### **Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**

Texte n° 95 Avis n° 2007-0378 du 19 avril 2007 sur un projet de modification du tableau national de répartition des bandes de fréquences.

#### **J.O n° 141 du 20 juin 2007**

Page 10575 Décret du 19 juin 2007 relatif à la composition du Gouvernement.

#### **Enseignement supérieur et recherche**

Page 10622 Arrêté du 12 juin 2007 portant création à l'École nationale des chartes d'un institut dénommé comité des travaux historiques et scientifiques.

#### **Avis divers**

Page 10644 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement des enfants mannequins (agence Frimousse).

Page 10644 Avis relatif à l'attribution d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement des enfants mannequins (agence KLRP).

Page 10645 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement des enfants mannequins (agence Success).

#### **J.O n° 142 du 21 juin 2007**

##### **Écologie, développement et aménagement durables**

Page 10655 Arrêté du 6 juin 2007 relatif au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme et modifiant le Code de l'urbanisme.

##### **Culture et communication**

Page 10730 Arrêté du 13 juin 2007 fixant le barème de la subvention d'exploitation prévu à l'article 5 du décret n° 2006-1067 du 25 août 2006 pris pour l'application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du

30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

Page 10730 Arrêté du 13 juin 2007 fixant le barème de la subvention sélective à l'action radiophonique prévu à l'article 6 du décret n° 2006-1067 du 25 août 2006 pris pour l'application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

#### **Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Texte n° 55 Décision n° 2007-390 du 19 juin 2007 fixant la répartition du temps d'antenne de la campagne officielle radiotélévisée pour le premier tour en vue de l'élection des conseillers territoriaux de Saint-Martin des 1<sup>er</sup> et 8 juillet 2007.

Texte n° 56 Décision n° 2007-391 du 19 juin 2007 fixant les dates et ordre de passage des émissions de la campagne officielle pour le premier tour en vue de l'élection des conseillers territoriaux de Saint-Martin des 1<sup>er</sup> et 8 juillet 2007.

#### **Avis de concours et de vacance d'emplois**

Avis d'examen en vue de l'obtention du diplôme d'État de professeur de musique (session 2007-2008).

#### **J.O n° 143 du 22 juin 2007**

##### **Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Page 10752 Arrêté du 1<sup>er</sup> juin 2007 approuvant des modifications apportées au titre et aux statuts d'une association reconnue d'utilité publique (l'Association française d'action artistique devient Culturesfrance).

##### **Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 10 Arrêté du 8 juin 2007 fixant au titre de l'année 2007 le nombre d'emplois offerts aux concours externe et interne pour le recrutement de conservateurs stagiaires, élèves de l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques, et modifiant les dates des épreuves écrites.

Page 10763 Arrêté du 8 juin 2007 portant nomination au conseil scientifique de l'École nationale des chartes.

##### **Culture et communication**

Page 10760 Arrêté du 5 juin 2007 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Les Phéniciens et la Méditerranée*, à l'Institut du monde arabe, à Paris).

Page 10760 Arrêté du 13 juin 2007 autorisant l'établissement public du musée du Louvre à accepter une donation.

#### **J.O n° 144 du 23 juin 2007**

##### **Économie, finances et emploi**

Page 10792 Décret du 21 juin 2007 portant nomination au conseil d'administration de l'Agence nationale des fréquences.

Page 10792 Décret du 21 juin 2007 portant nomination du président du conseil d'administration de l'Agence nationale des fréquences (M. Miquel Arnaud).

#### **Travail, relations sociales et solidarité**

Page 10796 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles.

### **J.O n° 145 du 24 juin 2007**

#### **Culture et communication**

Page 10815 Arrêté du 5 juin 2007 modifiant l'arrêté du 22 mars 1999 pris pour application du chapitre II du titre IV du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique et concernant le soutien financier automatique à la production et à la préparation des œuvres cinématographiques de courte durée.

Texte n° 13 Décision du 20 juin 2007 modifiant la décision du 5 octobre 2005 portant délégation de signature (direction de l'administration générale).

### **J.O n° 146 du 26 juin 2007**

#### **Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Page 10887 Arrêté du 12 juin 2007 approuvant des modifications apportées aux statuts d'une association reconnue d'utilité publique (Société des gens de lettres de France).

### **J.O n° 147 du 27 juin 2007**

#### **Culture et communication**

Texte n° 28 Arrêté du 22 juin 2007 portant délégation de signature (cabinet).

Texte n° 29 Arrêté du 22 juin 2007 portant délégation de signature (cabinet).

Texte n° 30 Arrêté du 22 juin 2007 portant délégation de signature (cabinet).

Texte n° 60 Arrêté du 22 juin 2007 portant nomination au cabinet de la ministre.

Page 10962 Arrêté du 25 juin 2007 fixant la composition de la commission paritaire des publications et agences de presse.

### **J.O n° 148 du 28 juin 2007**

#### **Premier ministre**

Texte n° 2 Décision du 21 juin 2007 portant délégation de signature (direction du développement des médias).

#### **Conventions collectives**

Page 11116 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des artistes-interprètes des émissions de télévision.

### **J.O n° 149 du 29 juin 2007**

#### **Budget, comptes publics et fonction publique**

Texte n° 28 Décret n° 2007-1054 du 28 juin 2007 portant attribution de points d'indice majoré à certains personnels civils et militaires de l'État, personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation.

#### **Premier ministre**

Texte n° 36 Arrêté du 27 juin 2007 relatif à la composition du cabinet du Premier ministre (conseiller technique pour la culture et la communication : M<sup>me</sup> Sylla-Walbaum Aline).

#### **Culture et communication**

Page 11155 Décret du 28 juin 2007 portant nomination du directeur du théâtre national de l'Opéra-Comique (M. Deschamps Jérôme).

### **J.O n° 150 du 30 juin 2007**

#### **Économie, finances et emploi**

Page 11229 Arrêté du 8 juin 2007 portant désignation de la mission du service du contrôle général économique et financier des sociétés du service public de la radio et de la télévision pour exercer le contrôle économique et financier de l'État sur le groupement d'intérêt public « France Télé numérique ».

#### **Conventions collectives**

Arrêté du 20 juin 2007 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des télécommunications (n° 2148).

Page 11252 Arrêté du 20 juin 2007 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager (n° 1686).

Page 11252 Arrêté du 20 juin 2007 portant extension d'un accord régional (Provence-Alpes-Côte d'Azur) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Page 11255 Arrêté du 26 juin 2007 portant extension d'avenants à la convention collective nationale de l'animation (n° 1518).

Page 11256 Arrêté du 26 juin 2007 portant élargissement d'un accord régional (Bourgogne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 11256 Arrêté du 26 juin 2007 portant élargissement d'un accord régional (Limousin) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

## Réponses aux questions écrites

### ASSEMBLÉE NATIONALE

#### JO AN (Q) n° 18 du 1<sup>er</sup> mai 2007

Réponse à la question de :

- M<sup>me</sup> Michèle Tabarot sur la présence de la **langue d'oc dans les médias**.  
(Question n° 119145-27.02.2007).

#### JO AN (Q) n° 19 du 8 mai 2007

Réponse aux questions de :

- M. Max Roustan sur les conditions de **réception de Radio Classique** à Alès et ses environs (Gard).  
(Question n° 113195-19.12.2006).
- M. Thierry Mariani sur l'**emploi des personnes handicapées** au sein des services du ministère de la Culture et de la Communication.  
(Question n° 117258-30.01.2007).
- M. Éric Wœrth sur la disparité des **moyens financiers** alloués à la **Picardie** pour le **spectacle vivant**, par rapport aux autres régions.  
(Question n° 117988-13.02.2007).
- M. Bruno Bourg-Broc sur les conditions de **diffusion des films africains en France**.  
(Question n° 121072-27.03.2007).
- M. Éric Raoult sur la **célébration du soixantième anniversaire du festival de Cannes**.  
(Question n° 121472-03.04.2007).
- M. Éric Raoult sur les conditions de **diffusion des films africains en France**.  
(Question n° 121555-03.04.2007).

#### JO AN (Q) n° 20 du 15 mai 2007

Réponse aux questions de :

- M. Jacques Remiller sur les développements consacrés par les différents **médias** aux **violences urbaines**.  
(Question n° 110095-14.11.2006).
- M. Dino Cinieri sur le contexte et les objectifs de l'**audit** relatif au **pilotage** et à la **tutelle des opérateurs**.  
(Question n° 110451-21.11.2006).
- M. Jacques Remiller sur l'attitude déplacée des **médias** dans le **traitement de l'information** concernant les **disparitions et meurtres d'enfants**.  
(Question n° 111124-28.11.2006).

- MM. Alain Rodet et Jean-Luc Warsmann et M<sup>me</sup> Martine Aurillac sur la situation du **musée national des Arts et Traditions populaires**.

(Questions n°s 112990-12.12.2006 ; 117075-30.01.2007 ; 120330-13.03.2007).

- M. Bruno Bourg-Broc sur l'intérêt et l'importance du **rapport « Moments historiques : une urgence pour aujourd'hui, un atout pour demain »**.  
(Question n° 115753-16.01.2007).

- M. Jean-Jack Queyranne sur l'interprétation restrictive de l'**inspection du travail** concernant l'**insertion professionnelle des jeunes artistes**.  
(Question n° 117984-13.02.2007).

- M. Robert Lecou sur les règles de **recrutement dans les orchestres professionnels** et notamment les orchestres nationaux.  
(Question n° 118190-13.02.2007).

- M. Léonce Deprez sur le **rapport de la Commission sur l'économie de l'immatériel** qui propose de renforcer le **rayonnement des musées français**.  
(Question n° 120405-13.03.2007).

- M. Éric Raoult sur la **célébration** des mémoires des **anciens hommes d'État de notre pays**.  
(Question n° 121621-03.04.2007).

- M. Léonce Deprez sur la **célébration** du centenaire de la naissance de l'écrivain **Maxence Van der Meersch**.  
(Question n° 121966-10.04.2007).

- M. Léonce Deprez sur les perspectives de l'action du ministre pour une meilleure organisation des **services de l'État** intervenant en direction de la **chaîne du livre**.  
(Question n° 122549-24.04.2007).

### SÉNAT

#### JO S (Q) n° 19 du 10 mai 2007

Réponse à la question de :

- M. Georges Mouly sur l'avenir du **musée des Arts et Traditions populaires**.  
(Question n° 25679-21.12.2006).

## DIVERS

**Annexe de l'arrêté du 27 avril 2007 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *J.O. n° 115* du 19 mai 2007) (cette nouvelle annexe annule et remplace l'annexe publiée au *Bulletin officiel n° 160*).**

**Liste des biens transférés à la ville de Bayonne**

**Direction des musées de France :**

**Musée du Louvre, département des peintures**

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
INV 8963 ; B 1450	anonyme, France, xvii <sup>e</sup> s.	Gibier, fleurs et fruits	peinture à l'huile ; toile	H. : 130 ; L. : 97	1872	récolé-vu
INV 9483 ; B 2246	anonyme, France, xviii <sup>e</sup> s.	Portrait en buste de Don Philippe, Infant d'Espagne	peinture à l'huile ; toile	H. : 82 ; L. : 66	1872	récolé-vu
INV 3588 ; B 1273	Boullongne Bon, dit l'Aîné	L'Enlèvement d'Hélène	peinture à l'huile ; toile	H. : 139 ; L. : 114	1872	récolé-vu
INV 8505 ; MR 2711	Vouet Simon	La Charité romaine	peinture à l'huile ; toile	H. : 133 ; L. : 125	1876	récolé-vu

**Musée d'Orsay**

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC PFH-458	Mélinda Y Alinari Enrique	Une messe de relevailles en Espagne	peinture à l'huile ; toile	H. : 52 ; L. : 73	1893	récolé-vu

**Délégation aux arts plastiques :**

**Fonds national d'art contemporain**

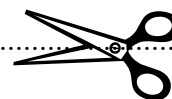
INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC PFH-459	Betsellere Émile	L'Oublié	peinture à l'huile ; toile	H. : 120 ; L. : 200	1873	récolé-vu
FNAC FH 863-27	Bonnat Léon, Joseph, Florentin	Martyre de Saint-André	peinture à l'huile ; toile	H. : 303 ; L. : 225,5	1863	récolé-vu
FNAC 870	Camoreyt Jacques	Marine	peinture à l'huile ; toile	H. : 177 ; L. : 211	1899	récolé-vu
FNAC PFH-464	Colin Gustave	Les vieux chênes de Belcheenia, environs de Saint-Jean-de-Luz	peinture à l'huile ; toile	H. : 98 ; L. : 130	1882	récolé-vu
FNAC PFH-460	Duvaux Jules-Antoine	Combat du col de Maya ; 25 juillet 1813	peinture à l'huile ; toile	H. : 145, 8 ; L. : 226	1871	récolé-vu
FNAC FH 868-124	Esbens Émile-Étienne	Gitanos d'Alcala de Henares (Espagne)	peinture à l'huile ; toile		1868	récolé-vu
FNAC 676	Etcheverry Hubert, Denis	Philémon et Baucis	peinture à l'huile ; toile	H. : 145 ; L. : 115	1891	récolé-vu
FNAC FH 868-126	Fayolle Amélie-Léonie ; Winterhalter Franz-Xaver (d'après)	Portrait en pied de l'impératrice Eugénie	peinture à l'huile ; toile	H. : 248 ; L. : 162	1869	récolé-vu
FNAC PFH-1092	Feillet Hélène (M <sup>lle</sup> )	Entrée du duc d'Orléans à Bayonne ; Entrée du duc et de la duchesse d'Orléans à Bayonne	peinture à l'huile ; toile	H. : 129 ; L. : 194	1842	récolé-vu
FNAC 193 ; FNAC 241	Hedouin Pierre, Édmond, Alexandre	Le Marché aux cochons, à Saint-Jean-de-Luz	peinture à l'huile ; toile	H. : 150 ; L. : 82	1886	récolé-vu
FNAC PFH-461	Hedouin Pierre, Édmond, Alexandre	Femmes de Saint-Jean-de-Luz se rendant à un enterrement	peinture à l'huile ; toile	H. : 35 ; L. : 59	1874	récolé-vu
FNAC PFH-462	La Boulaye Paul de	David ; David et Goliath	peinture à l'huile ; toile	H. : 190 ; L. 141,2	1875	récolé-vu
FNAC FH 867-175	Lapito Louis, Auguste	Soleil couchant ; Environs de Chalais	peinture à l'huile ; toile	H. : 71 ; L. : 130	1868	récolé-vu
FNAC 1151	Le Liepvre, Lelièvre Maurice, Charles, Marie (dit)	Une Source	peinture à l'huile ; toile	H. : 200 ; L. : 300	1889	récolé-vu
FNAC 2537	Martin-Gauthereau André	La Marche de lansquenets	peinture à l'huile ; toile	H. : 218,4 ; L. : 184	1909	récolé-vu
FNAC 1169	Raoul-Ulmann André	La Gare de Bercy	peinture à l'huile ; toile	H. : 85 ; L. : 125	1904	récolé-vu
FNAC FH 864-273	Robert-Fleury Tony	Une jeune fille romaine	peinture à l'huile ; toile	H. : 123,5 ; L. : 84,5	1866	récolé-vu
FNAC 1326	Saint-Germier Joseph	La Navaja	peinture à l'huile ; toile	H. : 180 ; L. : 260	1889	récolé-vu
FNAC PFH-463	Saint-Pierre Gaston, Casimir	Bacchante	peinture à l'huile ; toile	H. : 120 ; L. : 80	1874	récolé-vu

Liste des dérogations au délai prévu par l'article 89 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (conformément au décret n° 2000-1137 du 24 novembre 2000) accordées en avril et mai 2007 à des œuvres cinématographiques par le ministre chargé de la culture.

Titre du visa	N° du visa	Date	Éditeur	Date de dérogation
Immeuble Yacoubian (L')				
To : the Yacoubian building .....	115.891 .....	16-08-2006 .....	Bac Vidéo .....	03-04-2007
Lucas, fourmi malgré lui				
To : The ant bully .....	116.007 .....	26-07-2006 .....	Warner Home Video .....	04-04-2007
Hard Candy .....	115.686 .....	19-09-2006 .....	Metropolitan Filmexport .....	05-04-2007
Parfum (Le)				
To : Das Parfum .....	113.442 .....	26-09-2006 .....	Metropolitan Filmexport .....	05-04-2007
Dans Paris .....	113.414 .....	21-07-2006 .....	Cdiscount .....	06-04-2007
Homme de sa vie (L') .....	109.021 .....	18-09-2006 .....	Wild Side Vidéo .....	11-04-2007
Pressentiment (Le) .....	113.523 .....	15-09-2006 .....	Bac Vidéo .....	17-04-2007
Ecole pour tous (L') .....	109.395 .....	03-08-2006 .....	Studio Canal Vidéo .....	18-04-2007
Napoléon et moi .....	114.098 .....	28-09-2006 .....	Alexart Films .....	18-04-2007
Severance .....	116.295 .....	04-10-2006 .....	La Fabrique de Films .....	19-04-2007
The Queen .....	113.827 .....	16-10-2006 .....	Pathé Distribution .....	18-04-2007
Lucky girl				
To : Just my Luck .....	115.588 .....	28-09-2006 .....	Twentieth Century Fox .....	25-04-2007
Californie (La) .....	113.057 .....	18-10-2006 .....	Studio Canal Video .....	25-04-2007
Flicka .....	116.281 .....	13.10.2006 .....	Twentieth Century Fox .....	25-04-2007
Little Manhattan .....	115.564 .....	22-06-2006 .....	Twentieth Century Fox .....	25-04-2007
Aquamarine .....	115.303 .....	08-06-2006 .....	Twentieth Century Fox .....	25-04-2007
Azur et Asmar .....	98.363 .....	12-10-2006 .....	Diaphana Distribution .....	26-04-2007
Alex Rider Stormbreaker				
To : Stormbreaker .....	114.976 .....	05-10-2006 .....	Metropolitan Filmexport .....	26-04-2007
Prête moi ta main .....	113.173 .....	24-10-2006 .....	Studio Canal Vidéo .....	01-05-2007
Mala noche .....	115.935 .....	14-09-2006 .....	MK2 Editions .....	02-05-2007
Super Nacho				
To : Nacho libre .....	115.608 .....	03-07-2006 .....	Paramount Home Entertainment .....	03-05-2007
Nouvelle chance .....	113.413 .....	06-11-2006 .....	Cdiscount .....	08-05-2007
Dahlia Noir (Le)				
To : The black Dahlia .....	115.494 .....	17-10-2006 .....	Metropolitan Filmexport .....	09-05-2007
Last kiss				
To : The last kiss .....	116.323 .....	05-10-2006 .....	SND .....	09-05-2007
Désaccord parfait .....	112.498 .....	18-10-2006 .....	Gaumont Video .....	09-05-2007
Nonne (La)				
To : La Monja .....	116.038 .....	25-09-2006 .....	Cdiscount .....	11-05-2007
Meurtrières .....	113.558 .....	30-05-2006 .....	Studiocanal Vidéo .....	14-05-2007
Avida .....	113.269 .....	04-05-2006 .....	Studiocanal Vidéo .....	14-05-2007

Titre du visa	N° du visa	Date	Éditeur	Date de dérogation
Babel .....	116.556 .....	10-11-2006 .....	Studio Canal Vidéo .....	15-05-2007
Scoop .....	116.411 .....	19-10-2006 .....	TF1 Vidéo .....	16-05-2007
Concile de pierre (Le) .....	112.453 .....	27-10-2006 .....	UGC International .....	16-05-2007
Je m'appelle Elisabeth .....	113.429 .....	02-10-2006 .....	France Télévision Distribution .....	16-05-2007
C'est beau une ville la nuit .....	81.397 .....	18-10-2006 .....	France Télévisions Distribution .....	16-05-2007
Toi, moi et Duprée				
To : You, me and Duprée .....	116.055 .....	13-10-2006 .....	Universal Pictures Vidéo .....	16-05-2007
Balade des éléphants (La)				
To : Elephant tales .....	112.823 .....	23-06-2006 .....	Universal Pictures Vidéo .....	16-05-2007
Origine				
To : Gin-iro no kami no agito ...	115.784 .....	28-06-2006 .....	Kaze .....	16-05-2007
Mon colonel .....	113.864 .....	19-10-2006 .....	Pathé Distribution .....	16-05-2007
Cœurs .....	113.957 .....	17-11-2006 .....	Studio Canal Vidéo .....	22-05-2007
Fast food nation .....	116.570 .....	16-11-2006 .....	La Fabrique de Films .....	22-05-2007
Shortbus .....	116.296 .....	25-10-2006 .....	Bac Films .....	22-05-2007
Casino royale .....	115.736 .....	16-11-2006 .....	Columbia Tristar Home Video .....	23-05-2007
Souris city				
To : Flushed away .....	116.651 .....	24-11-2006 .....	Paramount Home Entertainment .....	29-05-2007
Black Book .....	116.382 .....	14-11-2006 .....	Pathé Distribution .....	29-05-2007
Faute à Fidel (La) .....	112.092 .....	22-11-2006 .....	Gaumont Video .....	29-05-2007
Ma super ex				
To : My super ex girlfriend .....	115.640 .....	04-08-2006 .....	Twentieth Century Fox .....	30-05-2007
Imagine me and you .....	116.566 .....	9-11-2006 .....	Twentieth Century Fox .....	30-05-2007
Mémoires de nos pères				
To : Flags of our fathers .....	116.307 .....	18-10-2006 .....	Warner Home Vidéo .....	30-05-2007
Pardonnez-moi .....	114.646 .....	31-10-2006 .....	SND .....	30-05-2007

# Bulletin officiel



## Coupon d'abonnement (1)

**Nom, prénom :** .....  
(ou service destinataire)

**Adresse complète :** .....

**Adresse de livraison (si différente) :** .....

**Téléphone :** .....

**Profession (2) :** .....

**Nombre d'abonnements souhaités :** ..... x 50 = €..... pour l'année .....

### Date et signature (3).

(1) A retourner au ministère de la culture et de la communication, D A G, Centre de documentation juridique et administrative, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Le règlement établi à l'ordre du régisseur d'avances et de recettes du ministère de la culture et de la communication est à envoyer au ministère de la culture et de la communication, D A G, Bureau du fonctionnement des services, **Madame Christine Sosson**, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur et griffe de l'établissement.